L O U G A 2 0 1 3

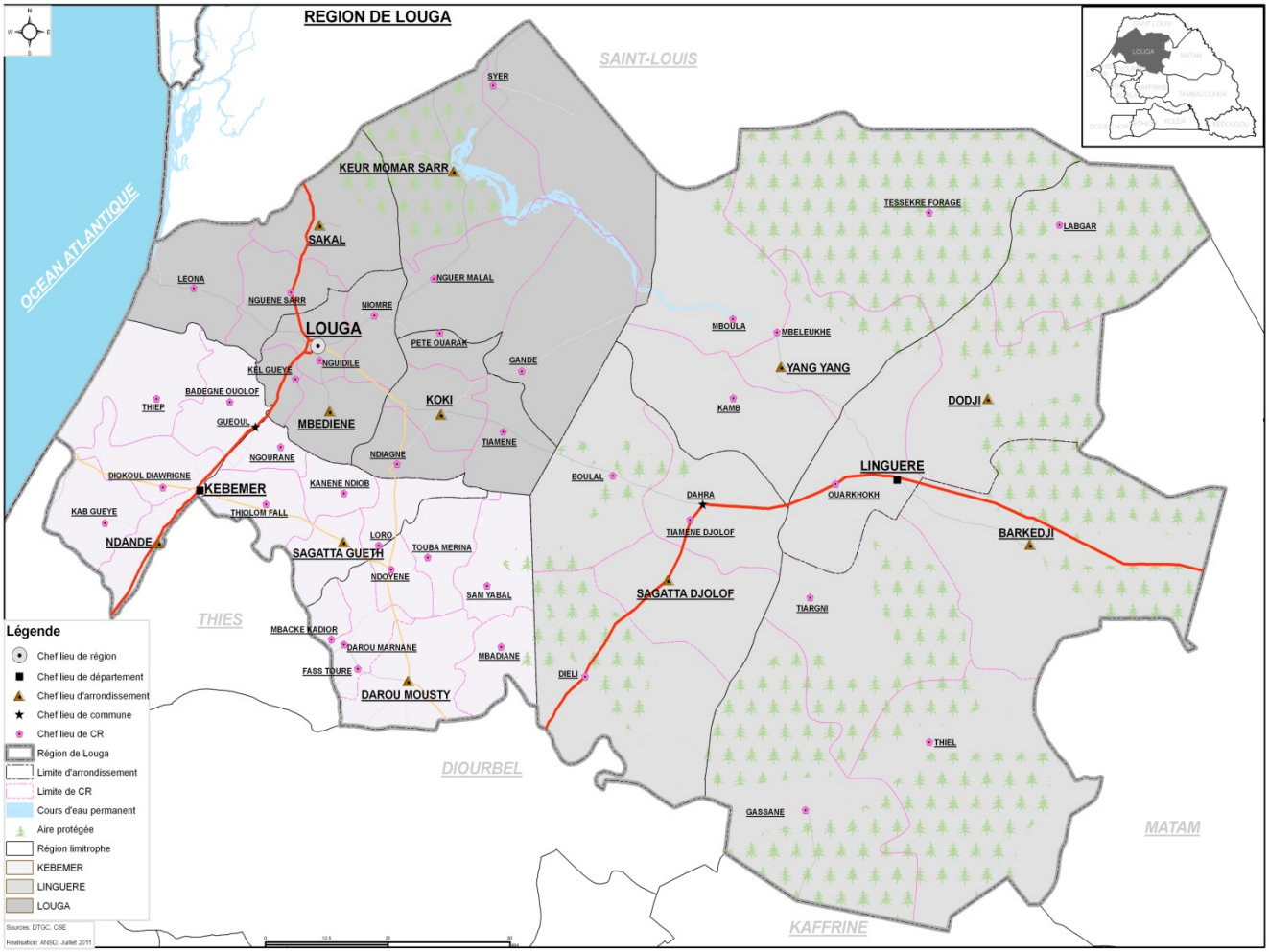
REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

ANSD
Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Louga



SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE REGIONALE 2013

Avril 2015

COMITE DE DIRECTION	
Directeur Général	**Aboubacar Sédikh BEYE**
Directeur Général Adjoint	**Mamadou Falou MBENGUE**
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	**Cheikh Tidiane NDIAYE**
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	**Mbaye FAYE**
Directeur du Management de l'Information Statistique	**Mamadou NIANG**
Conseiller à l'Action Régionale	**Mamadou DIENG**

COMITE DE REDACTION	
Chef du Service Régional	**Alioune CISSE**
Chargé d'études	**Ibrahima THIAM**
Agent d'appui	**Waly NDIAYE**

COMITE DE VALIDATION
Séckène SENE, Abdoulaye TALL, Mamadou DIENG, Mamadou BAH, Oumar DIOP, El hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA, Saliou MBENGUE, Alpha WADE, Thiayédia NDIAYE, Amadou Fall DIOUF, Adjibou Oppa BARRY, Atoumane FALL, Jean Rodrigue MALOU, Bintou Diack LY.

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel Air-Cerf Volant, Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX v

LISTE DES GRAPHIQUES vii

ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES viii

AVANT PROPOS 10

CHAPITIRE 0 : PRESENTATION GENERALE DE LA REGION 11
0.1 Situation géographique 11
0.2 Organisation administrative 11
0.3 Caractéristiques physiques et potentialités naturelles 11
0.4 Aspects économiques 12

CHAPITIRE 1 : DEMOGRAPHIE 14
Introduction 14
1.1 Effectif de la population et répartition spatiale 14
1.2 Structure de la population par âge et par sexe. 15
1.3 Répartition de la population par grands groupes d'âge 18
Conclusion 19

CHAPITIRE 2 : EDUCATION 20
Introduction 20
2.1 La demande potentielle d'éducation: Populations cibles du système éducatif 20
2.2 Le préscolaire 21
2.3 L'élémentaire 23
2.4 L'enseignement moyen 26
2.5 L'enseignement secondaire 29
2.6 Enseignement technique et formation professionnelle 31
2.7 L'alphabétisation 33
Conclusion 34

CHAPITIRE 3 : L'EMPLOI 35
Introduction 35
3.1 Etablissements ouverts et création de l'emploi 35
3.2 Etablissements fermés et pertes d'emplois 36
3.3 Les contrats de travail 37
3.4 L'évolution des contrats de travail. 39
Conclusion 39

CHAPITIRE 4: BUDGET DES COLLECTIVITES LOCALES 40
Introduction 40
4.1 Le budget prévisionnel des communes. 40
4.2 Le budget des communautés rurales 42
4.3 Le budget du conseil régional 44
Conclusion 45

CHAPITIRE 5: HYDRAULIQUE URBAINE 46
Introduction 46
5.1. La production 46
5.2. La tarification 47
5.3. La clientèle 48
Conclusion 50

CHAPITIRE 6: EAUX ET FORETS 51
Introduction 51
6.1 Patrimoine forestier de la région 51
6.2. Le reboisement 52
6.3 Les feux de brousse 53
6.4 Les recettes forestières 54
Conclusion 55

CHAPITIRE 7 : HYGIENE PUBLIQUE 56
Introduction 56
7.1 Ressources humaines 56
7.2 Police de l'hygiène 57
Conclusion 61

CHAPITIRE 8 : IMPOTS ET DOMAINES 62
Introduction 62
8.1 Immatriculation des entreprises 62
8.2 La nature et période d'imposition. 65
8.3 Rapport sommaire des déclarations 67
Conclusion 67

CHAPITRE 9: LA PECHE 68
Introduction 68
9.1 Résultats généraux des pêches 68
9.2. Résultats mensuels et par espèce 69
9.3 Transformation des produits halieutiques 71
Conclusion 72

CHAPITIRE 10 : AGRICULTURE 73
Introduction 73
10.1 Les superficies cultivées 73
10.2 Les rendements 74
10.3 Les Productions 75
Conclusion 76

CHAPITIRE 11 : ELEVAGE **77**
Introduction 77
11.1 Les effectifs globaux du cheptel régional 77
11.2 Les effectifs du cheptel dans les communes 78
11.3 Répartition du cheptel rural 79
Conclusion 80

CHAPITIRE 12 : SANTE 81
Introduction 81
12.1 La planification familiale 81
12.1 Santé de la mère et de l'enfant 83
12.2.4 Vaccination des enfants 83
12.3 Allaitement et état nutritionnel des enfants 84
12.4 Mortalité des enfants de moins de cinq ans 84
12.5 LE VIH/SIDA 84
12.6 Les maladies chroniques 85
Conclusion 87

CHAPITIRE 13 : LE COMMERCE 88
Introduction 88
13.1 La Situation des marchés 88
13.2 Résultats des visites de surveillances en 2013 89
Conclusion 92

CHAPITIRE 14 : AIDE SOCIALE 93
Introduction 93
14.1 Les actions du Service Départemental de l'Action Sociale de Louga 93
14.2 Les actions du Service Départemental de l'Action Sociale de Linguère 95
14.3 Les actions du Service Départemental de l'Action Sociale de Kébémer 95
Conclusion 96

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. 1: Effectif de la population. 15
Tableau 1. 2: Répartition de la population de la région selon le sexe et le groupe d'âges..... 16
Tableau 1. 3: Répartition de la population par grands groupes d'âge 18
Tableau 1. 4: Répartition des femmes en âge de procréer par groupe d'âge 18
Tableau 2. 1: Répartition de la demande potentielle d'éducation en 2013 20
Tableau 2. 2: Etablissements du préscolaire par département en 2013 selon le statut..... 22
Tableau 2. 3: Evolution des effectifs du Préscolaire selon le Genre et le Statut entre 2012 et 2013 22
Tableau 2. 4: Etablissements élémentaires par département en 2013 24
Tableau 2. 5: Evolution des effectifs de l'élémentaire par département selon le genre 25
Tableau 2. 6: Répartition du taux brut de scolarisation et du taux d'achèvement selon le sexe dans l'enseignement élémentaire en 2013 25
Tableau 2. 7: Evolution des résultats au CFEE de 2008 à 2013 26
Tableau 2. 8: Répartition des établissements de l'enseignement moyen selon le département et le statut 2013 26
Tableau 2. 9: Effectifs de l'enseignement moyen selon le genre et le statut en 2013 27
Tableau 2. 10: Ratio Enseignants Elèves 28
Tableau 2. 11: Personnel enseignant dans le Moyen/Secondaire public selon le genre et le statut en 2013..... 28
Tableau 2. 12: Répartition des admis au BFEM selon le département et le sexe 2013 29
Tableau 2. 13: Structures d'enseignement secondaire général en 2013 selon le statut 29
Tableau 2. 14: Effectifs de l'enseignement secondaire selon le genre et le statut en 2013..... 30
Tableau 2. 15: Répartition des effectifs des élèves selon le niveau et le sexe 2013..... 31
Tableau 2. 16: Structures d'accueil de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle en 2013. 32
Tableau 2. 17: Effectifs dans les Centres d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle en 2013 selon le genre 32
Tableau 2. 18: Structures et effectifs d'apprenants dans les écoles communautaires et les centres d'alphabétisation en 2013. 33
Tableau 2. 19: Répartition des auditeurs selon la langue en 2013 34
Tableau 3. 1: Répartition des établissements ouverts et emplois générés en 2013 35
Tableau 3. 2: Répartition des établissements fermés et emplois perdus en 2013 36
Tableau 3. 3: Répartition des contrats de travail selon le sexe en 2013..... 38
Tableau 4. 1: Répartition du budget prévisionnel selon la commune en 2013 40
Tableau 4. 2: Répartition des taux d'exécution budgétaire des communes en 2013..... 41
Tableau 4. 3: Répartition des dépenses budgétaires exécutées par les communes selon la nature dans la région de Louga en 2013 42
Tableau 4. 4: Répartition du budget des communautés rurales dans la région de Louga en 2013 43
Tableau 4. 5: Répartition des dépenses budgétaires (FCFA) des communautés rurales selon le type et le département dans la région de Louga en 2013 44
Tableau 4. 6: Répartition du budget du conseil régional de Louga en 2013..... 44
Tableau 4. 7: Répartition des dépenses budgétaires exécutées au conseil régional de Louga selon le type en 2013 45
Tableau 5. 1: la production d'eau de la région de Louga 2013 46
Tableau 5. 2: Répartition des travaux effectués pour améliorer l'approvisionnement en eau potable en 2013. 47
Tableau 5. 3: Tarification des abonnés maraichers..... 47
Tableau 5. 4: Tarification des abonnées domestiques à l'eau..... 48
Tableau 5. 5: Répartition des abonnés à l'eau potable en 2013 dans la région de Louga selon le département 48
Tableau 5. 6: Répartition de la consommation d'eau potable (m3) dans la région de Louga selon le type de consommateur en 2013. 49

Tableau 6. 1: Evolution des plantations selon le type (MED/RMA) 52
Tableau 6. 2: Evolution de la production de plants selon les structures et les types de pépinières 53
Tableau 6. 3: Répartition des recettes forestières selon le secteur entre 2012 et 2013 55
Tableau 7. 1: Infractions constatées dans les concessions et alentours selon le milieu de résidence: 58
Tableau 7. 2: Infractions constatées au niveau des Etablissement Recevant du Personnel (ERP) 59
Tableau 8. 1: Nombre d'entreprises par type de contribuable 62
Tableau 8. 2: Nombre d'entreprises par type d'entreprise 63
Tableau 8. 3: Nombre d'entreprise par secteur d'activité 64
Tableau 8. 4: Nombre d'entreprises par nombre d'employés 64
Tableau 8. 5: Nombre d'établissements par localité d'immatriculation 65
Tableau 8. 6: Nombre de contribuables par langue 65
Tableau 8. 7: Nature et période d'imposition 66
Tableau 8. 8: Rapport sommaire des déclarations 67
Tableau 9. 1: Répartition de l'armement en 2012 et 2013 68
Tableau 9. 2: Répartition des mises à terre en 2012 et 2013 69
Tableau 9. 3: Mises à terre mensuelles par localité 70
Tableau 9. 4: Mises à terre par groupe d'espèces 70
Tableau 9. 5: L'utilisation des produis halieutiques 71
Tableau 9. 6:Transformation des produits halieutiques par localité et par produit fini 71
Tableau 10. 1: Répartition des superficies cultivées par spéculation suivant le département en 2013 74
Tableau 10. 2: Evolution des rendements par spéculation entre 2012 et 2013 74
Tableau 10. 3: Production par spéculation en 2012 et 2013 76
Tableau 11. 1: Répartition du cheptel par espèce selon le département en 2013 77
Tableau 11. 2: Répartition du cheptel urbain par espèce en 2013 78
Tableau 11. 3: Répartition du cheptel suivant l'arrondissement et par espèce en 2013 79
Tableau 12. 1: Connaissance des méthodes contraceptives 81
Tableau 12. 2: Utilisation actuelle de la contraception 82
Tableau 12. 3: Pourcentage de femmes atteintes d'une maladie chronique par type de maladie 85
Tableau 12. 4: Pourcentage d'hommes atteints d'une maladie chronique par type de maladie 86
Tableau 13. 1: Situation des marchés dans la région de Louga 88
Tableau 13. 2: situation des secteurs d'activités commerciales 89
Tableau 13. 3: Résultats financiers 90
Tableau 13. 4: Résultats non financiers : Produits saisis. 91
Tableau 13. 5: Tests rapides effectués lors des contrôles de qualité du sel 91

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1. 1: Pyramide des âges 16
Graphique 1. 2: Rapport de masculinité 17
Graphique 1. 3: Répartition de la population par grands groupes d'âge 18
Graphique 1. 4: Répartition des FAR par groupes d'âge 19
Graphique 2. 1: Répartition de la demande potentielle d'éducation selon l'ordre d'enseignement en 2013 21
Graphique 2. 2: Effectifs du Préscolaire selon le Genre et le Statut en 2013 23
Graphique 2. 3: Taux bruts de scolarisation de l'élémentaire de 2007 à 2013 25
Graphique 2. 4: Part de chaque département dans l'effectif de l'enseignement moyen en 2013 27
Graphique 2. 5:Taux brut de scolarisation dans le secondaire 30
Graphique 2. 6: Résultats au BAC selon le département 2013 31
Graphique 2. 7: Evolution des effectifs formés du CRFP 33
Graphique 3. 1: Etablissements ouverts et emplois permanents crées en 2013 36
Graphique 3. 2: Etablissements fermés et emplois perdus en 2013 37
Graphique 3. 3: Contrats à durée indéterminée par département selon le sexe 38
Graphique 3. 4: Contrats à durée déterminée par département suivant le sexe 38
Graphique 3. 5: Evolution des contrats de travail selon le sexe entre 2008 et 2013 dans la région de Louga 39
Graphique 4. 1: Part de chaque commune dans le budget prévisionnel total voté 40
Graphique 4. 2: Taux d'exécution budgétaire des communes 41
Graphique 4. 3: Répartition des dépenses budgétaires selon la nature en 2013 42
Graphique 4. 4: Répartition des taux d'exécution budgétaire des Communautés rurales en 2013 43
Graphique 4. 5: Dépenses budgétaires des communautés rurales selon la nature en 2013 44
Graphique 5. 1: Part des départements dans les abonnés à l'eau potable dans la région de Louga 48
Graphique 5. 2: Répartition de la consommation d'eau potable (m3) dans la région de Louga selon le département en 2013. 49
Graphique 5. 3: Répartition de la consommation d'eau potable (m3) dans la région de Louga selon le type de consommateur en 2013. 50
Graphique 6. 1: Répartition des Forêts dans la région et dans les départements 51
Graphique 6. 2: Evolution des feux de brousse au cours des cinq dernières années 54
Graphique 7. 1: Ressources humaines opérationnelles du Service Régional de l'Hygiène en 2013: 56
Graphique 7. 2: Répartition des visites effectuées par sous brigade en 2013 57
Graphique 7. 3: Infractions constatées dans les concessions et alentours: 57
Graphique 7. 4: Infractions constatées dans les concessions et alentours selon le milieu de résidence: 59
Graphique 7. 5: Infractions constatées au niveau des Etablissement Recevant du Personnel (ERP) 60
Graphique 7. 6:Infractions constatées au niveau des Etablissement Recevant du Personnel (ERP) 60
Graphique 8. 1: Répartition des entreprises par type d'entreprise 63
Graphique 8. 2: Répartition des entreprises par secteur d'activité 64
Graphique 9. 1: Mises à terre mensuelles par localité 70
Graphique 9. 2: Mises à terre selon l'espèce 70
Graphique 9. 3: Transformation des produits halieutiques par localité et par produit fini 72
Graphique 10. 1:Répartition des superficies cultivées suivant la spéculation en 2013 74
Graphique 10. 2: Répartition des rendements suivant les spéculations 75
Graphique 10. 3: Evolution de la production selon les spéculations entre 2012 et 2013 76
Graphique 11. 1: Répartition du cheptel régional par espèce en 2013 78
Graphique 11. 2: Répartition du cheptel urbain selon la commune 79
Graphique 12. 1: Utilisation contraceptive moderne selon la méthode 82
Graphique 12. 2: Proportion de femmes malades par type de maladie 86
Graphique 12. 3: Proportion d'hommes malades par type de maladie 86
Graphique 13. 1: Infractions constatées par types lors des visites de surveillance et de contrôle en 2013 89

ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AEMO : Association Education en Milieu Ouvert

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

AG.HYG : Agent d'Hygiène

AUX.HYG : Auxiliaire d'Hygiène

BAD-AEPA : Banque Africaine de Développement-Adduction Eau Potable Assainissement

BAC : Baccalauréat

BFEM: Brevet de Fin d'Etudes Moyennes

BTP: Bâtiments et Travaux Publics

CAP : Certificat d'Aptitude Professionnelle

CEAP : Certificat Elémentaire d'Aptitude Professionnelle

CI : Cours d'Initiation

CFEE : Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires

CRETF : Centre Régional d'Enseignement Technique Féminin

CDD: Contrat à Durée Déterminée

CDI : Contrat à Durée Indéterminée

CM : Chef de Ménage

CPC : Consultation Primaire Curative

CPN : Consultation Pré Natale

DRDR : Direction Régionale du Développement Rural

ENTES : Enquête Nationale sur le Travail des Enfants au Sénégal

EDS : Enquête Démographique et de Santé

ESPS : Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal

ERP : Etablissement Recevant du Public

IRA : Infections Respiratoires Aigues

IA : Inspection d'Académie

IRTSS : Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PRS : Programme Régional Solaire

PEPAM : Programme Eau Potable Assainissement du Millénaire

PIB : Produit Intérieur Brut

RM : Région Médicale

SDE : Sénégalaise Des Eaux

S/OFF HYG: Sous-officier d'Hygiène

SRSD: Service Régional de la Statistique et la Démographie

TBS : Taux Brut de Scolarisation

TSGS : Technicien Supérieur en Génie Sanitaire

AVANT PROPOS

Dans la réalisation de ses missions de coordination technique des activités du système statistique national et de production et diffusion des données statistiques, l'ANSD réalise régulièrement des publications parmi lesquelles la « Situation Economique et Sociale du Sénégal » et les « Situations Economiques et Sociales » régionales.

Les Situations Economiques et Sociales (SES) régionales, élaborées chaque année par les Services Régionaux de la Statistique et de la Démographie (SRSD) pour l'année précédente, figurent en bonne place parmi les produits phares de l'ANSD. Elles constituent d'importants instruments de planification du développement économique et social régional et des outils d'aide à la décision aux niveaux régional et local. L'exercice d'analyse de la conjoncture qu'elles constituent n'a évidemment pas pour ambition l'exhaustivité, mais la présentation de manière synthétique des modes de fonctionnement essentiels de l'économie régionale.

Chaque SES régionale essaie d'embrasser la quasi-totalité des secteurs de l'activité économique et sociale. Elle met surtout en relief l'information quantitative et tente, par des analyses sommaires, de décrire la situation de chaque secteur d'activité dans la région concernée. De 2006 à 2013, la publication des SES a été précédée d'une validation régionale au cours de réunions des Comités Régionaux de Développement (CRD).

Cette Edition de l'année 2013 est l'aboutissement d'un travail qui a nécessité la collaboration de l'ensemble des services déconcentrés et des autres partenaires qui évoluent au niveau régional.

L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie tient à les remercier tout particulièrement pour leur appui et leurs précieuses contributions sans lesquelles la réalisation de ce document ne saurait être possible.

Les remarques et suggestions en vue d'améliorer le document sont les bienvenues.

Aboubacar Sédikh BEYE

Directeur Général

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

CHAPITIRE 0 : PRESENTATION GENERALE DE LA REGION

0.1 Situation géographique

Située entre la latitude 14°70 et 16°10 nord et la longitude 14°27 et 16°50 ouest, la région de Louga avec une superficie de 24847 km² est classée au troisième rang au niveau national derrière les régions de Tambacounda (59602 km ²) et de Matam (29424 km2).

La région de Louga frontalière avec cinq autres régions bénéficie d'une façade maritime d'environ 50 kilomètres. Elle est limitée par les régions de :

- ✓ Saint-Louis au nord ;
- ✓ Diourbel et Kaffrine au sud ;
- ✓ Matam à l'est ;
- ✓ Thiès et l'Océan Atlantique à l'ouest.

0.2 Organisation administrative

La région administrative de Louga est née en 1976 de l'ancienne région de Diourbel. Elle est scindée en trois départements (Kébémer Linguère et Louga) et compte onze (11) arrondissements avec un total de 48 Communautés Rurales. Les communes sont au nombre de sept (7) (Kébémer, Guéoul, Linguère, Dahra, Mbeuleukhé, Ndiagne et Louga). Environ, plus de 2500 établissements humains ont été répertoriés dans la région.

0.3 Caractéristiques physiques et potentialités naturelles

La région présente un relief plat avec quelques formations dunaires surtout à l'Est. Elle se caractérise par son agriculture extensive et son élevage qui se meuvent dans un écosystème de plus en plus dégradé. Par suite d'une combinaison des intempéries naturelles et des activités anthropiques sur le milieu, celui ci connaît une dégradation assez profonde**.**

En effet, depuis plus de deux décennies la région de Louga reçoit de faibles précipitations variant entre 200 et 500 mm avec une répartition dans le temps et dans l'espace rarement uniforme. Cela a contribué à l'apparition de zones écologiquement homogènes :

- ✓ Dans le vieux bassin arachidier, on rencontre des sols ferrugineux tropicaux lessivés et dégradés en surface à cause des cultures sous pluies intenses et sans jachère. La couverture végétale est devenue un élément très rare et les dunes

de sables se reconstituent au gré des vents assez forts pendant une bonne période de l'année.

- ✓ Au niveau de la zone des Niayes notamment à l'Ouest des arrondissements de Ndande et Sakal et dans les terroirs semi-arides de Keur Momar Sarr, la situation parait moins désastreuse**.** Au niveau des Niayes, la proximité de la nappe phréatique et l'influence constante des alizés maritimes généralement humides adoucissent le milieu. Toutefois, l'ensevelissement des cuvettes à vocation maraîchère par du sable et le renforcement du peuplement humain au détriment des zones arides pourraient constituer une menace sérieuse à l'équilibre de certains sous-espaces présentant un micro climat particulier.
- ✓ La zone Sylvopastorale, mieux arrosée que les parties Ouest et Nord de la région, reste remarquablement aride et à la proie des feux de brousse pendant la saison sèche en raison de l'influence quasi-permanente de l'harmattan. L'élevage y est l'activité principale.

0.4 Aspects économiques

La région de Louga est une zone à vocation essentiellement agropastorale. En effet, l'économie régionale dépend essentiellement de l'agriculture et de l'élevage et dans une moindre mesure de la pêche du fait de la rareté des ressources halieutiques. Mais Louga est aussi une région de longue tradition culturelle.

C'est une région à économie très fluctuante qui vacille selon les performances ou contreperformances des activités rurales, qui, malgré la dégradation constante de l'environnement, arrivent à réaliser certains résultats intéressants. En effet, du fait de la GOANA, la production céréalière a connu une augmentation assez considérable.

Mais la régression de la qualité des sols, l'insuffisance et la vétusté du matériel agricole et les aléas climatiques influent beaucoup sur les rendements des cultures pluviales dont l'avenir incertain constitue un facteur de promotion du maraîchage qui se développe au niveau des cuvettes des Niayes, des terroirs de Keur Momar Sarr et autour des forages.

L'élevage constitue l'une des activités maîtresses de la région en raison de l'appartenance d'une grande partie de son territoire (65%) à la zone sylvopastorale. Il occupe avec l'agriculture plus de 80% de la population. Il est de type extensif et transhumant avec la disponibilité de parcours naturels et l'existence de forages pastoraux. Grâce à l'importance des zones de pâturage (21 000 km^2), à l'expérience longtemps acquise par les éleveurs et la présence

d'unités pastorales mise en place par le PAPEL, la région de Louga constitue véritablement une zone d'élevage.

Le secteur secondaire est encore à la traîne, avec en bandoulière la fermeture d'unités industrielles est caractérisé par des difficultés structurelles, même si par ailleurs l'artisanat jouit d'une bonne réputation dans le domaine de la menuiserie, la tapisserie, la confection de chaussures, d'objets d'art et d'instruments de musique et la poterie.

Le commerce en général connaît un essor certain notamment au niveau du secteur informel très dynamique. Le dynamisme de ce secteur n'est malheureusement pas perceptible au niveau de l'économie sénégalaise du fait de l'absence de comptabilité des différents acteurs qui s'y déploient. D'autres activités de services nées des nouvelles technologies et du transport (cyber café, services de bureautique, mototaxis) émergent et occupent une bonne partie des jeunes.

Sur le plan social, selon les résultats de l'enquête village de 2009, l'indice global (ou indice composite) d'accès aux services sociaux de base en zone rurale est estimé à 350 dans la région de Louga, ce qui la classe au dixième rang national, même si, par ailleurs, il ya eu un accroissement substantiel de l'indice entre 2000 et 2009, soit 80,4%. Le taux d'accessibilité aux services sociaux de base est 70%, c'est-à-dire que 70% de la population rurale de la région a accès aux services sociaux de base.

L'analyse suivant le département laisse apparaître des disparités criardes en défaveur de Linguère notamment où l'indice global est estimé à 150 contre 400 pour Louga et Kébémer. Donc, 30% seulement des populations rurales du département de Linguère ont accès aux services sociaux de base alors que les proportions sont de 80% pour Louga et Kébémer.

Les communautés rurales dont l'indice d'accès aux services de base est en dessous de 250 sont considérées comme pauvres c'est-à-dire que moins de 50% a accès aux services de base. Les communautés les plus pauvres, en termes d'accès aux services de base, sont concentrées dans la région de Louga pour près de 21% (13 sur 62) et 25 % des communautés rurales en situation de précarité (situées sur la ligne de pauvreté) sont de la région de Louga.

CHAPITIRE 1 : DEMOGRAPHIE

Introduction

La connaissance et la maîtrise de la composante population est d'une importance capitale dans le processus de développement économique et social. En effet, « l'homme est au début et à la fin du développement ». Le XXIème siècle est marqué par d'importantes mutations démographiques presque partout dans le monde, d'une manière générale, et en particulier au Sénégal. On note certes une baisse de la fécondité au cours des dernières années, tendance confortée par les différentes EDS depuis 1986. Cependant malgré cette baisse, le potentiel d'accroissement démographique demeure important, conséquence de l'extrême jeunesse de la population.

Dans le présent chapitre nous nous proposons d'étudier les modifications intervenues dans le volume et la structure de la population de la région de Louga entre autres. Les données utilisées dans ce chapitre sont issues du dernier recensement. Il s'agit du Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage (**RGPHAE**) qui est le quatrième du genre avec la particularité de combiner, pour la première fois, les volets population, habitat, agriculture et élevage.

1.1 Effectif de la population et répartition spatiale

Le RGPHAE donne une population de 13 508 715 habitants pour l'ensemble du Sénégal dont 6 735 417 hommes et 6 773 291 femmes d'où un rapport de masculinité qui avoisine les 100(99,6 hommes pour 100 femmes).

De 501 863 habitants en 1988 (2e RGPH), la population de la région de Louga a atteint 677 533

Habitants en 2002(3^{e} RGPH). Pour le RGPHAE, une population de 874 193 habitants a été recensée en 2013 dont 433 715 hommes et 440 478 femmes. Environ 6,5% de la population totale sénégalaise réside ainsi dans la région de Louga (respectivement 6,44% pour les hommes et 6,50% pour les femmes).

- **Population/département et densités**

Au plan de la subdivision administrative, la région comprend trois départements : Kébémer, Linguère et Louga et onze arrondissements couvrant une superficie totale de 24847km^2 soit une densité moyenne de 35 habitants au km^2 en 2013.

Cependant, la répartition spatiale de la population est très inégale. Le département de Louga concentre 42% de l'effectif de la région contre 30% et 28% respectivement pour Kébémer et Linguère. Le département de Linguère qui couvre

62% de la superficie du territoire régional présente la plus faible densité (15 habitants au km^2). Dans les départements de Kébémer et Louga, on rencontre les plus fortes densités de peuplement soit 65 habitants au km^2 et 63 habitants au km^2 respectivement.

Tableau 1. 1: Effectif de la population**.**

Effectif	Masculin	Féminin	Ensemble
Louga	433715	440478	874193
Sénégal	6 735 417	6773291	13508715
Part de Louga(%)	6,44	6,5	6,47

Source : ANSD, RGPHAE 2013.

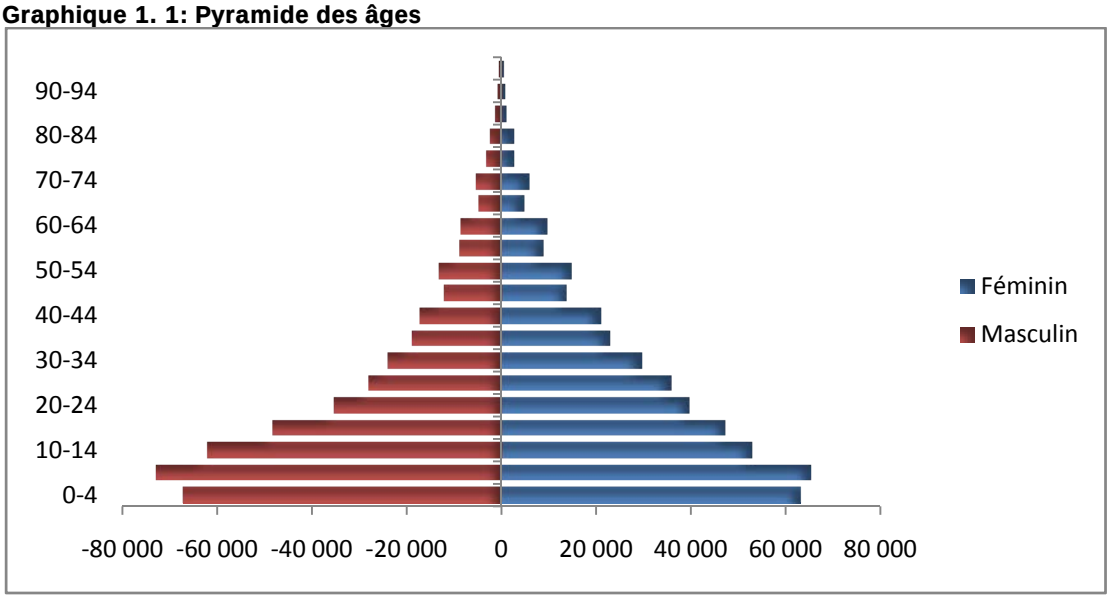
1.2 Structure de la population par âge et par sexe.

Une étude de la population d'une localité donnée, repose essentiellement sur la structure par âge et par sexe. Ces types de données sont importants car elles sont à la base de calculs de nombreux indicateurs démographiques. Le graphique permettant de mieux appréhender cette structure est la pyramide des âges. Une analyse fine de cette pyramide, combinée avec le rapport de masculinité permet d'en savoir plus sur la composition de la population par âge et par sexe. Le graphique1. 1 montre que la population de Louga, à l'instar de celle des autres régions du pays, est extrêmement jeune, En effet, la base très élargie et le sommet fortement rétréci de sa pyramide des âges, est caractéristique de la jeunesse des populations des pays en développement d'une manière générale.

La jeunesse de la population peut être expliquée par une forte natalité et une baisse de la mortalité infantile mais aussi par une espérance de vie très faible qui est située à 65 ans au Sénégal et à 66 ans dans la région de Louga selon les résultats du RGPHAE de 2013.

Alors, la proportion d'enfants à charge dans la population (rapport population de moins de 15 ans sur la population des 15-59 ans) qui mesure l'incidence socio-économique est évaluée pour la région de Louga à 87,5%. Le coefficient de dépendance économique — la proportion des moins de 15 ans et des plus de 60 ans sur la population active de 15 à 59 ans —indique également l'importance de la population à charge qui est de l'ordre de 99,6 % en 2013. Ces taux de dépendance très élevés induisent des besoins énormes dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de l'éducation et de l'emploi. Cependant, cette population jeune pourrait être un atout pour le développement de la région dans la mesure où elle est bien formée et qualifiée.

Graphique 1. 1: Pyramide des âges



Source : ANSD, RGPHAE 2013.

Ce constat sur la pyramide des âges peut être mieux appréhendé dans la répartition de la population selon le sexe et le groupe d'âge. Le tableau1.2 ci après montre que les moins de 40 ans dans la région de Louga représentent près de82% de la population.

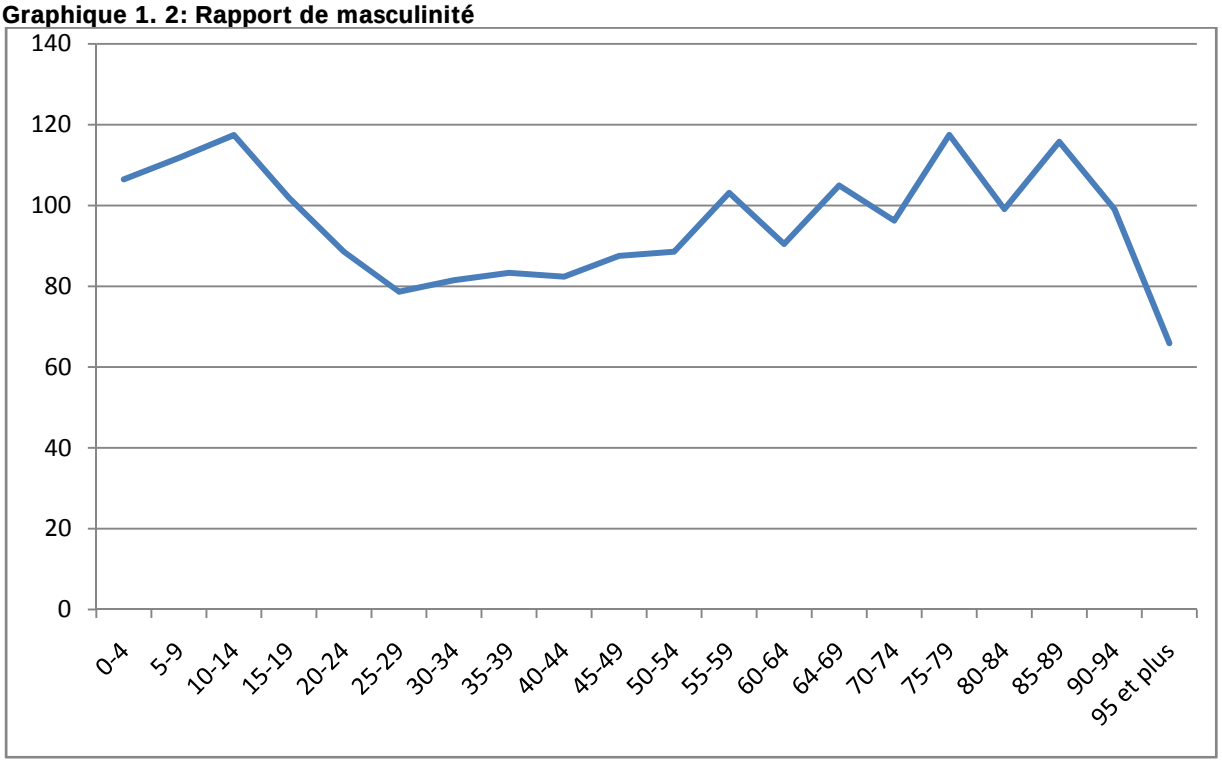
Tableau 1. 2: Répartition de la population de la région selon le sexe et le groupe d'âges

Groupe d'âge	LOUGA				
	Masculin	Féminin	Total	RM	Poids des groupes âge(en %)
0-4	67 192	63 113	130 304	106	14,91
05-9	72 954	65 268	138 221	112	15,81
10-14	61 953	52 749	114 701	117	13,12
15-19	48 217	47 298	74 830	102	10,93
20-24	35 145	39 686	63 646	89	8,56
25-29	28 021	35 625	53 548	79	7,28
30-34	24 045	29 503	41 525	81	6,13
35-39	18 872	22 651	38 077	83	4,75
40-44	17 198	20 879	25 576	82	4,36
45-49	11 937	13 639	27 814	88	2,93
50-54	13 062	14 752	17 494	89	3,18
55-59	8 882	8 612	74 830	103	2
60-64	8 538	9 440	17 978	90	2,06
65-69	4 843	4 614	9 458	105	1,08
70-74	5 398	5 608	11 006	96	1,26
75-79	3 065	2 609	5 674	117	0,65
80-84	2 395	2 417	4 812	99	0,55
85-89	1 102	952	2 054	116	0,23
90-94	583	588	1 171	99	0,13
95 et plus	313	475	789	66	0,09
TOTAL	**433 715**	**440 478**	**874 193**	**98**	**100**

Source : ANSD, RGPHAE 2013.

Le **Tableau 1. 2**(Répartition de la population selon le sexe et le groupe d'âges) montre un léger déséquilibre en faveur de l'effectif de la population. Le rapport de masculinité qui mesure le nombre d'hommes pour cent(100) femmes pour une population donnée ou pour une tranche d'âge déterminée s'élève globalement à 98 pour la région de Louga en 2013 avec des disparités suivant les différentes tranches d'âges. Pour la population des moins de 20 ans, on constate une prédominance des effectifs du sexe masculin avec des Rapports de Masculinité de 106, 112, 117 et 102 (respectivement pour les groupes 0-4 ans, 5-9 ans ,10-14 ans et 15- 19 ans). Cette situation peut être un phénomène apparent lié à des erreurs de déclaration d'âge ou d'omissions plus marquées chez les femmes ou tout simplement un phénomène réel qu'expliquerait une surmortalité féminine dans les groupes concernés. Aussi, aux âges compris entre 20 et 54ans, le déficit d'hommes pourrait être lié à la surmortalité ou aux phénomènes migratoires qui concerneraient principalement cette catégorie de la population. De même aux âges élevés (60 ans et plus), le déficit d'hommes (RM global de 98 hommes pour 100 femmes) pourrait être lié à plusieurs facteurs à comme les omissions, les erreurs de déclaration ou à la surmortalité masculine.

Graphique 1. 2: Rapport de masculinité



Source : ANSD, RGPHAE 2013.

1.3 Répartition de la population par grands groupes d'âge

La structure de la population par grand groupe d'âge laisse apparaitre une population dominée par le groupe 15-34 ans autrement dit une population relativement jeune et potentiellement active Ce groupe d'âge représente près de 33% de la population totale. Il s'en suit le groupe d'âge correspondant à la population scolarisable (5 à 14 ans) qui représente plus du quart de la population totale (29%). L'allure de la pyramide des âges confirme la jeunesse de la population régionale : les moins de 20 ans concentrent plus de la moitié de la population soit près de 54,8%.La population âgée de 0- 4 ans représente 15 % du total régional. Près de deux Lougatois sur cinq (39,2%) ont un âge compris entre 20 et 59 ans. La population des 60 ans et plus ne constitue que 6% de l'effectif total de la région.

Les femmes en âge de reproduction constituent 47,5% de la population féminine de la région.

Selon le groupe d'âge des FAR, on constate une plus forte concentration des effectifs au niveau des 15-19 ans (22,6%). Un peu moins d'une FAR sur cinq (19%) a un âge compris entre 20 et 24 ans contre 17% et 14,1% respectivement pour les groupes 25-29 ans et 30-34 ans. Les 45-49 ne représentent que 6,5% de l'ensemble des FAR de la région en 2013.

Tableau 1. 3: Répartition de la population par grands groupes d'âge

Moins de 20 ans	478741
15-34 ans	287539
20-59 ans	342510
15-59 ans	417340
60 ans et plus	52942

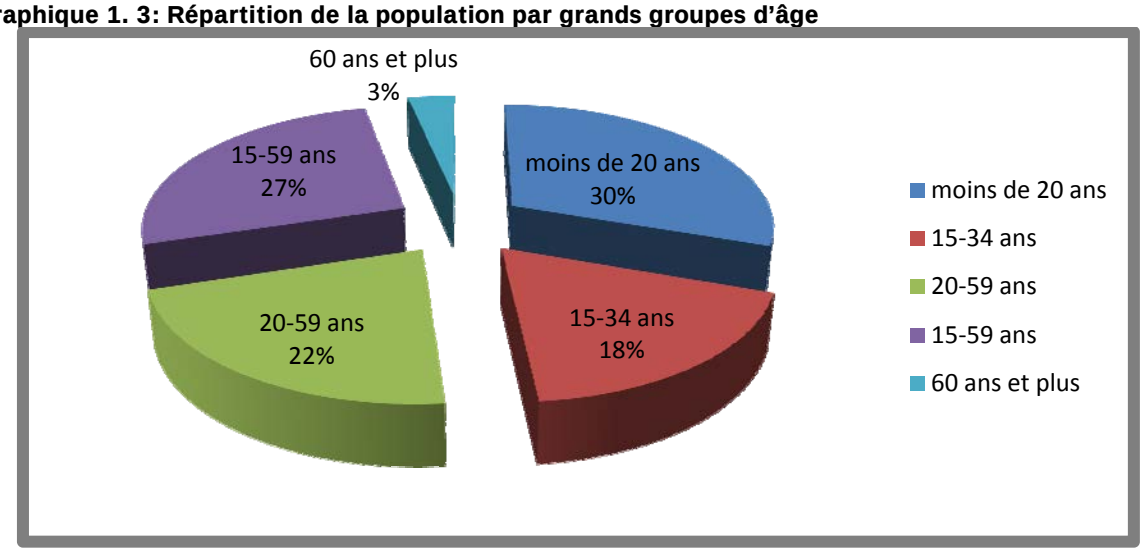
Source : ANSD, RGPHAE 2013.

Tableau 1. 4: Répartition des femmes en âge de procréer par groupe d'âge

Age	15-19ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	Ensemble
Effectif	47298	39686	35625	29503	26651	20879	13639	209281
Proportion(en %)	22,6	19	17	14,1	10,8	10	6,5	100

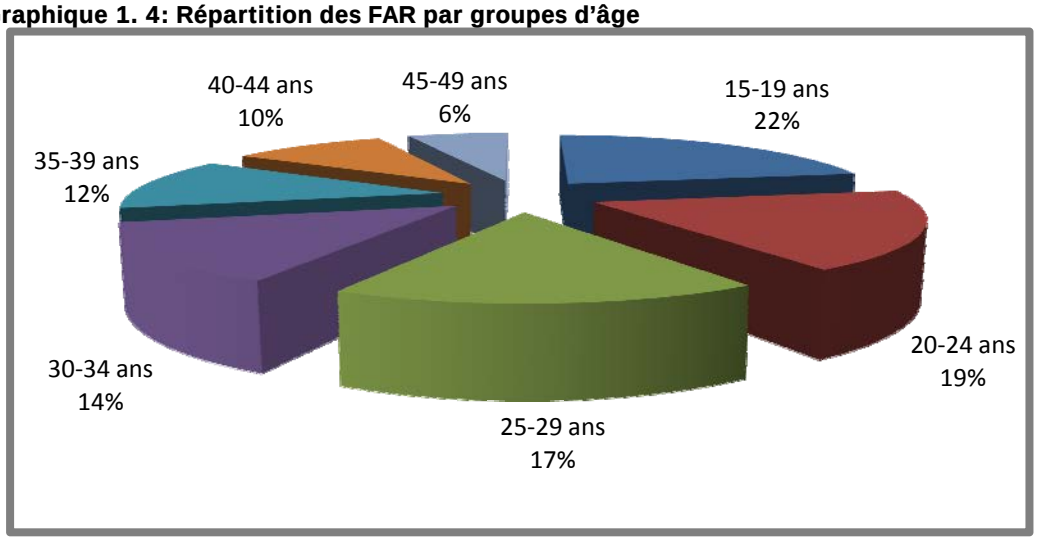
Source : ANSD, RGPHAE 2013.

Graphique 1. 3: Répartition de la population par grands groupes d'âge



Source : ANSD, RGPHAE 2013.

Graphique 1. 4: Répartition des FAR par groupes d'âge



Source : ANSD, RGPHAE 2013.

Conclusion

La compréhension des phénomènes démographiques préoccupe les dirigeants du monde en général et du Sénégal en particulier.

Dans ce chapitre, les modifications intervenues dans le volume, la répartition spatiale et la structure de la population de la région ont été passées en revue. Les données sur la structure par âge et par sexe, base de calculs de nombreux indicateurs démographiques, sont d'une grande importance. Les résultats du recensement de décembre 2013 confirment la jeunesse de la population de la région atout et défi à la fois. Cette population jeune formée constituera une rampe de lancement pour booster l'économie vers l'émergence. A défaut cette jeunesse peut être source d'instabilité, une « bombe » démographique.

CHAPITIRE 2 : EDUCATION

Introduction

Depuis le début des années 1980 le Sénégal s'est engagé dans de vastes chantiers de réforme du système éducatif national au double plan quantitatif et qualitatif conformément aux conclusions des Etats Généraux de l'Education et de la Formation. C'est dire que le secteur de l'Education demeure une priorité pour le gouvernement du Sénégal qui lui consacre une part importante du budget national et avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers. Ces dernières années, le système est confronté à des perturbations qui n'épargnent aucun ordre d'enseignement du fait notamment de la récurrence des grèves des enseignants mais aussi des élèves avec des conséquences incommensurables. Dans ce présent chapitre, nous nous proposons de traiter de la demande/de l'offre d'éducation, du rendement scolaire mais aussi de la formation technique professionnelle et de l'alphabétisation.

2.1 La demande potentielle d'éducation: Populations cibles du système éducatif

Dans la région de Louga, la demande potentielle globale d'éducation pour tous les niveaux d'enseignement, de la Case des Tout Petits au secondaire, s'élève à 394437 personnes.

Le tableau 2.1 donnant l'effectif des groupes cibles dans le système éducatif de la région de Louga montre globalement une légère dominance du sexe masculin avec un effectif de 200039 demandeurs potentiels soit 50,7 % du total régional. Cette tendance à une domination du sexe masculin sur la demande est vérifiée pour tous les ordres d'enseignement.

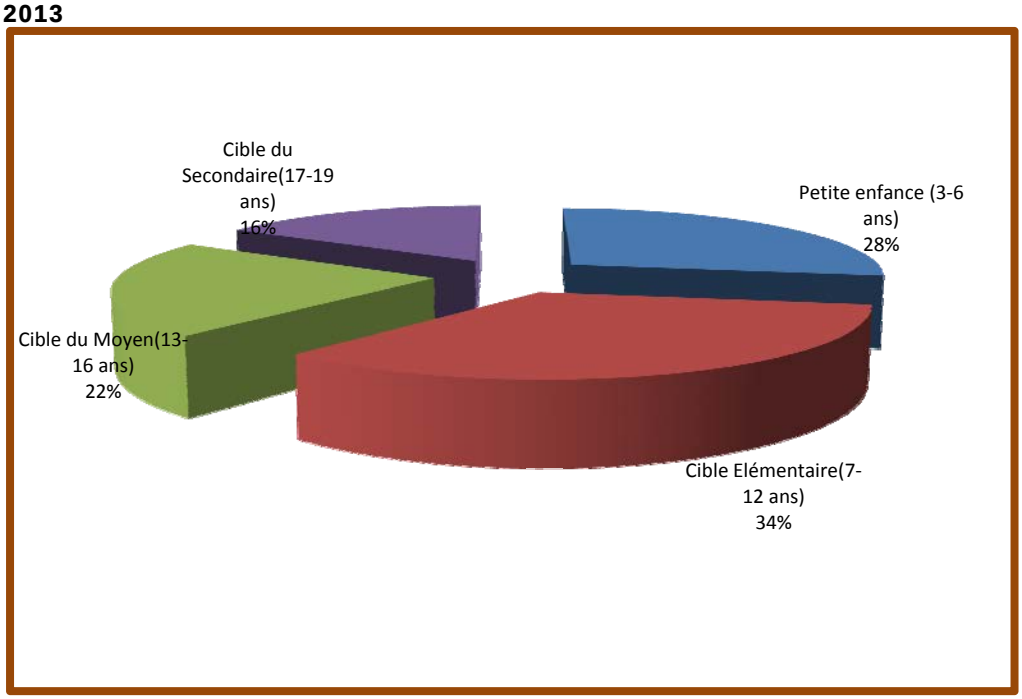
La répartition de la demande globale suivant les ordres d'enseignement montre une plus forte proportion de demandeurs pour l'Elémentaire avec une population de 134083 enfants de 7 à 12 ans soit 34%. La demande au Préscolaire représente 28% contre 22% et 16% respectivement pour le Moyen et le Secondaire.

Tableau 2. 1: Répartition de la demande potentielle d'éducation en 2013

Ordre d'enseignement	Cible	Effectif en 2013			
		Homme	Femme	Total	% des hommes
Petite enfance	3 – 6 ans	55249	54373	109622	50,4
Elémentaire	7 – 12 ans	67980	66103	134083	50,7
Moyen	13– 16 ans	44356	42617	86973	51
Secondaire	17– 19 ans	**32454**	**31305**	63759	50,9

Source : Annuaires statistiques 2012 et 2013 de l'IA Louga

Graphique 2. 1: Répartition de la demande potentielle d'éducation selon l'ordre d'enseignement en 2013



Source : Annuaires statistiques 2012 et 2013 de l'IA Louga

2.2 Le préscolaire

Le Préscolaire de par l'initiation à l'éducation permet de mesurer le développement intégré de la petite enfance en fournissant des indications sur le niveau du système et son aptitude à accueillir les enfants ayant l'âge requis à la préscolarisation (3-6 ans).Dans ce paragraphe, l'offre d'éducation selon le statut ainsi que les effectifs préscolarisés sont traités.

Le tableau 2.2 donne la situation des établissements du préscolaire par département et selon le type en 2013.

Le nombre d'établissements préscolaires a connu globalement une baisse relative de 3,5% par rapport à 2012, passant de 325 à 314 unités.

Cette baisse est imputable au département de Louga qui a connu la plus forte baisse soit 6,6%. Pour la même période on constate une hausse de 21,4% à Linguère et une stagnation à Kébémer.

L'essentiel des établissements du Préscolaire (82%) sont ouverts dans le département de Louga. Par contre, ceux de Kébémer et Linguère abritent seulement 9% chacun. La catégorie communautaire représente la plus forte proportion de ces établissements soit 84% dont 85% localisés dans le département de Louga.

Tableau 2. 2: Etablissements du préscolaire par département en 2013 selon le statut

Département	Total 2012	Communautaire	Privé	Public	Total 2013	% Département	Variation 2012/2013(%)
Kébémer	28	21	2	5	28	8,9	0
Linguère	22	19	3	6	28	8,9	21,43
Louga	275	225	22	11	258	82,2	-6,59
Région	325	265	27	22	314	100	-3,5

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

Le tableau 2.2 ci-dessous donne la répartition des effectifs du préscolaire selon le genre et le statut. En effet, sur les 24 572 élèves inscrits dans le préscolaire en 2013, 12956 sont des filles (53%) contre 11613 garçons (47%) soit un indice global de parité de **1,12** en faveur des filles. Il convient de noter que quel que soit le statut et le département, les filles sont plus nombreuses à être inscrites dans le Préscolaire en 2013. Selon le département, les indices de parité sont respectivement de **1,10** ; **1,12** et **1,33** pour Louga, Linguère et Kébémer.

Globalement, le nombre d'apprenants inscrits au Préscolaire a connu un accroissement positif de 11% en termes relatifs soit un gain de 2515 élèves entre 2012 et 2013.

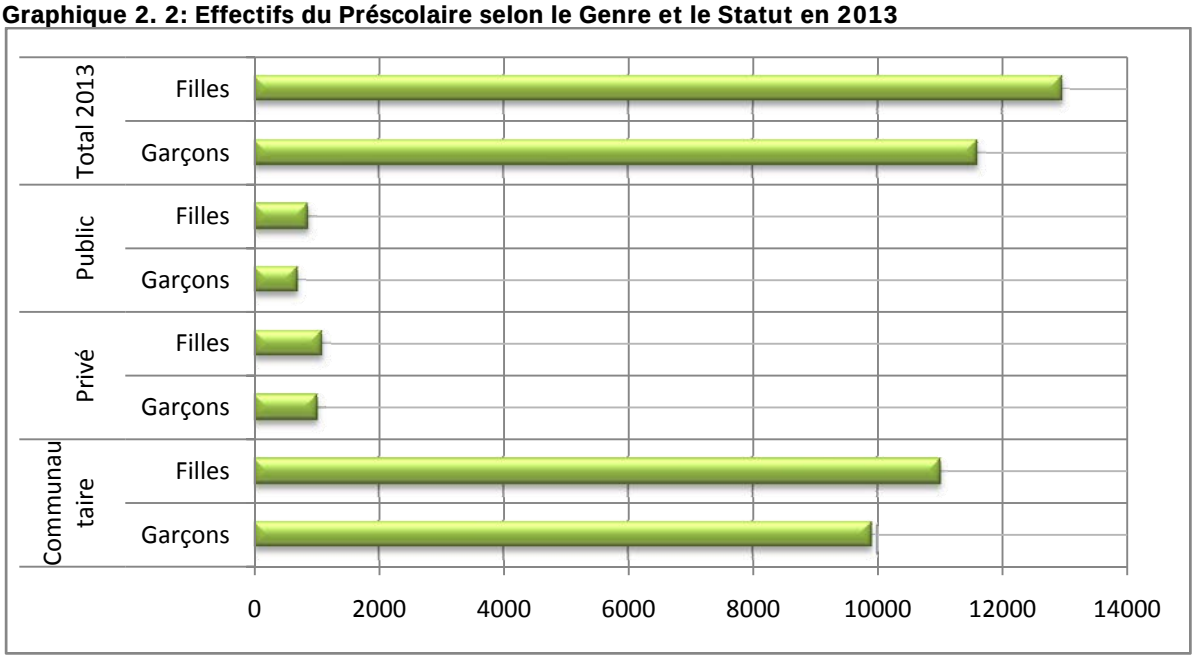
Ces élèves sont accueillis principalement par le communautaire avec une part de 85% comme le montre le graphique suivant contre respectivement 9% et 6% pour le privé et le public. Il faut noter que c'est le département de Louga qui concentre le plus grand nombre d'élèves inscrits dans le préscolaire en 2013soit 20857(85%) contre respectivement 1912(8%) et 1803(7%) dans les départements de Linguère et de Kébémer.

Tableau 2. 3: Evolution des effectifs du Préscolaire selon le Genre et le Statut entre 2012 et 2013

Département	Total 2012			Total 2013			Var 2013/2012 %		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Kébémer	720	955	1675	1028	775	1803	29,96	-23,23	7,1
Linguère	668	884	1552	1011	901	1912	33,93	1,89	18,83
Louga	9195	9645	18840	10920	9937	20857	15,8	2,94	9,67
Région	10583	11484	22067	**12959**	**11613**	**24572**	18,33	1,11	10,19

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

Graphique 2. 2: Effectifs du Préscolaire selon le Genre et le Statut en 2013



Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

2.3 L'élémentaire

La capacité d'accueil dans l'Elémentaire est passée de 850 établissements d'enseignement à 865 entre 2012 et 2013 soit un accroissement positif de 1,76%(57 nouvelles créations).Au titre des nouvelles créations, plus de la moitié se trouve dans le département de Linguère (53%) contre 28% à Louga) et19% pour Kébémer. La répartition des écoles élémentaires suivant le département montre une plus forte concentration à Louga, qui abrite la capitale régionale, avec 43 % contre 30% et 27% respectivement pour Linguère et Kébémer. La part du privé demeure marginale (3%).

Les effectifs dans l'Elémentaire sont en hausse de 3,4% en 2013 comparativement à l'année scolaire précédente. Les filles sont globalement plus nombreuses dans l'élémentaire soit 52%(52664 élèves) contre 48% pour les garçons (49370 élèves).

L'**Indice de parité** qui mesure le degré d'équité dans la scolarisation entre les deux sexes, est évalué globalement en 2013 à 1,07 pour la région. Cependant, il existe des disparités suivant les départements avec des indices de parité de 1,09 ; 1,22 et 0,99 respectivement pour Kébémer, Linguère et Louga.

Pour rendre compte de la capacité du système à accueillir les enfants scolarisables (7-12 ans) et mesurer ainsi l'intensité de la scolarisation, le **Taux Brut de**

Scolarisation (rapport entre les effectifs totaux d'enfants scolarisés et la population scolarisable) est utilisé**.**

Le **Taux Brut de Scolarisation** (TBS) global est évalué à 76,10% en 2013 contre 75,7% en 2012 soit une légère hausse de 0,53%.Pour la même période, le taux brut de scolarisation des filles a connu un accroissement de 0,38% passant respectivement de 79,3% en 2012 à 79,6% en 2013 (contre un TBS garçons 72,2% en 2012 et 72,7% en 2013 soit une variation positive de 0,69%).

Le **Taux d'Inscription global au CI** a connu un petit fléchissement de 1,8% en 2013 comparativement à l'année précédente (95,2% en 2012 à 93,5% en 2013).Selon le sexe, la baisse de l'indicateur est plus accentuée chez les garçons (-2,3%) que chez les filles (-1,3%).

Le taux global de redoublement dans l'élémentaire a connu une baisse de 6,3% en 2013 comparativement à l'année 2012.

Le **Taux d'Achèvement**, rapport du nombre d'élèves au CM2 sans les redoublants sur la population de 12 ans, mesure l'efficacité du système scolaire et indique le pourcentage d'élèves ayant atteint le Cours Moyen 2em année à l'âge normalement prévu.

Il faut noter qu'un peu plus de la moitié des enfants inscrits à l'Elémentaire ne terminent pas le cycle. Il se pose un problème réel de maintien des enfants dans les écoles au niveau de la région de Louga.

En effet, pour tous les sexes confondus, le taux d'achèvement est évalué en 2013 dans la région à 50,4%.Le taux d'achèvement chez les filles (52,7%) est supérieur à celui observé pour l'autre sexe (48,3%).L'indicateur a connu une hausse de 5,2% et 3,7% en 2013 par rapport à 2012 respectivement pour les filles et pour les garçons. Même si sa tendance est à la hausse, il demeure que le niveau de l'indicateur est encore trop faible aux regards des objectifs de scolarisation universelle.

Tableau 2. 4: Etablissements élémentaires par département en 2013

Département	Total 2012	Public	Privé	Total 2013	Var 2012/2013(%)	Nouvelles créations
Kébémer	228	232	2	234	2,63	11
Linguère	256	258	2	260	1,56	30
Louga	366	351	20	371	1,37	16
Région	850	841	24	865	1,76	57

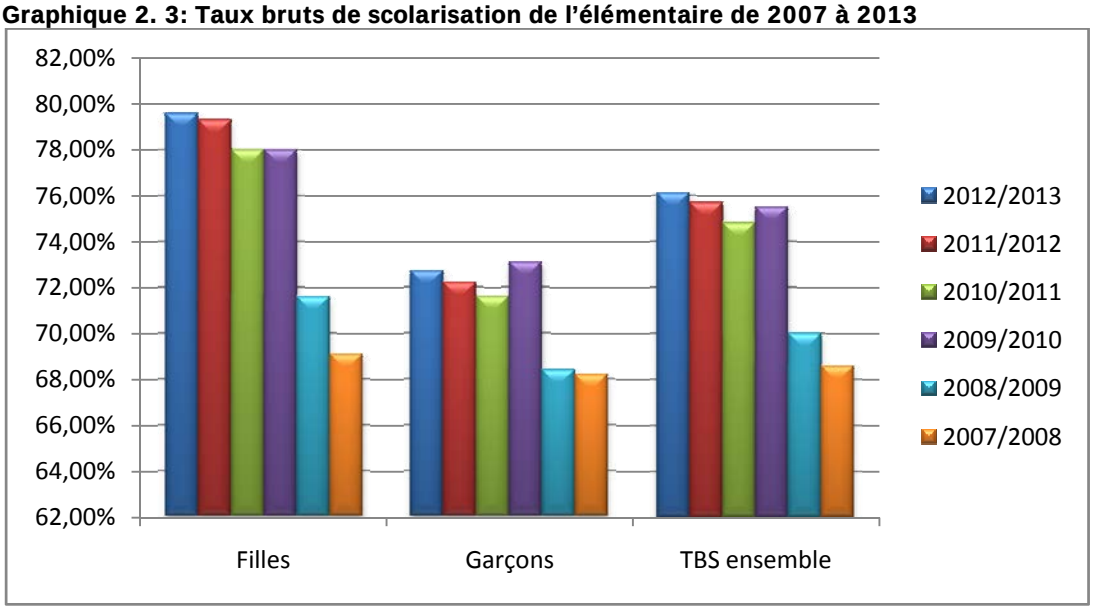
Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

Tableau 2. 5: Evolution des effectifs de l'élémentaire par département selon le genre

Département	Année / Sexe	2012/2013	2011/2012	2010/2011	Var (%) 2013/2012
Kébémer	Fille	13561	13223	12506	2,56
	Garçon	12484	12039	12354	3,7
	Total	26045	25262	24860	3,1
Linguère	Fille	14553	13947	13626	4,35
	Garçon	11965	11664	11379	2,58
	Total	26518	25611	25005	3,54
Louga	Fille	24550	23793	22748	3,18
	Garçon	24921	24001	22328	3,83
	Total	49471	47794	45076	3,51
Région	Fille	52664	50963	48880	3,34
	Garçon	49370	47704	46061	3,49
	Total	102034	98667	94941	3,41

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

Graphique 2. 3: Taux bruts de scolarisation de l'élémentaire de 2007 à 2013



Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

Tableau 2. 6: Répartition du taux brut de scolarisation et du taux d'achèvement selon le sexe dans l'enseignement élémentaire en 2013

Désignation	Population Garçons	Population Filles	Total
Population 7-12 ans	67980	66103	134083
Population scolarisée	49370	52664	102034
Taux brut de scolarisation(%)	72,7	79,6	76,1
Taux d'achèvement(%)	48,3	52,7	50,4

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

La finalité de l'enseignement Elémentaire est l'obtention du diplôme de CFEE. Il ne serait donc pas judicieux d'omettre les résultats du CFEE dans le cadre de ce travail. Le tableau ci-dessous (Evolution des résultats au CFEE de 2008 à 2013) montre un taux global d'admission au CFEE de 25% en 2013 soit une baisse drastique de 52,4 % par rapport à la précédente session (52,53%). Selon le sexe, la tendance est également à la baisse entre 2012 et 2013 et d'une manière vertigineuse : **-50,3%** et **-54,2%** respectivement pour les garçons et les filles. Les taux de réussite enregistrés en 2013 restent les plus bas de ces cinq dernières années. Cependant, ce n'est pas une particularité de la région. En effet, le taux global de réussite au niveau national est passé de 52,9% en 2012 à 33,9% en 2013 soit une baisse de –35,9%.

Tableau 2. 7: Evolution des résultats au CFEE de 2008 à 2013

	Présents (effectifs)			Admis (effectifs)			Taux d'admission(%)		
Années	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
2009	4554	4824	9378	3020	2953	5973	66,3	61,2	63,7
2010	4825	5521	10346	3416	3671	7088	70,8	66,5	68,6
2011	4640	5213	9853	2947	2970	5917	63,51	56,97	60,05
2012	4844	5610	10454	2697	2795	5492	55,68	49,82	52,53
2013	5189	6173	11362	1440	1407	2847	27,7	22,8	25
Nat 2012	97504	108287	205791	53725	55010	108735	55,1	50,8	52,9
Nat 2013	102991	116029	219020	37292	36923	74215	36,2	31,8	33,9

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

2.4 L'enseignement moyen

2.4.1 Structures

Le concours d'entrée en 6eme permet aux élèves du CM2 de valider leur ticket pour l'enseignement moyen. Le nombre d'établissements devant accueillir les élèves ayant réussi au concours s'élève à 77 unités en 2013 contre 66 en 2012. L'essentiel des établissements sont du public (94,8%).Les établissements relevant du privé, faiblement représentés(7), sont localisés, pour l'essentiel, dans le département de Louga(4).Abritant la capitale régionale, le département de Louga concentre la majorité des établissements de l'enseignement moyen de la région (43%) avec 33 unités. Linguère et Kébémer concentrent 32%(25 unités) et 25%(19 unités) de l'offre d'établissements dans le moyen.

Tableau 2. 8: Répartition des établissements de l'enseignement moyen selon le département et le statut 2013

DESIGNATION	KEBEMER	LINGUERE	LOUGA	REGION
Public	18	25	30	73
Privé	1	0	3	4
Total 2013	19	25	33	77
Total 2012	16	23	27	66

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

2.4.2 Effectifs

Au total, 34 262 élèves dont 51% de filles sont inscrits dans les 77 établissements d'enseignement moyen que compte la région en 2013.Globalement l'indice de parité de **1,03** est légèrement favorable aux filles. Le département de Louga renferme la plus forte proportion d'inscrits (47,16%) contre 27,19% et 25,64%.pour Linguère et Kébémer respectivement.

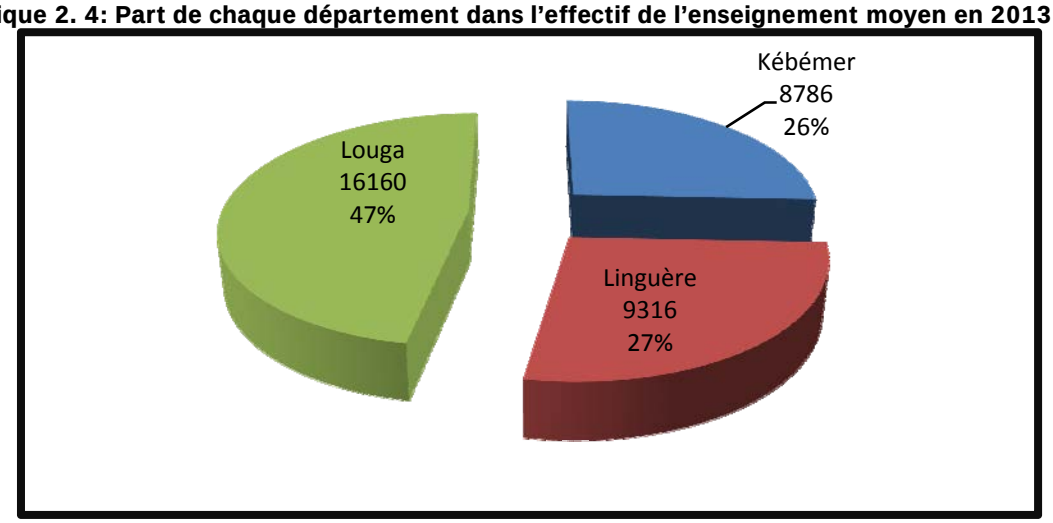
La répartition des effectifs selon le département montre que la tendance est partout à une légère supériorité numérique des filles avec des indices de parité de **1,01**à Louga contre, **1,07** et **1,01**respectivement pour Linguère et Kébémer.

Tableau 2. 9: Effectifs de l'enseignement moyen selon le genre et le statut en 2013

Département	Privé			Public			Total		
	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total
KEBEMER	71	51	122	4291	4373	8664	4362	4424	8786
LINGUERE	58	49	107	4453	4756	9209	4511	4805	9316
LOUGA	1014	840	1854	7032	7274	14306	8046	8114	16160
Région	**1143**	**940**	**2083**	**15776**	**16403**	**32179**	**16919**	**17343**	**34262**

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

Graphique 2. 4: Part de chaque département dans l'effectif de l'enseignement moyen en 2013



Source : Annuaires statistiques 2012 et 2013 de l'IA Louga

2.4.3 Le Personnel enseignant

Un enseignement de qualité ne peut s'obtenir qu'avec des enseignants qualifiés et en nombre suffisant. Ainsi il s'avère nécessaire de faire le point sur la situation du personnel enseignant durant l'année scolaire 2012/2013.

Le tableau 2.11 donne la répartition du personnel enseignant dans le Moyen/Secondaire public selon le genre et le statut en 2013 au niveau de la région.

Pour l'année 2013, le nombre d'enseignants exerçant dans le Moyen secondaire est évalué à 1219 personnes tous sexes confondus. Il convient de noter l'écrasante majorité de femmes dans le corps enseignant (79%) contre 21 % seulement d'hommes.

La répartition des enseignants selon le département montre que la plus grande proportion est localisée à Louga (46%) contre 27,2% et 26,8% à Kébémer et Linguère respectivement.

Au plan du statut, le personnel enseignant reste dominé par les contractuels qui constituent plus de la moitié des effectifs (53,1%).Les fonctionnaires représentent 35,2% et les vacataires 11,7%. La répartition suivant le sexe et le statut montre que les femmes représentent 85% des fonctionnaires, 77% des contractuels et 70% des vacataires en 2013.

Le ratio Elèves/Enseignants dans le Moyen secondaire est évalué à 26 élèves pour un enseignant, ce qui est du reste acceptable. Ce ratio est pratiquement homogène suivant les départements.

Tableau 2. 10: Ratio Enseignants Elèves

Département	Effectif élèves	Effectif enseignants	Ratio Enseignant/Elève
Kébémer	8664	331	26
Linguère	9209	327	28
Louga	14306	561	25
Région	**32179**	1219	26

Source : Annuaire statistiques IA Louga 2012 et 2013.

Tableau 2. 11: Personnel enseignant dans le Moyen/Secondaire public selon le genre et le statut en 2013

Département	Fonctionnaire		Contractuel		Vacataire		Total		
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Total
Kébémer	21	99	40	132	21	18	82	249	331
Linguère	7	98	21	144	8	49	36	291	327
Louga	38	166	86	224	14	33	138	423	561
Région	**66**	**363**	**147**	**500**	**43**	**100**	256	963	1219

Source : Annuaire statistiques IA Louga 2012 et 2013

2.4.4 Résultats du BFEM

Le tableau 2.12 donne la répartition des admis au BFEM selon le département et le sexe 2013. Une analyse fine de ce tableau montre un taux d'admission relativement bas dans la région en 2013 soit 44,50%.Le département de Linguère présente les meilleurs résultats avec un taux global de réussite de 49,45%, supérieur à la moyenne régionale.

Il ressort de ce tableau que les garçons ont un taux d'admission supérieur (49,4%) à celui des filles (40,1%) soit un indice de parité de 1,12 en faveur du sexe masculin. A l'exception du département de Kébémer où le taux d'admission des filles (40,64%) est légèrement supérieur à celui des garçons (40%), dans les autres départements à savoir Louga (45,11% contre 40,68%) et Linguère (57,14% contre 53,25%), les meilleurs taux sont enregistrés chez les garçons.

Tableau 2. 12: Répartition des admis au BFEM selon le département et le sexe 2013

				Taux d'admission(%)		
Département	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Ensemble
Kébémer	384	660	276	40	40,64	34,2
Linguère	612	1154	542	57,14	53,25	49,45
Louga	683	1361	678	45,11	40,68	37,01
Région 2013	1679	1496	3175	49,4	40,1	44,5

Source : Bureau des examens et concours

2.5 L'enseignement secondaire

2.5.1 Structures

En 2013, la région de Louga compte au total 35 structures d'enseignement secondaire (lycées) dont 19 publics (54,3%) et 16 privés (45,7%). La plupart des établissements (57,14%) sont localisés dans le département de Louga (47% des structures du public et 69 % du privé).

Tableau 2. 13: Structures d'enseignement secondaire général en 2013 selon le statut

Département	Public	Privé	Ensemble
Kébémer	5	2	7
Linguère	5	3	8
Louga	9	11	20
Région 2013	19	16	35

Source : Annuaire statistique IA Louga 2012 et 2013

2.5.2 Effectifs

Dans la région de Louga, 11133 élèves sont inscrits dans le secondaire (public et privé) dont 6057 garçons (54%) et 5076 filles (46%). Alors que l'indice de parité dans cet ordre d'enseignement est de 1,19 en faveur du sexe masculin. Un peu plus

d'un élève sur deux (52%) est inscrit dans le département de Louga contre 22% à Kébémer et 26% à Linguère. Le privé concentre globalement 17% des effectifs du secondaire en 2013. Même si dans le privé l'indice global de parité est 1,08 en faveur des garçons, on observe une tendance inverse pour les départements de Kébémer et Linguère (1,45 et 1,18 respectivement en faveur des filles).

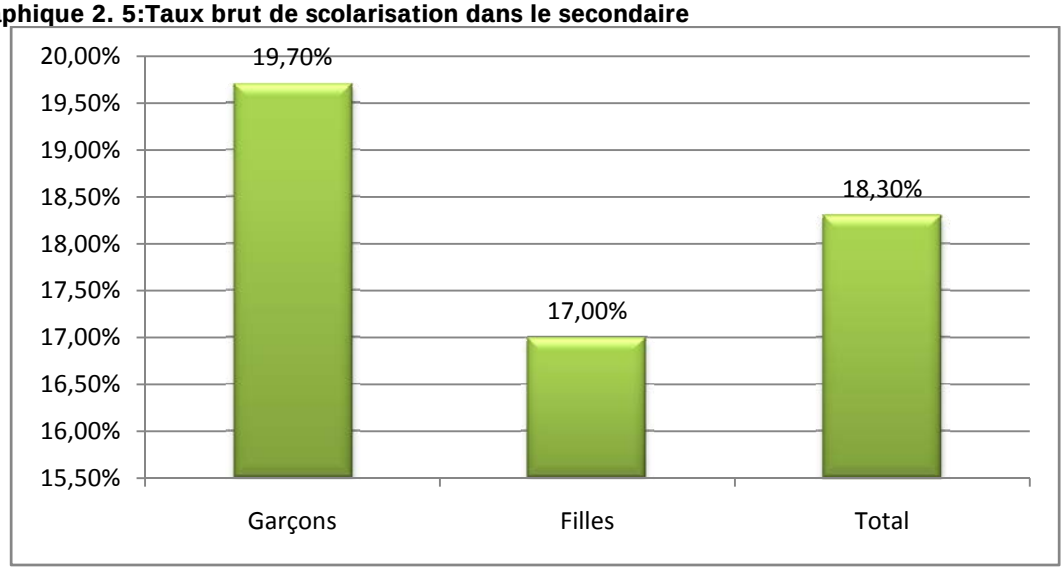
Tableau 2. 14: Effectifs de l'enseignement secondaire selon le genre et le statut en 2013

Département	Privé			Public			Total		
	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total
Kébémer	42	61	103	1334	989	2323	1376	1050	2426
Linguère	120	141	261	1528	1147	2675	1648	1288	2936
Louga	810	694	1504	2223	2044	4267	3033	2738	5771
Région 2013	**972**	**896**	**1868**	**5085**	**4180**	**9265**	**6057**	**5076**	**11133**

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

Le Taux Brut global de Scolarisation au secondaire est très faible (18,30%) dans la région de Louga. Pour ce niveau d'enseignement, les garçons sont plus scolarisés (TBS de 19,7%) que les filles (TBS de17%).

Graphique 2. 5:Taux brut de scolarisation dans le secondaire



Source : Annuaire statistique IA Louga 2012 et 2013

L'enseignement secondaire comprend trois cours : Seconde, Première et Terminale. Le tableau n°21 donne la répartition des élèves selon le cours et le sexe.

L'analyse de ce tableau montre les élèves inscrits en classe se Seconde constituent la plus grande proportion (41%) contre 29% et 30% respectivement pour la Première et la Terminale.

Quelque soit le niveau et le département, le constat est que les garçons sont dominants dans les classes. En effet, sur les 4548 élèves inscrits en Seconde, les 2457 sont des garçons (54%).De même au niveau de la Première les garçons représentent 55% des effectifs inscrits(1804) contre 54% pour la Terminale.

Tableau 2. 15: Répartition des effectifs des élèves selon le niveau et le sexe 2013

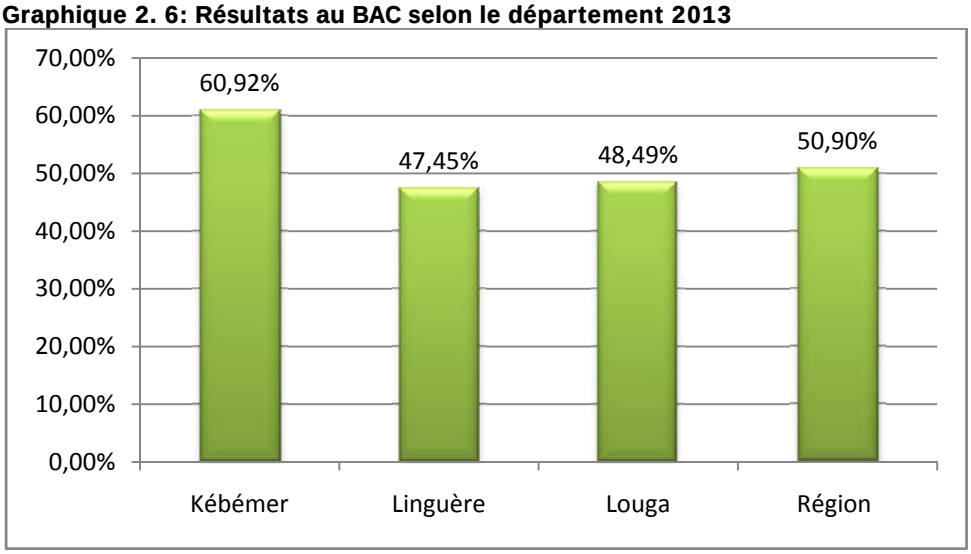
Département	Seconde			Première			Terminale		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Kébémer	571	442	1013	401	326	727	404	282	686
Linguère	705	593	1298	486	362	848	457	333	790
Louga	1181	1056	2237	917	776	1693	935	906	1841
Région 2013	**2457**	**2091**	**4548**	**1804**	**1464**	**3268**	**1796**	**1521**	**3317**

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

2.5.3 Résultats du BAC

Le taux de réussite au BAC en 2013 dans la région de Louga est de 50,9%. Au niveau départemental, Kébémer a réalisé la meilleure performance (60,9%) avec un taux de réussite bien supérieure à la moyenne régionale suivi de Louga (48,5%). Le taux le plus faible est enregistré dans le département de Linguère (47,4%).

Graphique 2. 6: Résultats au BAC selon le département 2013



Source : Annuaires statistiques 2012 et 2013 de l'IA Louga

2.6 Enseignement technique et formation professionnelle

2.6.1 Structures d'accueil

A côté de l'enseignement général, la formation professionnelle demeure un levier qu'il convient d'actionner pour lui donner toute la place qui sied dans des pays en développement comme le Sénégal. La formation technique et professionnelle a l'avantage de mettre sur le marché du travail des sortants directement opérationnels.

Au niveau de l'offre, la région de Louga dispose de 06 structures d'accueil pour l'enseignement technique et la formation professionnelle dont 04 publics et 02 privés.

Les structures qui accueillent les élèves dans la formation professionnelle sont principalement CP/CEFAM, CRETF, CETF, et CRFPE.

Le département de Louga concentre les 2/3 des structures d'accueil soit 4 unités (2 unités dans le public et 2 autres dans le privé) et le reste pour les départements de Linguère et Kébémer (1 structure d'accueil chacun).

Tableau 2. 16: Structures d'accueil de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle en 2013.

Département	Public	Privé	Total
Kébémer	1	0	1
Linguère	1	0	1
Louga	2	2	4
Région 2013	4	2	6

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

2.6.2 Effectifs

Les six établissements d'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle de la région accueillent au total un effectif de 648 élèves en 2013.Le privé concerne seulement 15% des effectifs globaux. Les filles constituent la plus forte proportion des apprenants soit 84% (public et privé confondus).

La majorité des apprenants (77,3%) sont dans le département de Louga. Linguère et Kébémer forment respectivement 15,6% et 7,1% des effectifs globaux de la région en 2013.

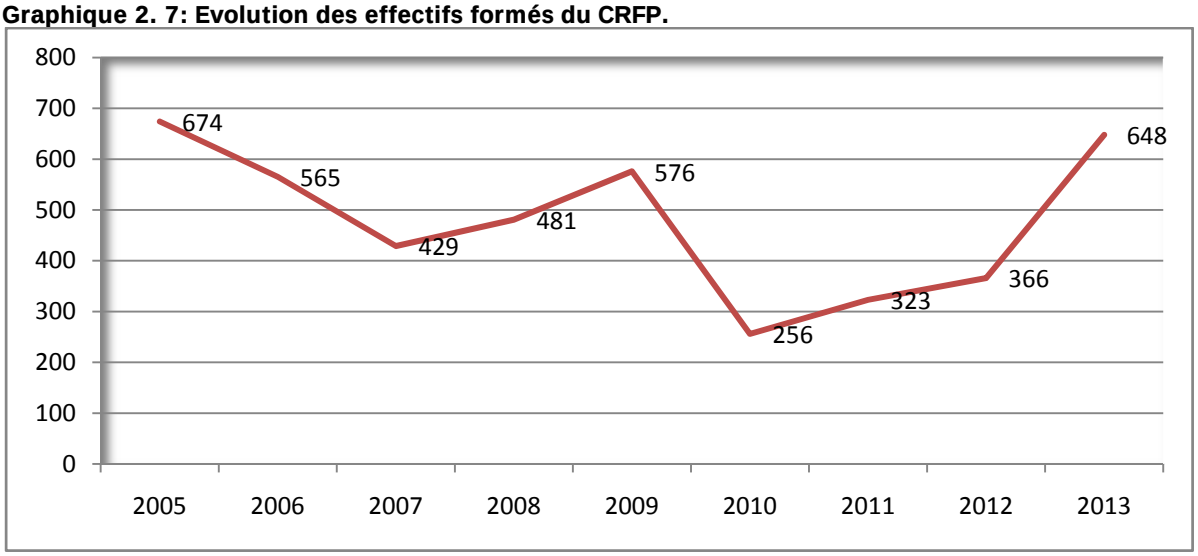
La distribution des apprenants suivant le sexe laisse apparaître une écrasante majorité de filles quel que soit le département. Les indices de parité en faveur du sexe féminin sont de **1,22**et **1,11** respectivement pour Louga et Linguère (indice global de parité **1,19**). Il faut cependant noter l'absence de garçons dans les effectifs de Kébémer.

Tableau 2. 17: Effectifs dans les Centres d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle en 2013 selon le genre

	Public			Privé			Total		
Département	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total
Kébémer	0	46	46	0	0	0	0	46	46
Linguère	10	91	101	0	0	0	10	91	101
Louga	72	331	403	20	78	98	92	409	501
Région 2013	82	468	550	20	78	98	102	546	648

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

Graphique 2. 7: Evolution des effectifs formés du CRFP.



Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

2.7 L'alphabétisation

L'alphabétisation concerne la population âgée de 15 ans et plus. Le taux d'alphabétisation est défini comme le pourcentage de personnes de 15 ans et plus qui peuvent lire et écrire dans une langue nationale quelconque.

A Louga, il existe 35 structures d'alphabétisation qui ont accueilli au total 1068 auditeurs, essentiellement des femmes (1016).C'est dans le département de Kébémer où l'on trouve plus d'auditeurs dans l'alphabétisation avec 457 apprenants accueillis (43% du total régional) par 10 structures. Les départements de Linguère et Louga concentrent respectivement 28% et 29% des auditeurs.

Tableau 2. 18: Structures et effectifs d'apprenants dans les écoles communautaires et les centres d'alphabétisation en 2013.

	Effectifs			
Département	Homme	Femme	Total	Structure
Kébémer	0	457	457	10
Linguère	33	297	300	10
Louga	19	292	311	15
Région 2013	52	1016	1068	35

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

Ces auditeurs sont initiés dans les trois principales langues nationales à savoir le Pulaar, le Wolof et le Sérère. Ainsi le tableau ci-dessous donne la répartition des auditeurs selon la langue en 2013.

L'alphabétisation dans la région concerne principalement trois langues nationales à savoir : Wolof, Pulaar et Serer. Les apprenants en langue Wolof sont dominants dans les effectifs (68%).L'alphabétisation en langue Pulaar concerne 29% des auditeurs alors que pour le Sérère, les effectifs sont marginaux (3%)

Tableau 2. 19: Répartition des auditeurs selon la langue en 2013

Langue	Nombre d'auditeurs	% langue
Pulaar	311	29
Wolof	727	68
Sérère	30	3
Total 2013	1068	100

Source : Annuaires statistiques IA Louga 2012 et 2013

Conclusion

Malgré les efforts consentis ces dernières années pour le renforcement du système (campagnes de sensibilisation, cantines scolaires, SCOFI….), avec l'avènement du PDEF, le secteur de l'éducation constitue un maillon faible surtout au niveau de l'Elémentaire. En effet, les gains pour la région restent très timides du fait notamment de certaines pesanteurs (attirance de l'émigration internationale, transhumance….).Plus que les faibles taux d'accès à l'école, c'est le maintien des élèves dans le système qui semble être la contrainte principale. Les taux d'achèvement de la région font partie des plus bas du Sénégal. Il urge de renforcer les mesures d'accompagnement par des investissements conséquents et d'adapter l'offre d'éducation aux spécificités locales pour espérer atteindre les objectifs du secteur.

CHAPITIRE 3 : L'EMPLOI

Introduction

La problématique de l'emploi de manière générale et celle des jeunes en particulier se pose avec acuité pour les ménages et pour les gouvernants face à une demande essentiellement jeune et qui croît à un rythme beaucoup plus rapide que le taux de croissance économique. Même si l'emploi est au cœur de la politique économique et sociale, il n'en demeure pas moins que ce secteur ne dispose pas d'un système d'information bien fiable et régulièrement mis à jour afin de permettre aux autorités de prendre les mesures idoines. L'Etat du Sénégal a mis certes en place des instruments de promotion de l'emploi, surtout pour les jeunes, mais leur contribution pour résorber la demande n'a pas encore produit les résultats escomptés.

Dans ce chapitre, nous traiterons uniquement l'emploi à travers les statistiques fournies par l'Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale avec leur limite mais qui nous permettront d'aborder la situation des établissements ouverts avec les emplois générés mais aussi la fermeture d'entreprises et son corollaire, la perte d'emplois.

3.1 Etablissements ouverts et création de l'emploi

Le tableau 3.1 ci-dessous donne la répartition des établissements ouverts et les emplois générés dans la région en 2013.

Au total 36 établissements ont été ouverts en 2013 soit un accroissement positif de 16% par rapport à 2012(31 établissements ouverts).

L'essentiel des établissements ouverts (83%) sont localisés dans le département de Louga. Les établissements ouverts ont généré globalement 97 emplois soit une hausse relative de 24% par rapport à l'année dernière (donc +19 emplois permanents supplémentaires).

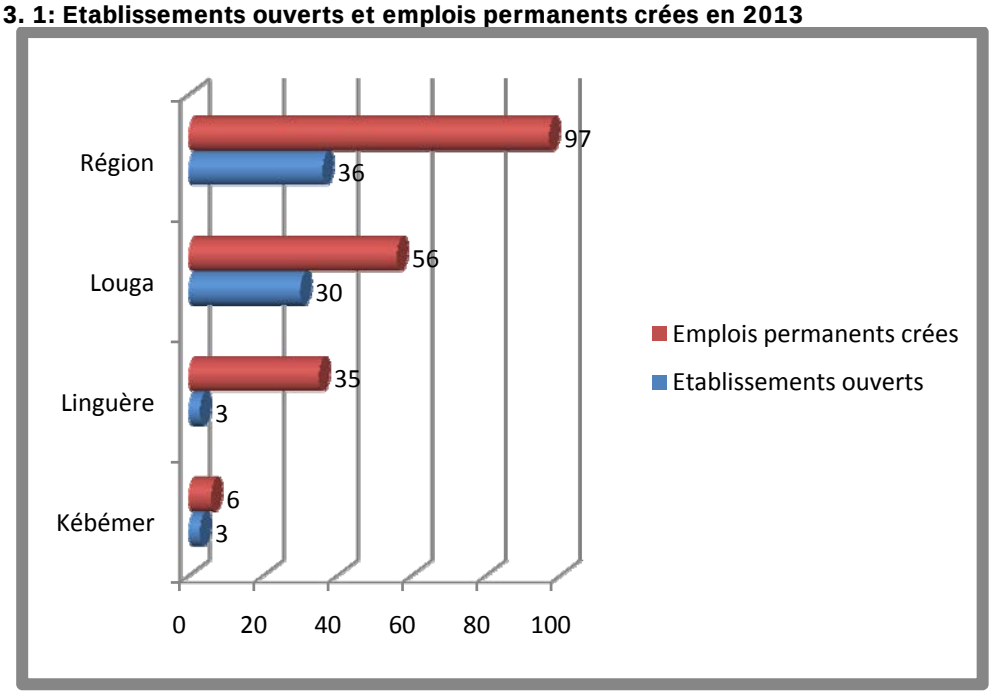
En termes d'emplois permanents crées en 2013, le département de Louga concentre plus de la moitié du total régional (58%) contre 36% pour Linguère et 6% seulement pour Kébémer.

Tableau 3. 1: Répartition des établissements ouverts et emplois générés en 2013

Départements	Etablissements ouverts	Travailleurs		Total emplois générés
		Permanents	Occasionnels	
Kébémer	3	6	0	6
Linguère	3	35	0	35
Louga	30	56	0	56
Total 2013	36	97	0	97
Total 2012	31	78	0	78
Evolution %	16,13	24,36		24,36

Source : Inspection Régionale du Travail et la Sécurité Sociale de Louga

Graphique 3. 1: Etablissements ouverts et emplois permanents crées en 2013



Source : Inspection Régionale du Travail et la Sécurité Sociale de Louga

3.2 Etablissements fermés et pertes d'emplois

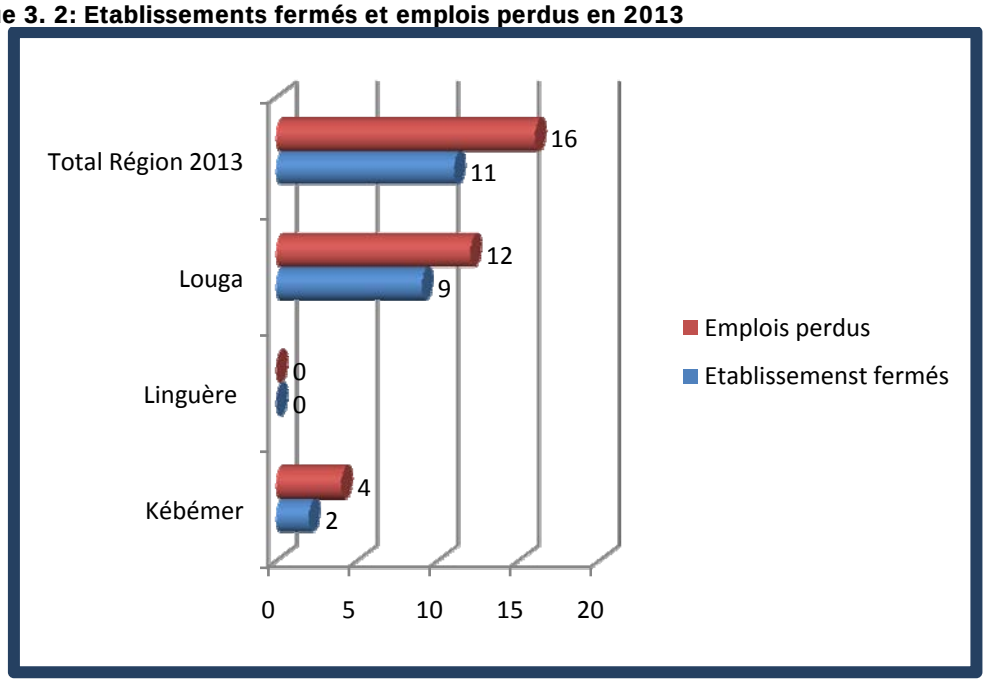
Le tableau 3.2 ci-dessous donne la répartition des établissements fermés et les emplois perdus en 2013.La fermeture d'établissements concerne onze (11) unités en 2013 contre 24 l'année dernière soit une baisse de 54%.La fermeture de ces entreprises a occasionné la perte de 16 emplois permanents essentiellement dans le département de Louga (75%).On peut remarquer que dans le département de Linguère il n'a été noté ni fermeture d'entreprises ni perte d'emplois en 2013.

Tableau 3. 2: Répartition des établissements fermés et emplois perdus en 2013

Départements	Etablissements fermés	Travailleurs ayant perdu un emploi		Total emplois perdus
		Permanents	occasionnels	
Kébémer	2	4	0	4
Linguère	0	0	0	0
Louga	9	12	0	12
Total 2013	11	16	0	16
Total 2012	24	50	15	65
Evolution %	-54,17	-68		-75,38

Source : Inspection Régionale du Travail et la Sécurité Sociale de Louga

Graphique 3. 2: Etablissements fermés et emplois perdus en 2013



Source : Inspection Régionale du Travail et la Sécurité Sociale de Louga

3.3 Les contrats de travail

Un contrat de travail est un document qui lie un employé avec son employeur. C'est un document signé par les deux parties dont le contenu permet de préciser les termes de référence du travail que doit accomplir l'employé. Un tel contrat peut être à durée déterminée(CDD) ou à durée indéterminée(CDI).

Le tableau 3.3 ci-dessous donne la répartition des contrats de travail dans la région de Louga selon le sexe et le département en 2013.

Le nombre global de contrats signés dans la région a chuté de 20% passant de 665contrats en 2012 à 531 en 2013.Quel que soit le type de contrat (CDD ou CDI), la présence des hommes dans le milieu du travail formel est plus importante (74%) que celle des femmes (26%).

La plus grande proportion de contrats (CDD et CDI confondus) concerne le département de Louga (82,3%) contre 12,4% et 5,3% respectivement pour Kébémer et Linguère.

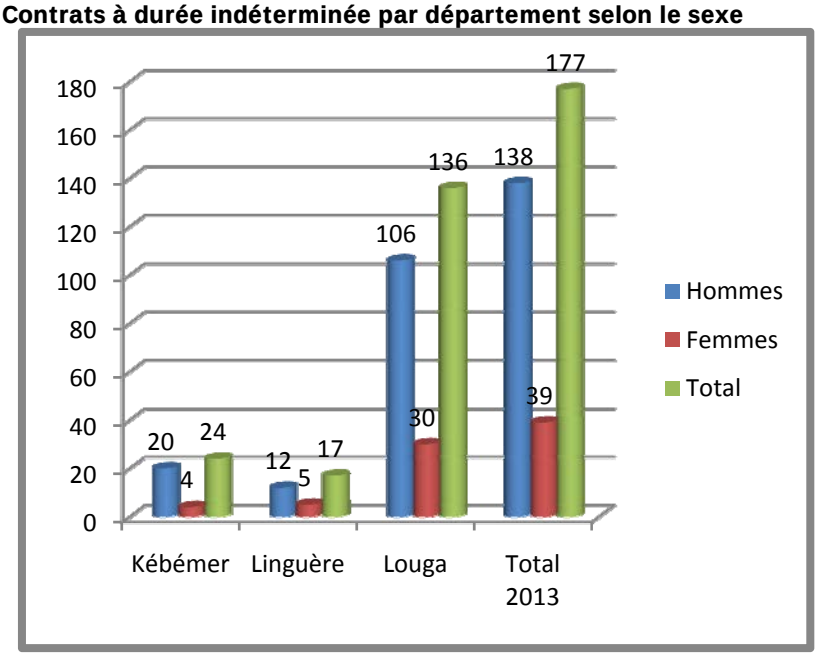
Les travailleurs enregistrés dans la région de Louga par l'inspection du travail sont souvent liés à leur employeur par un CDD. Plus de deux employés sur trois (67%) est sous Contrat à Durée Déterminée contre 33% avec contrat à Durée Indéterminée.

Tableau 3. 3: Répartition des contrats de travail selon le sexe en 2013.

Type de contrat	contrats à durée déterminée			Contrats à durée Indéterminée			
Départements	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Total
Kébémer	35	7	42	20	4	24	66
Linguère	8	3	11	12	5	17	28
Louga	210	91	301	106	30	136	437
Total 2013	253	101	354	138	39	177	531
Total 2012	382	121	503	112	50	162	665
Evolution %	-33,77	-16,53	-29,62	23,21	-22	9,26	-20,15

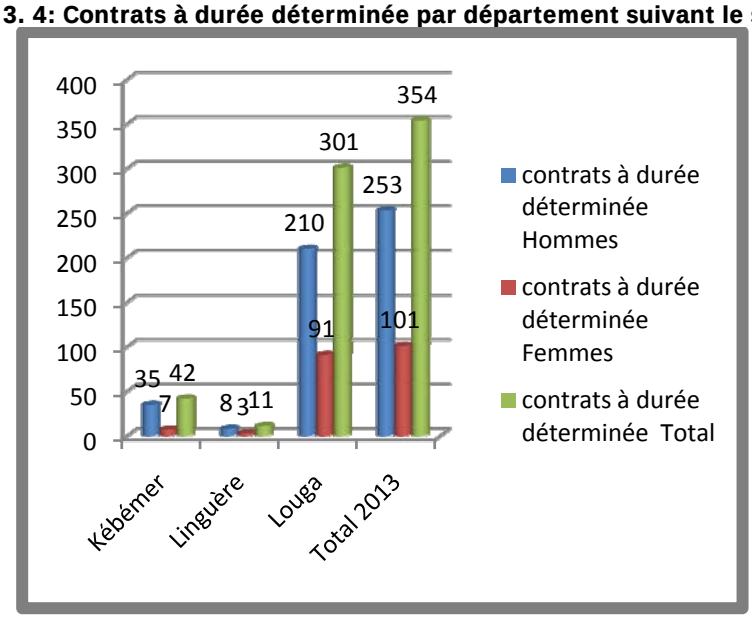
Source : Inspection Régionale du Travail et la Sécurité Sociale de Louga

Graphique 3. 3: Contrats à durée indéterminée par département selon le sexe



Source : Inspection Régionale du Travail et la Sécurité Sociale de Louga

Graphique 3. 4: Contrats à durée déterminée par département suivant le sexe



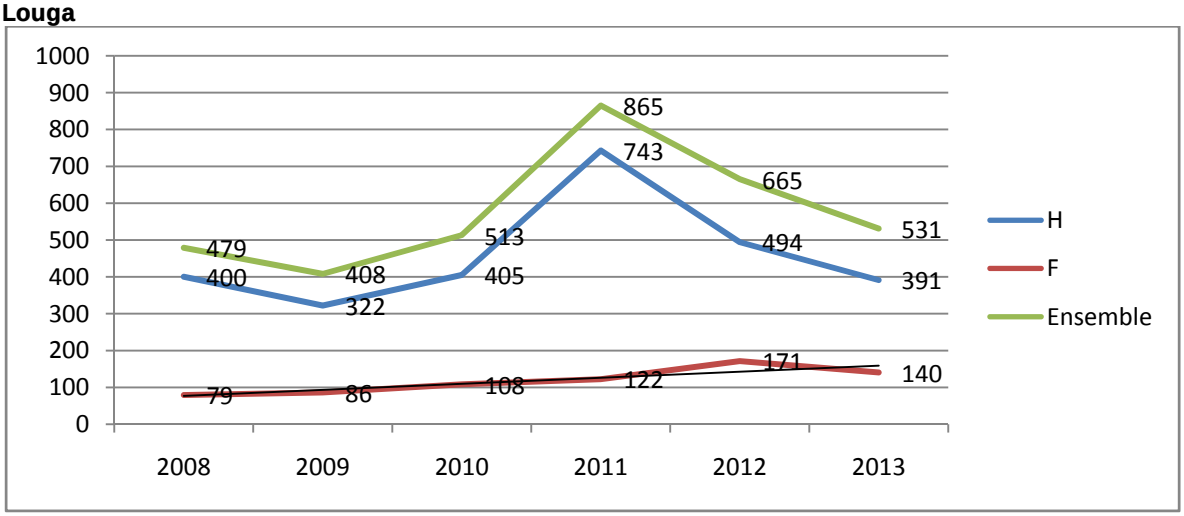
Source : Inspection Régionale du Travail et la Sécurité Sociale de Louga

3.4 L'évolution des contrats de travail.

Durant la période 2008-2013, les contrats signés dans la région de Louga ont évolué de façon non uniforme selon le genre. En effet, du coté des hommes, la tendance est irrégulière alors que celle des femmes est quasiment croissante. Il faut noter que la tendance globale est tirée par celle des hommes.

Le nombre de contrats signés par les femmes durant cette période est passé de 79 en 2008 à 140 en 2013 soit un accroissement positif moyen annuel de 15,4%.Cependant entre 2012 et 2013, une chute de 20,9% en termes relatifs est notée sur le volume des contrats des femmes.., La tendance chez les hommes qui tirent le volume général des contrats dans la région a connu une baisse moyenne annuelle de 0,5% entre 2008 et 2013.Mais au cours des deux dernières années(entre 2012 et 2013),le nombre de contrats enregistrés pour les hommes a chuté de 20,9% en termes relatifs soit 103 en valeur absolue.

Graphique 3. 5: Evolution des contrats de travail selon le sexe entre 2008 et 2013 dans la région de Louga



Source : Inspection Régionale du Travail et la Sécurité Sociale de Louga

Conclusion

L'analyse de l'emploi à travers ce chapitre dans la région de Louga a permis de mettre en évidence la problématique de l'emploi dans la région de Louga. Il ressort de ce chapitre que les pertes d'emploi dans la région deviennent de plus en plus fréquentes mais aussi des contrats de travail qui deviennent de plus en plus rares. Il faut noter que les types de contrats qui existent dans la région sont le Contrat à Durée Déterminée et le Contrat à Durée Indéterminée et que le contrat saisonnier est pratiquement inexistant.

CHAPITIRE 4: BUDGET DES COLLECTIVITES LOCALES

Introduction

La région de Louga est riche de cinquante six (56) collectivités locales à savoir sept(7) communes, quarante huit(48) communautés rurales plus la région dotée d'une personnalité morale de droit public avec une autonomie financière depuis 1997 dans le cadre du renforcement de la décentralisation(Acte II).Les données analysées dans ce chapitre sont fournies par la Trésorerie Paierie Régionale(TPR) de Louga qui a en charge la surveillance des recettes et des dépenses des structures de l'Etat.

4.1 Le budget prévisionnel des communes.

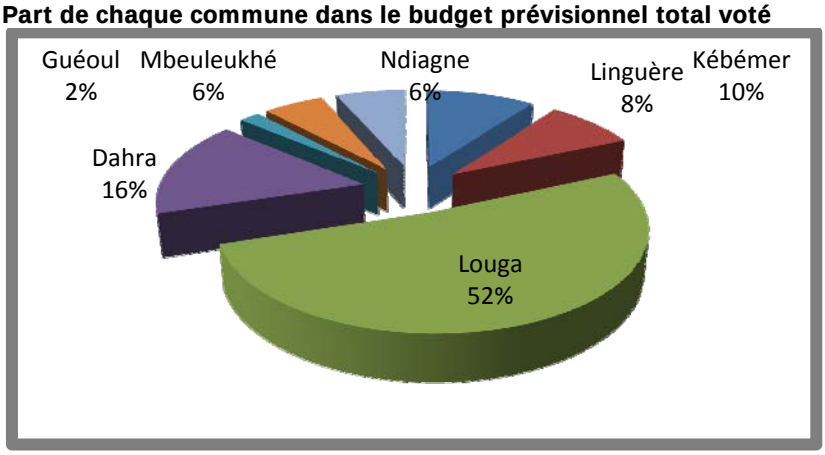
Le budget prévisionnel global des communes de la région a été voté en équilibre recettes-dépenses à la somme de 2995524707 FCFA en 2013. La commune de Louga consomme plus de la moitié du budget prévisionnel total soit 52% suivie de Dahra et Kébémer (16% et 10% respectivement).

Tableau 4. 1: Répartition du budget prévisionnel selon la commune en 2013

Commune	Budget prévisionnel voté	% dans le budget global
Kébémer	302901280	10%
Linguère	250279180	8%
Louga	1548550642	52%
Dahra	478584797	16%
Guéoul	56576478	2%
Mbeuleukhé	166265339	6%
Ndiagne	192366991	6%
Ensemble	2995524707	100%

Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

Graphique 4. 1: Part de chaque commune dans le budget prévisionnel total voté



Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

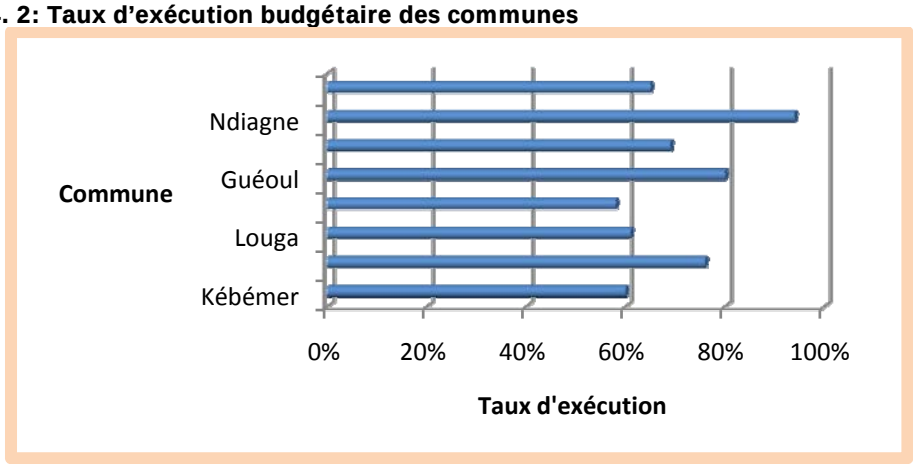
Cependant, le taux global de mobilisation des recettes budgétaires des communes est demeuré très faible (65%).D'une manière générale, les communes avec les plus faibles budgets votés présentent les taux de mobilisation les plus importants. En effet, c'est Ndiagne, avec seulement 6% de l'ensemble des budgets des communes de la région, qui présente le plus fort taux d'exécution budgétaire (94%) en 2013.Les communes de Guéoul et Linguère ont des taux de mobilisation respectifs de 80% et 76% pour des budgets représentant 2% et 8%.Louga, la capitale régionale, le plus gros budget des communes est à un niveau d'exécution de 61%, pratiquement à égalité avec Kébémer(10% seulement du budget global voté dans les communes).

Tableau 4. 2: Répartition des taux d'exécution budgétaire des communes en 2013

Commune	Budget prévisionnel	Budget exécuté	Taux d'exécution
Kébémer	302901280	181198180	60%
Linguère	250279180	190102320	76%
Louga	1548550642	940636554	61%
Dahra	478584797	279733628	58%
Guéoul	56576478	45351560	80%
Mbeuleukhé	166265339	113905020	69%
Ndiagne	192366991	181778926	94%
Ensemble	2995524707	1932706188	65%

Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

Graphique 4. 2: Taux d'exécution budgétaire des communes



Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

Pour la gestion 2013, l'essentiel des dépenses budgétaires globales des communes (77%) est consacré au fonctionnement soit une proportion quasi marginale allouée au volet investissement (23%).Cependant, on peut noter des disparités entre les différentes communes quant à la répartition des dépenses suivant les volets fonctionnement et investissement. Les plus importantes proportions des dépenses d'investissement sont observées dans les communes de Mbeuleukhé (79%) Ndiagne (76%) et Guéoul (73%).Cette tendance pourrait trouver une explication dans le statut de nouvelles créations de ces trois communes.

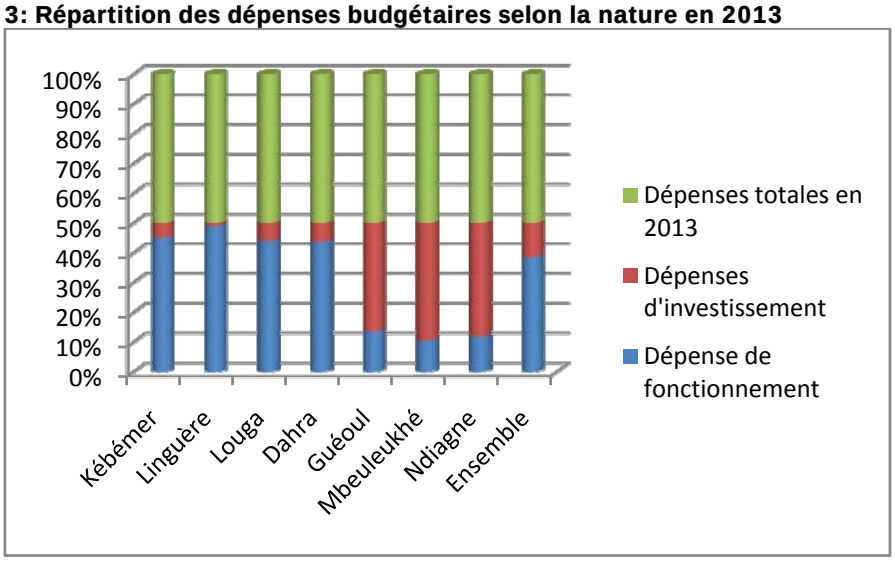
Il faut noter que le niveau des investissements des autres communes est très faible et s'écarte beaucoup de moyenne régionale (23%). Il s'agit entre autres des communes de Kébémer avec une part de 10% du budget, Linguère (2%). Pour les deux plus importantes communes au plan démographique, Louga et Dahra, les parts de l'investissement dans les dépenses globales sont voisines et évaluées à 13% et 12% respectivement en 2013.

Tableau 4. 3: Répartition des dépenses budgétaires exécutées par les communes selon la nature dans la région de Louga en 2013

Commune	Dépenses budgétaires				
	Fonctionnement	Investissement	TOTAL	Part des dépenses de fonctionnement	Part des dépenses d'investissement
Kébémer	175164055	19063198	194227253	90%	10%
Linguère	124990587	2727829	127718416	98%	2%
Louga	605504141	82506451	688010592	88%	12%
Dahra	209850433	30252365	240102798	87%	13%
Guéoul	28910912	77539341	106450253	27%	73%
Mbeuleukhé	17897911	67115518	85013429	21%	79%
Ndiagne	22899702	73672789	96572491	24%	76%
Ensemble	**1185217741**	**352877491**	**1538095232**	**77%**	**23%**

Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

Graphique 4. 3: Répartition des dépenses budgétaires selon la nature en 2013



Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

4.2 Le budget des communautés rurales

Comme la partie précédente concernant les communes, nous essayons ici d'analyser la prévision et l'exécution du budget des communautés rurales. Mais contrairement aux communes, les communautés rurales ne sont pas spécifiées ici. C'est ainsi que nous nous efforçons à faire une analyse globale du budget des communautés rurales

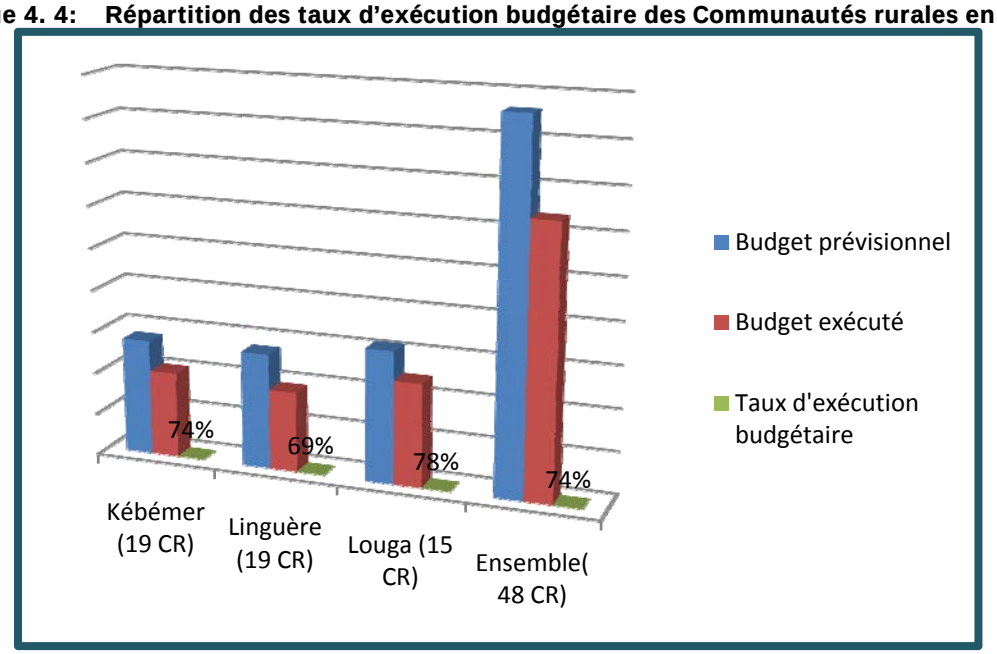
dans les trois départements. Le tableau suivant montre que le budget prévisionnel global pour toutes les communautés rurales de la région s'élève à la somme de4306681857 FCFA pour un taux d'exécution d'ensemble de 74% en termes relatifs (3184043088FCFA en valeur absolue).Le taux d'exécution le plus important soit78% est enregistré dans le département de Louga(taux global pour l'ensemble des communautés rurales) contre 74% et 69% respectivement pour Kébémer et Linguère.

Tableau 4. 4: Répartition du budget des communautés rurales dans la région de Louga en 2013

	Budget prévisionnel	Budget exécuté	Taux d'exécution budgétaire
Kébémer (19 CR)	1375227653	1013965100	74%
Linguère (19 CR)	1367332078	947729833	69%
Louga (15 CR)	1564122126	1222348155	78%
Ensemble (48 CR)	4306681857	3184043088	74%

Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

Graphique 4. 4: Répartition des taux d'exécution budgétaire des Communautés rurales en 2013



Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

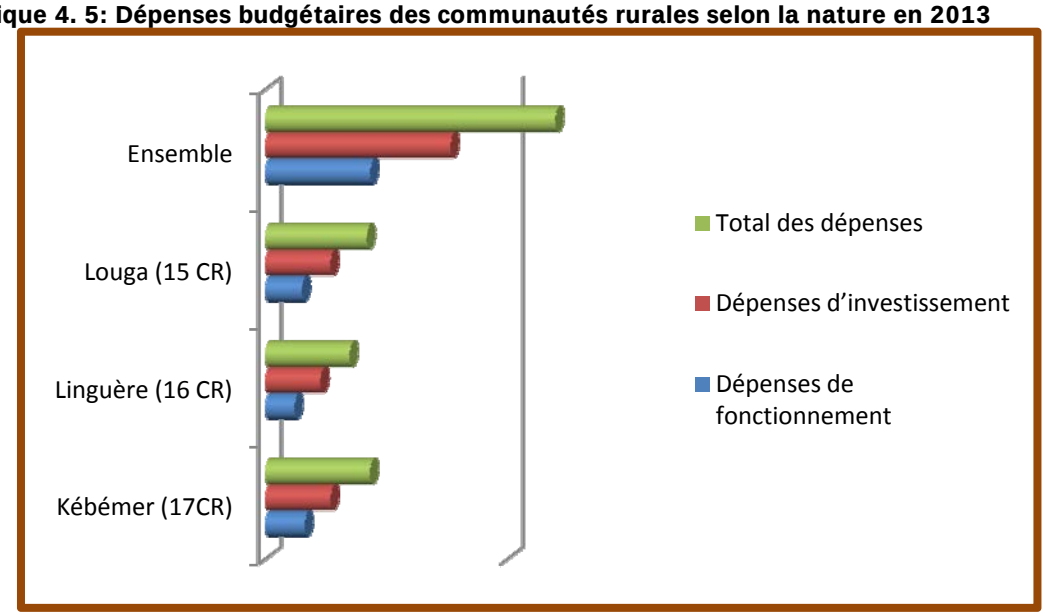
Contrairement aux communes, les communautés rurales de la région de Louga ont privilégié l'investissement dans leur budget de 2013 comme le montre le tableau 4.5. En effet, dans son ensemble, les communautaires rurales ont consacré globalement 63,9% de leur budget de 2013 à l'investissement. La variation de la part du budget alloué à l'investissement est faible avec des taux d'investissement de 62,4%, 65,4% et 64,1% respectivement pour les départements de Kébémer, Linguère et Louga.

Tableau 4. 5: Répartition des dépenses budgétaires (FCFA) des communautés rurales selon le type et le département dans la région de Louga en 2013

Désignation	Communauté Rurale			
	Kébémer (17CR)	Linguère (16 CR)	Louga (15 CR)	Ensemble (48CR)
Dépenses de fonctionnement	324487421	240157694	300807478	865452593
Dépenses d'investissement	538225901	454624462	536102765	1528953128
Total des dépenses	862713322	694782156	836910243	2394405721
Part de l'investissement(%)	62,4	65,4	64,1	63,9

Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

Graphique 4. 5: Dépenses budgétaires des communautés rurales selon la nature en 2013



Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

4.3 Le budget du conseil régional.

Le tableau 4.6 donne la répartition du budget du conseil régional de Louga en 2013.Le taux d'exécution du budget est évalué à 90% du budget prévisionnel. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à la somme de **327 730 388 FCFA** soit 86% du budget exécuté en termes relatifs.

Tableau 4. 6: Répartition du budget du conseil régional de Louga en 2013

Désignation	Montant (FCFA)
Budget prévisionnel	423 861 561
Budget exécuté	382 994 248

Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

Tableau 4. 7: Répartition des dépenses budgétaires exécutées au conseil régional de Louga selon le type en 2013

Désignation	Montant (FCFA)
Dépenses de fonctionnement	327 730 388
Dépenses d'investissement	55 263 860
Total des dépenses	382 994 248

Source : Annuaire Statistique du Trésor de Louga

Conclusion

Dans la région de Louga, le fonctionnement occupe la plus grande partie du budget des collectivités locales d'une manière générale et une infime partie est affectée à l'investissement. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, surtout dans le volet accès aux services sociaux de base, les communautés doivent impérativement revoir de façon substantielle le niveau des investissements dans les domaines des compétences qui leur sont transférés.

CHAPITIRE 5: HYDRAULIQUE URBAINE

Introduction

La production et la distribution de l'eau potable est assurée au Sénégal par la Sénégalaise Des Eaux(SDE). Elle a des antennes dans pratiquement toute l'étendue du territoire national et dans la région de Louga en particulier. Dans ce chapitre, les données analysées, notamment les informations sur la production et la distribution de l'eau potable, proviennent de l'Agence Régionale de Louga.

5.1. La production

Le tableau 5.1 donne la production d'eau potable dans la région de Louga en 2013 suivant le département. L'analyse montre que la production est évaluée cette année à un volume global de **3705332m^3**. La plus forte proportion de cette production (70%) revient au département de Louga qui abrite la capitale régionale et le lieu de résidence de % de la population. Le département de Linguère concentre plus du quart de la production totale (26%) soit 951525m^3.Le département de Kébémer n'a enregistré que 4% de la production régionale (**145658** m^3 d'eau en valeur absolue).

Tableau 5. 1: la production d'eau de la région de Louga 2013

Département	Production d'eau 2013 (m3)	%
Louga	2608149	70
Kébémer	145658	4
Linguère	951525	26
Total	**3705332**	100

Source : SDE direction régionale de Louga

Dans sa politique d'amélioration de production et de distribution d'eau potable, la SDE a effectué d'importants travaux dans la région au courant de l'année 2013 notamment à Louga, Kébémer, Ndande, Guéoul, Linguère, Dahra et Ngnite (branchements sociaux, réhabilitation du réseau de distribution).Les branchements sociaux concernent pour l'essentiel les localités de Louga (21%) Dahra (32%) Guéoul (12%) et Gnith (21%).

Au cours de l'année 2013, la SDE a procédé, au titre de renouvellement, à 149 branchements pour un total de 8154 m linéaire de réseau. Louga et Dahra concentrent les plus fortes proportions avec respectivement 64% et 19% du total des renouvellements de branchements.

La plus importante proportion de réseau renouvelé en 2013 est notée à Louga avec 55% du total régional (soit 4481 m linéaire de réseau).

Concernant le renouvellement, il faut noter que les branchements dans les localités telles que Ndande et Guéoul conservent les mêmes branchements que les années précédentes pour un réseau d'une longueur respective de 946m et 756m. C'est dans la commune de Louga où l'on trouve le plus de branchement renouvelé avec 96 unités correspondant à un réseau d'une longueur de 4481 m soit 54,95% du réseau total renouvelé. La commune de Dahra a bénéficié de 28 branchements renouvelés derrière Louga mais qui ne représente que 6,73% du réseau total contrairement à Gnith où pour 7 branchements seulement, on voit un réseau de 1320 m soit 16,19% du réseau total.

Tableau 5. 2 : Répartition des travaux effectués pour améliorer l'approvisionnement en eau potable en 2013

Localité	Branchements sociaux	Renouvellement		
		Nombre de branchement	Réseau (m)	%
Louga	248	96	4481	55
Kébémer	54	14	102	1
Ndande	78	0	946	12
Guéoul	136	0	756	9
Linguère	41	4	0	0
Dahra	371	28	549	7
Gnith	246	7	1320	16
Total	**1174**	**149**	**8154**	**100**

Source : SDE direction régionale de Louga

5.2. La tarification

La population a besoin d'une eau de qualité d'où la nécessité d'effectuer périodiquement des travaux de réparation. Elle a aussi besoin d'avoir un meilleur accès à cette eau d'où la nécessité de lui proposer un tarif accessible. Ainsi les deux tableaux suivants nous édifient sur la tarification appliquée par la SDE à ses clients. Il ressort de ces deux tableaux que la SDE propose des tarifications différentes à deux types d'abonnés que sont les maraichers et les domestiques. Pour les abonnés maraichers, le tarif appliqué au client dépend de la consommation. Pour une consommation comprise entre 0 à Q, le tarif appliqué est de 113,37FCFA ensuite pour une consommation entre Q et 2Q, le tarif est de 507,84FCFA et est de 714,98 pour une consommation qui dépasse les 2Q.

Tableau 5. 3 : Tarification des abonnés maraichers

Tranches	Tarifs appliqués
Consommation de 0 à Quota (Q)	113,37
Consommation de Quota (Q) à deux fois Quota (2* Q)	507,84
Consommation au-delà de 2* Q	714,98

Source : SDE direction régionale de Louga

Un peu différent de la tarification des abonnés maraichers, le tarif des abonnés domestiques varient selon que l'on soit dans les tranches sociales, pleines ou dissuasives qui sont définies par des fourchettes que sont 0 -20m3 pour la première citée, 21 -40 m3 pour la deuxième et supérieure à 40 m3 pour la dernière. Ainsi pour la tranche sociale, le tarif appliqué est de 181,32FCFA, pour la tranche pleine, il est de 584,23FCFA et en fin 714,98FCFA pour la dernière tranche.

Tableau 5. 4 : Tarification des abonnées domestiques à l'eau

Tranche	Fourchette	Tarifs appliqué
Tranche sociales (TS)	de 0 à 20 m3	181, 32
Tranche pleine (TP)	de 21 à 40 m3	584,23
Tranche dissuasive (TD)	supérieur à 40 m3	714,98

Source : SDE direction régionale de Louga

5.3. La clientèle

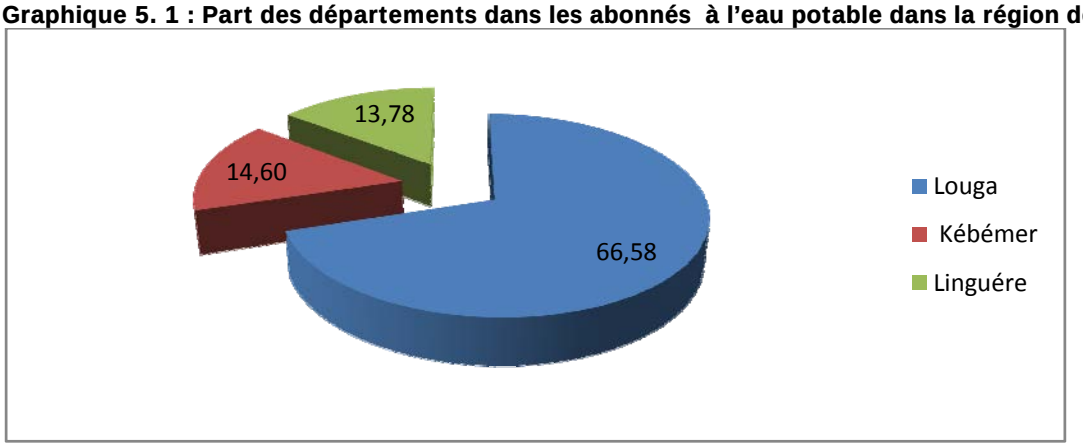
Le tableau 5.5 donne la répartition des abonnés à l'eau potable dans la région selon le département. L'analyse de ce tableau avec l'appui du graphique qui le suit montre qu'un nombre de 39908 abonnés ont été recensés dans la région de Louga dont les 26572(66,58%) se trouvent dans le département de Louga qui est aussi la capitale régionale. Ce département totalise les 66,58% des abonnés de la région et les deux autres se partagent le reste avec respectivement 14,60% et 13,78% pour Kébémer et Linguère correspondant en valeur absolus à 5825 et 5498 abonnées.

Tableau 5. 5 : Répartition des abonnés à l'eau potable en 2013 dans la région de Louga selon le département

département	Nombre d'abonnés	% des abonnés
Louga	26572	66,58
Kébémer	5825	14,6
Linguère	5498	13,78
Total	39908	100

Source : SDE direction régionale de Louga

Graphique 5. 1 : Part des départements dans les abonnés à l'eau potable dans la région de Louga



Source : SDE direction régionale de Louga

Au cours de l'année 2013, la consommation régionale est évaluée à **4509984** m^3d'eau potable. Avec plus des 2/3 des abonnés de la région (66,6%), le département de Louga a utilisé plus de 52% de l'eau distribuée dans la région soit un volume de 2359560 m^3.

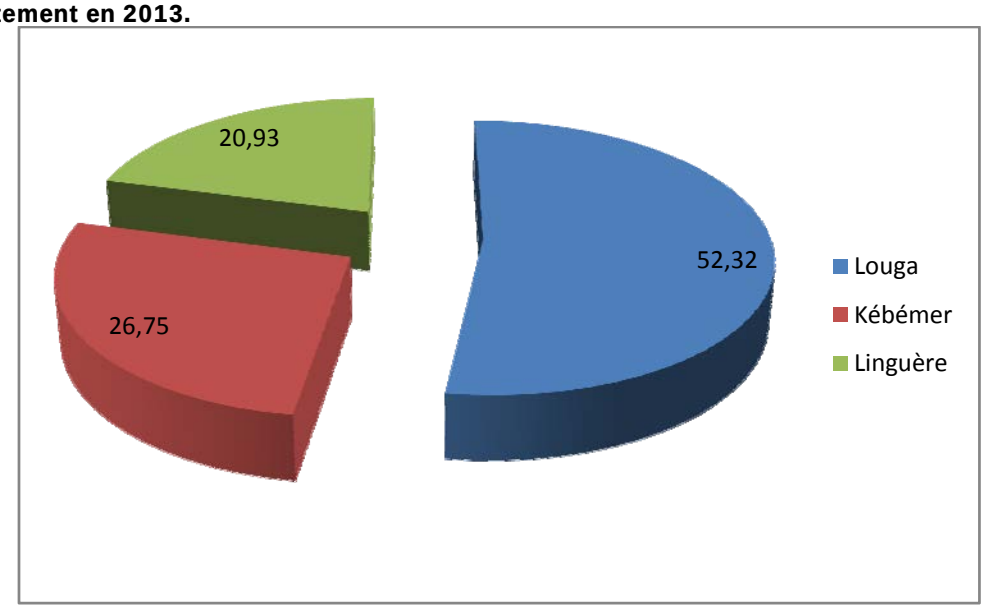
Il s'avère nécessaire de signaler que la plus grande partie de la clientèle de la SDE est constituée des particuliers qui y représente 86,36% et cette répartition est pratiquement la même dans les trois départements. Les gros consommateurs et les administrations ne représentent que 7,90% et 5,74% respectivement.

Tableau 5. 6 : Répartition de la consommation d'eau potable (m3) dans la région de Louga selon le type de consommateur en 2013.

Département	Gros consommateurs	Administrations	Particuliers	Ensemble	Pourcentage
Louga	111948	151518	2096094	2359560	52%
Kébémer	167004	61638	978000	1206642	27%
Linguère	77202	45930	820650	943782	21%
Total	356154	259086	3894744	4509984	100%
Pourcentage	8%	6%	86%	100%	

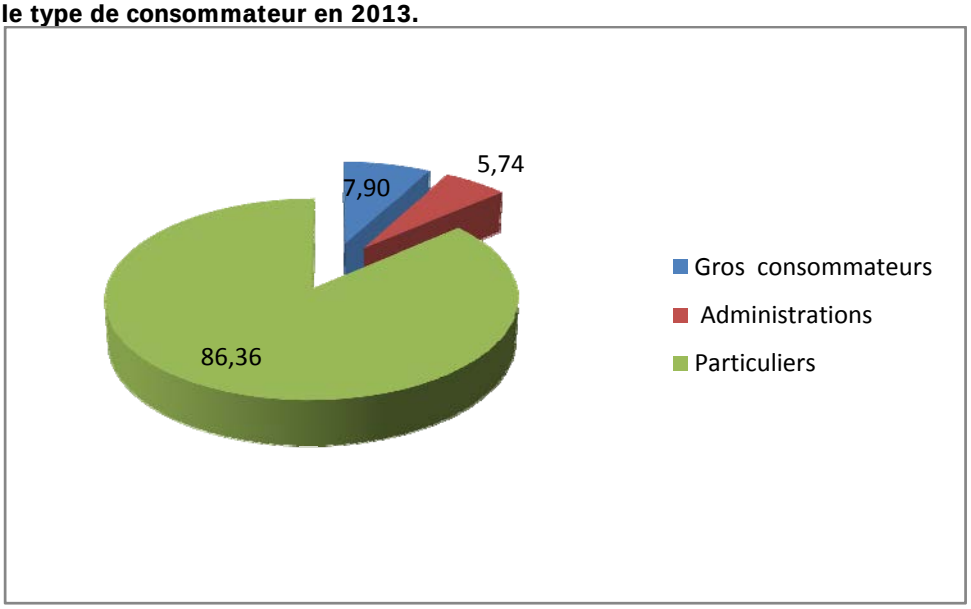
Source : SDE direction régionale de Louga

Graphique 5. 2 : Répartition de la consommation d'eau potable (m3) dans la région de Louga selon le département en 2013.



Source : SDE direction régionale de Louga

Graphique 5. 3 : Répartition de la consommation d'eau potable (m3) dans la région de Louga selon le type de consommateur en 2013.



Source : SDE direction régionale de Louga

Conclusion

La consommation de l'eau potable a connu un avancement important dans la région de Louga mais il faut noter que la tarification reste encore un peu élevée pour les ménages. La SDE a une clientèle qui se regroupe dans trois grandes catégories à savoir les gros consommateurs, les administrations et les ménages. Il faut noter que la tarification dépend aussi du niveau de consommation et les deux varient au même sens.

CHAPITIRE 6: EAUX ET FORETS

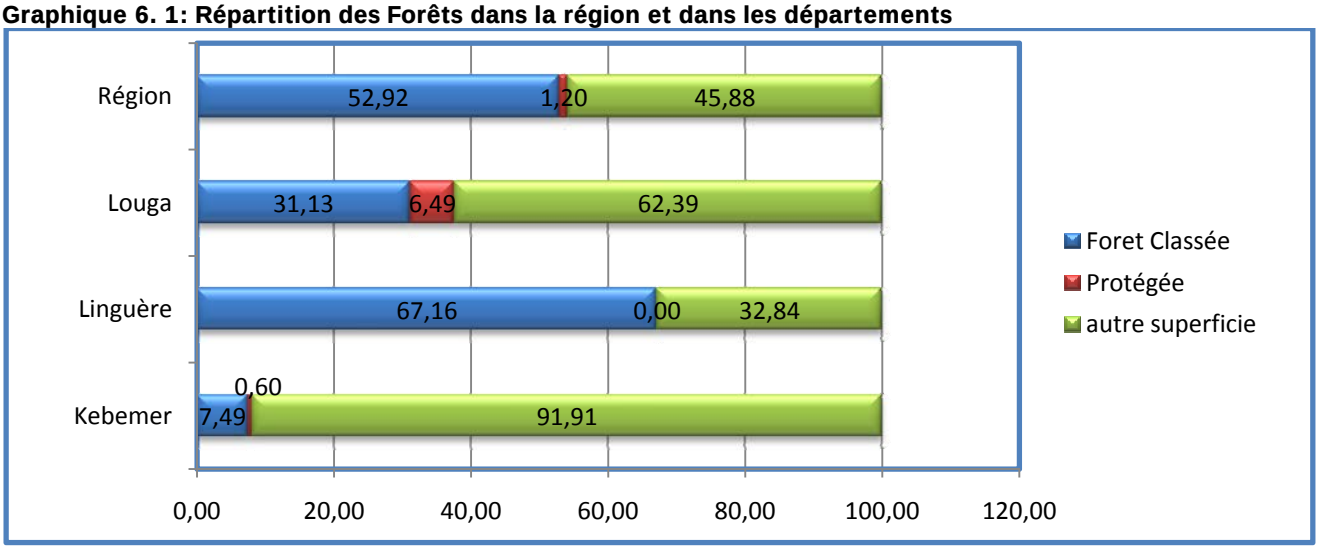
Introduction

Les eaux et forêts constituent une ressource non renouvelable et qui est menacée dans presque toutes les localités du pays et en particulier de la région de Louga. Le Service Régional des Eaux et Forêts veille à ce que ce patrimoine soit protégé. Ainsi dans ce chapitre nous mettons en évidence la localisation du patrimoine forestier de la région mais aussi son suivi. Des ressources financières sont tirées de l'exploitation forestière dans la région et nous essayons d'en faire une analyse après avoir mis l'accent sur les feux de brousse

6.1 Patrimoine forestier de la région

Le graphique 6.1 ci-dessous donne la répartition des forêts dans la région de Louga et dans les départements. L'analyse de ce graphique montre que dans la région il existe 52,92% de forêts classées et 1,20% de forêts protégées réparties de façon inégale dans les trois départements. Il faut noter que c'est dans le département de Linguère où l'on trouve plus de Forêts. En effet, 67,16% de la superficie est composé de forets classées et il faut signaler qu'il n'existe pas dans ce département de forêts protégée. Quant aux départements de Louga et Kébémer les forêts classées représentent respectivement 31,13% et 7,49%. S'agissant de la forêt protégée, elle est pratiquement inexistante dans le département de Kébémer avec une part de 0,60% de la superficie totale là où on en trouve une part de 6,49% dans le département de Louga.

Graphique 6. 1: Répartition des Forêts dans la région et dans les départements



Source : Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols

6.2. Le reboisement

La production de plants dans la région de Louga a connu dans son ensemble une baisse considérable entre 2012 et 2013. Sur les types de plants produits dans la région seules les plantations massives et les plantations conservatoires ont connues une augmentation dans sa production entre 2012 et 2013. En effet, pour les plantations massives, une superficie de 1990,46 ha a été produite en 2012 contre 3943 en 2013 ce qui correspond à une augmentation de 98,09%. Pour les plantations conservatoires, une superficie de 202 ha a été produite en 2012 contre 2511,4 en 2013 ce qui fait une augmentation de 1143,27%. Outre ces deux types de plantations, toutes les autres ont connu une baisse considérable. La baisse la plus flagrante notée concerne les RNA. Pour cette catégorie, une production de 646 unités a été obtenue en 2012 contre seulement 20 en 2013 soit une diminution de 96,90%. Il s'en suit la fixation des dunes avec une production de 20 ha en 2012 contre 46 en 2013 soit une baisse de 78,10% de même que la mise en défens qui a connu une baisse de 55,16%. La baisse de la production pour le reste est moins importante car étant en dessous de 50%. Il s'agit entre autres de la production de plants et la plantation linéaire avec respectivement 21,90% et 11,16% de baisse.

Tableau 6. 1: Evolution des plantations selon le type (MED/RMA)

Désignation	2012	2013	Evolution(%)
Production de Plants(en millier de plants)	2366145	1847991	-21,9
Plantation massive (ha)	1990,46	3943	98,09
Plantation linéaire (km)	98,49	87,5	-11,16
Plantation conservatoire (ha)	202	2511,4	1143,27
Fixation des dunes (ha)	210	46	-78,1
Mise en défens	3022	1355	-55,16
RNA	646	20	-96,9

Source : Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols

Dans la région de Louga, les structures qui s'activent dans la production de plants sont principalement les Régies, les Villageoises, les Communautaires, les ONG/Privées, les Individuels ainsi que les Scolaires. Hormis les Communautaires, les ONG/Privées et les Scolaires, la production des autres structures a considérablement baissée. En effet, pour une production de 1340147 unités en 2012, les Régies n'ont réussi qu'une production de 890467 unités en 2013 soit une baisse de 33,55%. La baisse la plus importante est enregistrée par les Individuels avec une production en valeurs absolue de 382313 unités en 2012 contre 6661 unités en 2013 ce qui correspond à une diminution de 98,26%.

Quant aux villageoises, leur production a connue une baisse de 63,98% puis qu'en 2012 elles ont produit un nombre de 243925 plants contre 87850 en 2013.

L'augmentation des productions des structures restantes n'a pas suffit pour que la production totale augmente entre 2012 et 2013. Pour une production totale de 2048911 plants en 2012, la production est passée à 1263294 plants en 2013 soit une baisse de 38,34%. Il faut noter que cette baisse est imputable aux structures citées en haut car les structures telles que les Communautaires, les ONG/Privées et les Scolaires ont connu respectivement une augmentation de 194,90%, 1712,21% et 1141,49%.

Tableau 6. 2: Evolution de la production de plants selon les structures et les types de pépinières

Pépinière	Année	Département			Total
		Kébémer	Linguère	Louga	
Régies	2012	43049	997790	299308	1340147
	2013	25444	865023		890467
	Evolution(%)	-40,9	-13,31	-100	-33,55
Villageoises	2012	224423	5702	13800	243925
	2013	84850	3000		87850
	Evolution(%)	-62,19	-47,39	-100	-63,98
Communautaires	2012	79980			79980
	2013	231014	4850		235864
	Evolution(%)	188,84	#DIV/0!	#DIV/0!	194,9
ONG/Privées	2012	0		1900	1900
	2013	30132	4300		34432
	Evolution(%)	#DIV/0!	#DIV/0!	-100	1712,21
Individuels	2012	380813		1500	382313
	2013	2711	3950		6661
	Evolution(%)	-99,29	#DIV/0!	-100	-98,26
Scolaires	2012	146	500		646
	2013	420	7600		8020
	Evolution(%)	187,67	1420	#DIV/0!	1141,49
Total	2012	728411	1003992	0	2048911
	2013	374571	888723		1263294
	Evolution(%)	-48,58	-11,48	#DIV/0!	-38,34

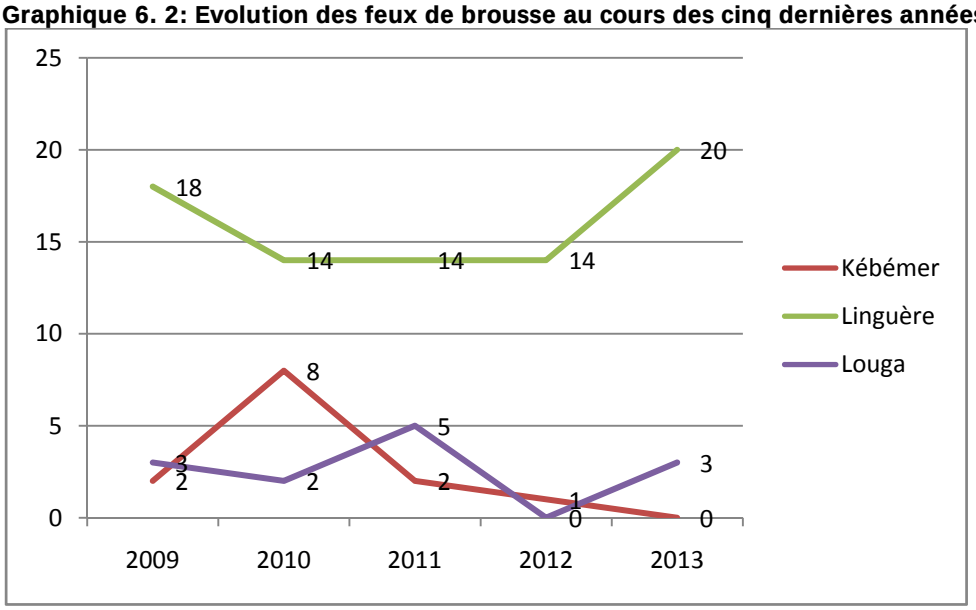
Source : Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols

6.3 Les feux de brousse

Une chose est de reboiser mais une autre est d'éviter les feux de brousse car le constat est la fréquence des feux de brousse dans toute l'étendue du territoire national en général mais aussi dans la région de Louga en particulier. Ainsi le graphique ci-dessous donne l'évolution du nombre de feux de brousse dans les trois départements de la région de Louga durant les cinq dernières années. L'analyse de ce graphique montre que c'est dans le département de Linguère que les feux de brousse sont plus fréquents durant toute cette période. En effet, en 2013 on note 20

feux de brousse dans le département de Linguère et ce nombre est le plus grand dans toute la région et durant toute cette période contrairement au département de Kébémer pour cette année 2013 aucun feu de brousse n'est noté là où on en décompte 3 dans le département de Louga. De 2010 à 2012 le nombre de feux de brousse reste constant dans le département de Linguère sur un nombre de 14 et décroit dans le département de Kébémer en passant de 8 en 1 mais évolue de façon irrégulière dans le département de Louga. 2009 fait partir des années durant lesquelles où on a noté une recrudescence du nombre de feux de brousse dans le département de Linguère avec 18 unités contrairement aux autres départements où on en décompte 2 et 3 unités respectivement à Kébémer et à Louga.

Graphique 6. 2: Evolution des feux de brousse au cours des cinq dernières années



Source : Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols

6.4 Les recettes forestières

L'exploitation de la forêt dans la région de Louga permet de générer des recettes importantes imputables à différents produits dont la nature est mentionnée dans le tableau suivant. L'analyse de ce tableau montre que les recettes forestières en 2013 ont connu une baisse 4,87% par rapport à 2012. En effet, l'exploitation de la forêt en 2013 dans la région de Louga a généré une recette de 39254890 FCFA contre 41265895 FCFA en 2012. Cette baisse est imputable en grande partie aux cartes d'exploitation qui ont connu une baisse de 91,35% entre 2012 et 2013. Les recettes provenant de la carte d'exploitation sont passées de 1480000 FCFA en 2012 à 128000 FCFA en 2013. Les recettes forestières provenant de la carte professionnelle, des produits artisanaux, des PV recouvrés ainsi que des Perches ont connu une augmentation entre 2012 et 2013 mais cette augmentation est insuffisante pour que

les recettes totales soient à la hausse. L'augmentation la plus importante est enregistrée au niveau des Perches avec une valeur relative de 631,23% correspondant à des valeurs absolues de 487000 FCFA en 2013 contre 66600 en 2012.

Tableau 6. 3: Répartition des recettes forestières selon le secteur entre 2012 et 2013

Nature du produit	Recette		Evolution(%)
	2012	2013	
Carte Professionnelle	2669000	3008000	12,7
Carte d'explication	1480000	128000	-91,35
Taxes d'abattage d'arbres	11557750	8946375	-22,59
Bois de chauffe	16814670	16160940	-3,89
Produits de cueillette	137850	105550	-23,43
Produits artisanaux	6085000	7729000	27,02
PV recouvrés	575000	920000	60
Produits saisis	1880025	1770025	-5,85
Perches	66600	487000	631,23
Total	41265895	39254890	-4,87

Source : Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols

Conclusion

Malgré la zone désertique, la région de Louga dispose d'un patrimoine forestier. Ce patrimoine est menacé grâce à la récurrence des feux de brousse. Mais il faut signaler que la population avec l'appui de la Direction des Eaux et Forêts continuent de lutter pour la préservation de ce patrimoine forestier avec le reboisement. Il faut noter que cette préservation est très importante dans la mesure où ce patrimoine forestier permet de générer une certaine recette liée à son exploitation.

CHAPITIRE 7 : HYGIENE PUBLIQUE

Introduction

Le Service régional d'hygiène, unité opérationnelle du Service National de l'Hygiène, est constitué d'une Brigade centrale d'Hygiène (BCH), des Sous-Brigades d'Hygiène (SBDH) de Louga, Linguère (SBDH), Dahra (SBH), Darou Mousty (SBH) et Kébémer (SBDH).

Il est chargé, sous l'autorité administrative, de l'application des dispositions relatives à la protection de la Santé Publique. En outre, il exerce un contrôle administratif et technique des règles d'hygiène dans la région avec un rôle de prévention et de protection de la santé publique.

Il est chargé de faire appliquer les règles d'hygiène publique en s'appuyant sur les articles de la Santé publique. Son rôle donc un rôle de faire de la Police sanitaire. Il fait appliquer la loi dans les domaines de l'habitat, l'hygiène alimentaire, la pollution de l'air, du sol, de l'eau, la qualité des eaux potables etc. Il a aussi un rôle de conseils dans ces domaines.

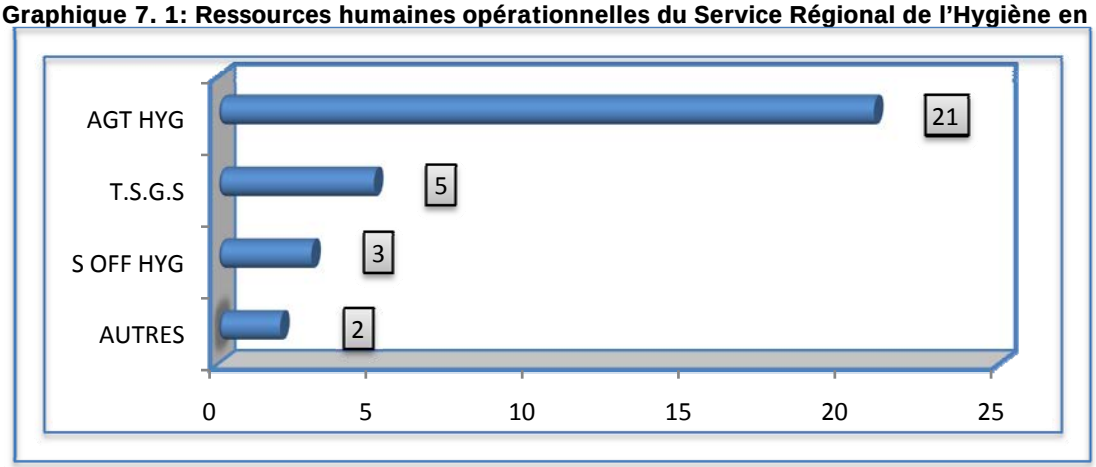
Dans ce chapitre, nous nous intéresserons au bilan des activités techniques, de voir le mode d'approvisionnement et d'évacuation en eaux, de voir les activités de prospection ainsi que les infractions commises avant de terminer par le suivi de ces infractions.

7.1 Ressources humaines

Des ressources humaines suffisantes, jeunes et bien formées constituent une composante sans laquelle les activités de la Brigade Régionale d'Hygiène de Louga ne peuvent se faire.

En 2013, la région compte 21 agents d'hygiène, 5 T.S.G.S, 3 sous officiers d'hygiène

Graphique 7. 1: Ressources humaines opérationnelles du Service Régional de l'Hygiène en 2013:



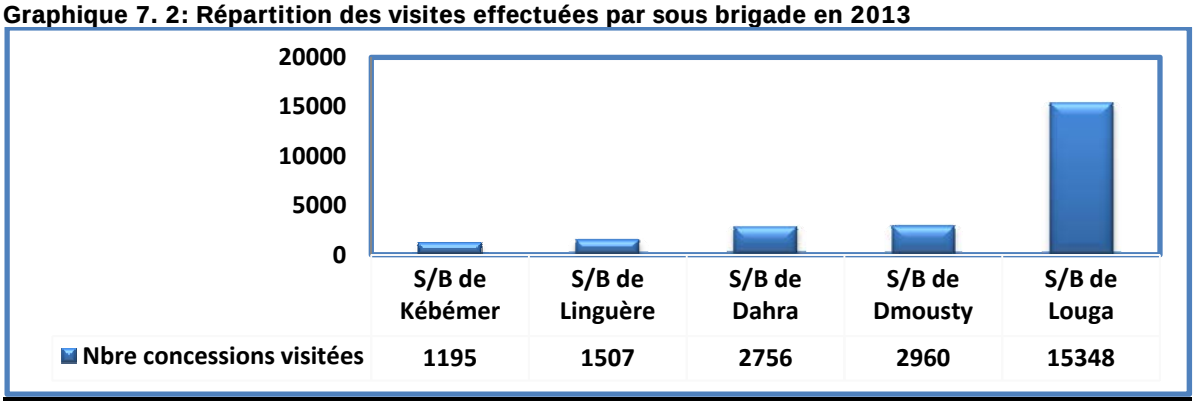
***Source* : Brigade Régionale d'Hygiène de Louga**

7.2 Police de l'hygiène

En 2013, la Brigade Régionale d'Hygiène de Louga a effectué 23766 visites domiciliaires.

Le nombre de concessions visitées suit pratiquement la répartition spatiale de la population. Cependant, la sous brigade de Louga a visitée 15348 concessions soit 64,6% des visites régionales, suivi de celle de Darou Mousty avec 12,5% soit 2960 visites, 11,6% pour Dahra, 6,3% pour Linguère et 5% pour Kébémer.

Graphique 7. 2: Répartition des visites effectuées par sous brigade en 2013

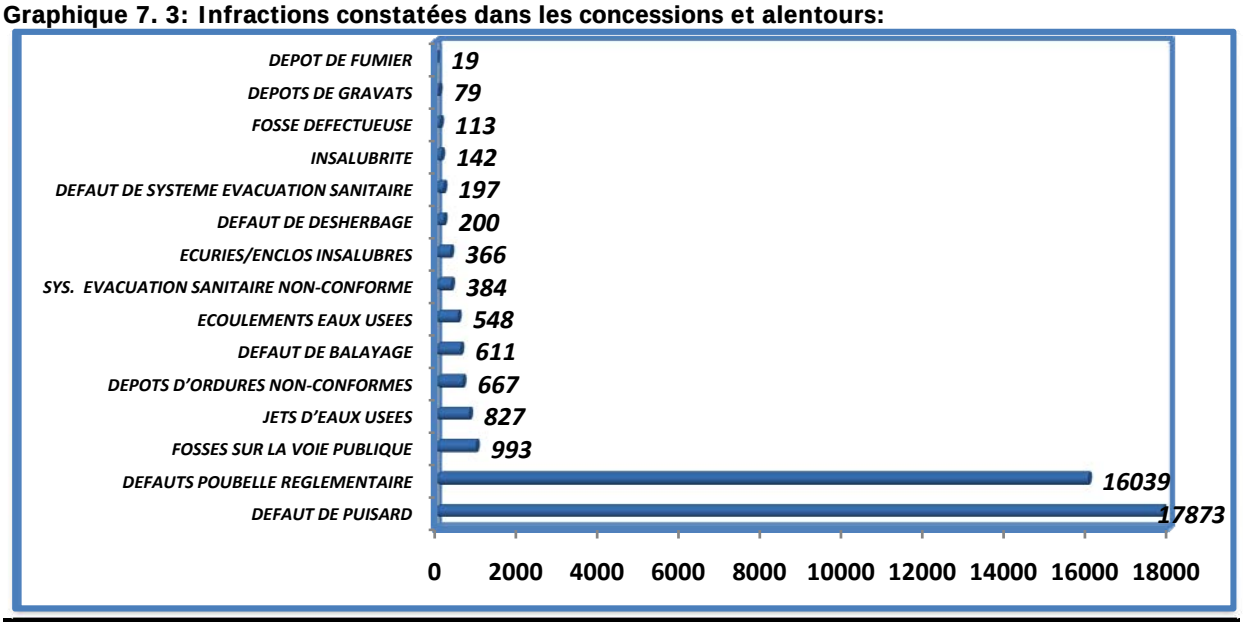


Source : Brigade Régionale d'Hygiène de Louga

Niveau de salubrité des concessions:

En 2013, s'agissant du contrôle de salubrité, on note 27,88 % des concessions visitées qui ont commis une infraction. Ce qui veut dire que 72,12 % des concessions visitées ont un niveau de salubrité acceptable

Graphique 7. 3: Infractions constatées dans les concessions et alentours:



Source : Brigade Régionale d'Hygiène de Louga

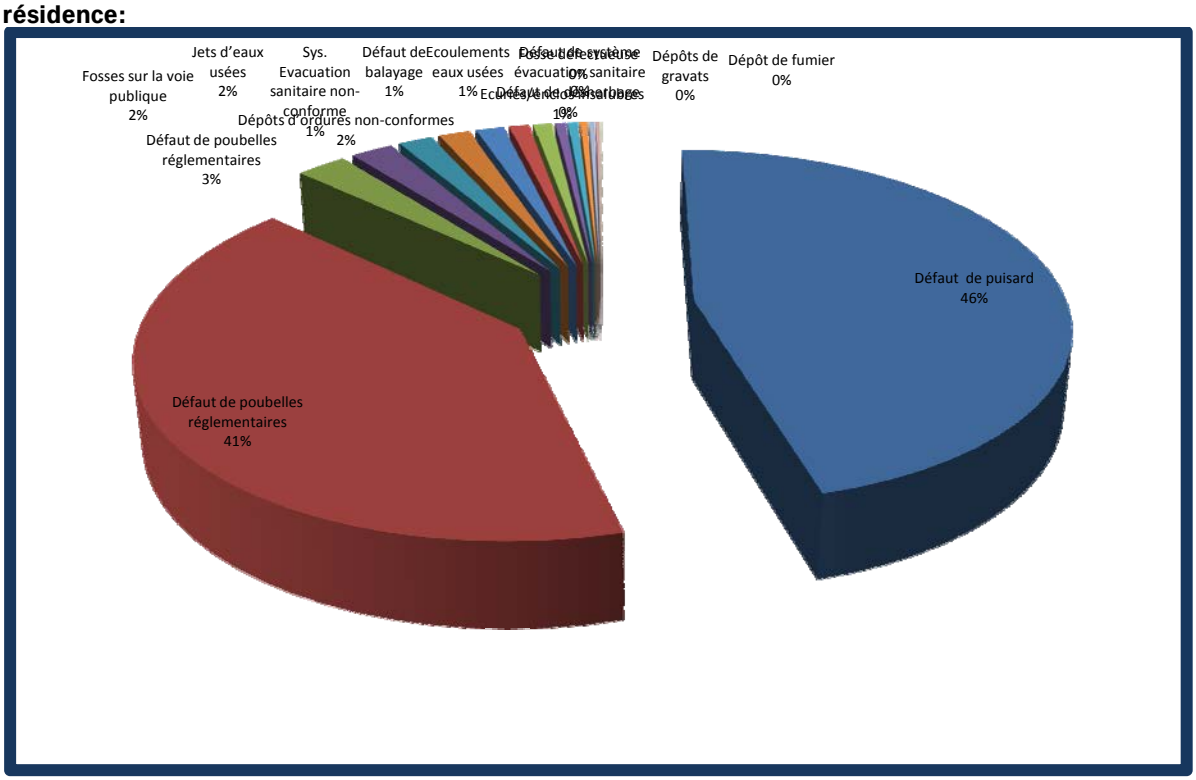
La police de l'hygiène de la région de Louga a effectué 83756 visites domiciliaires en 2013. Les infractions relevées lors de ces visites sont au nombre de 39 058. Les plus importantes sont les défauts de puisard (17873, soit 45,8% des infractions relevées), le motif de poubelles non réglementaires (16 039), les fosses sur la voie publique (993), les jets d'eaux usées (827 infractions). Les Dépôts d'ordures non-conformes aux règles d'hygiène publique constituent la cinquième cause avec 667 infractions relevées, suivies de celle liées au défaut de balayage (611), les infractions liées à l'écoulement des eaux usées occupent la septième position avec 548. 384 infractions ont été observées pour le motif du système d'évacuation sanitaire non-conforme aux règles d'hygiène. Les motifs Ecuries/enclos insalubres, insalubres, de désherbage, de défaut de système évacuation sanitaire, d'insalubrité, de fosse défectueuse, de dépôts de gravats, de dépôt de fumier viennent en dernière position avec 1116, soit 2,8% des infractions relevées en 2013.

Tableau 7. 1: Infractions constatées dans les concessions et alentours selon le milieu de résidence:

		Zone urbaine		Zone rurale		Total Régional	
Nature		nombre	%	nombre	%	nombre	%
Défaut de puisard		17021	47,20%	852	28,20%	17873	45,80%
Défaut de poubelles réglementaires		15057	41,80%	982	32,50%	16039	41,10%
Fosses sur la voie publique		405	1,10%	588	19,50%	993	2,50%
Jets d'eaux usées		789	2,20%	38	1,30%	827	2,10%
Dépôts d'ordures non-conformes		557	1,50%	110	3,60%	667	1,70%
Défaut de balayage		499	1,40%	112	3,70%	611	1,60%
Ecoulements eaux usées		476	1,30%	72	2,40%	548	1,40%
Sys. Evacuation sanitaire non-conforme		326	0,90%	58	1,90%	384	1,00%
Ecuries/enclos insalubres		312	0,90%	54	1,80%	366	0,90%
Défaut de désherbage		136	0,40%	64	2,10%	200	0,50%
Défaut de système évacuation sanitaire		171	0,50%	26	0,90%	197	0,50%
Insalubrité		98	0,30%	44	1,50%	142	0,40%
Fosse défectueuse		107	0,30%	6	0,20%	113	0,30%
Dépôts de gravats		79	0,20%	0	0,00%	79	0,20%
Dépôt de fumier		3	0,00%	16	0,50%	19	0,00%
	Nbre.	36036	100%	3022	100%	39058	100%
TOTAL	%		92,30%		7,74%		

Source : Brigade Régionale d'Hygiène de Louga

Graphique 7. 4: Infractions constatées dans les concessions et alentours selon le milieu de résidence:



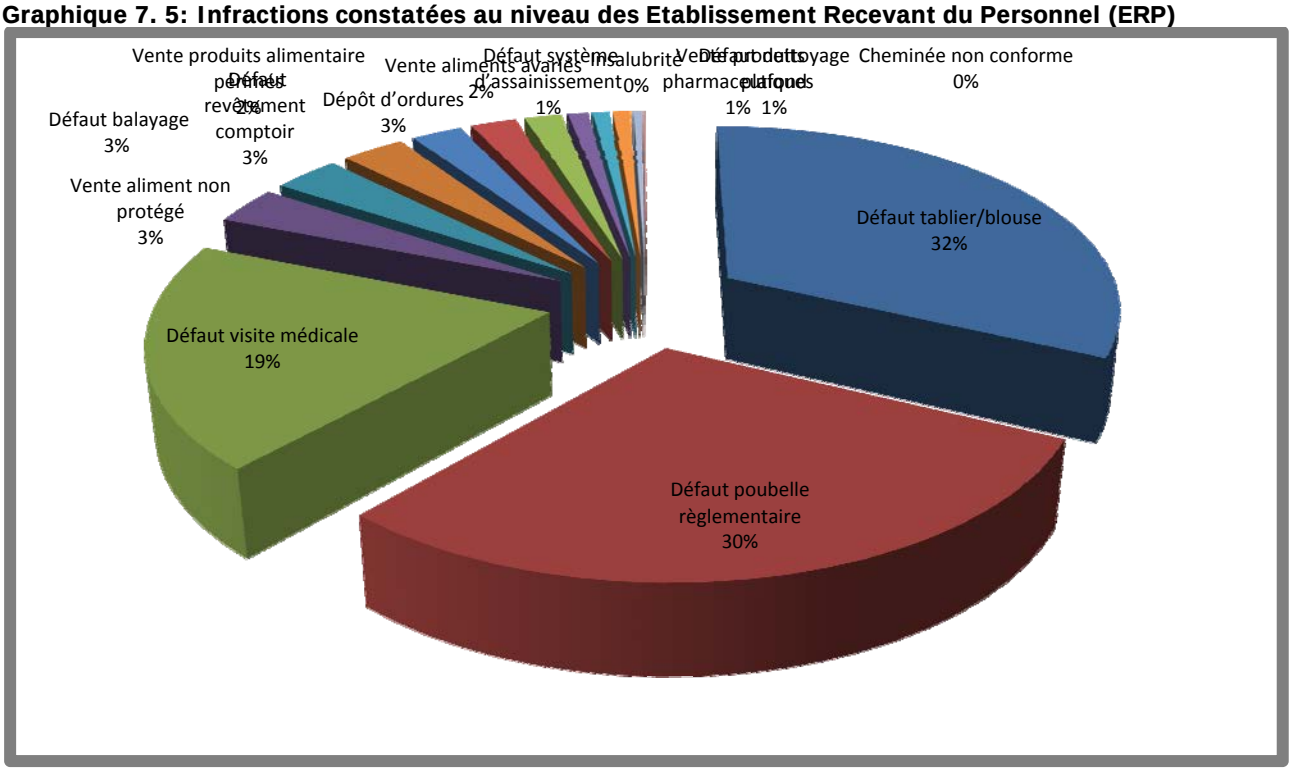
Source : Brigade Régionale d'Hygiène de Louga

Tableau 7. 2: Infractions constatées au niveau des Etablissement Recevant du Personnel (ERP)

	Zone urbaine		Zone rurale		Total Régional	
Nature	nombre	%	nombre	%	nombre	%
Défaut tablier/blouse	3077	32,40%	839	31,10%	3916	32,10%
Défaut poubelle règlementaire	2855	30,00%	748	27,70%	3603	29,50%
Défaut visite médicale	1868	19,60%	503	18,60%	2371	19,40%
Vente aliment non protégé	310	3,30%	87	3,20%	397	3,30%
Défaut balayage	301	3,20%	90	3,30%	391	3,20%
Défaut revêtement comptoir	262	2,80%	107	4,00%	369	3,00%
Dépôt d'ordures	245	2,60%	53	2,00%	298	2,40%
Vente produits alimentaire périmés	208	2,20%	58	2,10%	266	2,20%
Vente aliments avariés	165	1,70%	50	1,90%	215	1,80%
Défaut système d'assainissement	77	0,80%	41	1,50%	118	1,00%
Vente produits pharmaceutiques	45	0,50%	55	2,00%	100	0,80%
Défaut nettoyage plafond	55	0,60%	44	1,60%	99	0,80%
Insalubrité	33	0,30%	18	0,70%	51	0,40%
Cheminée non conforme	8	0,10%	7	0,30%	15	0,10%
TOTAL	9509	100%	2700	100%	12209	100%

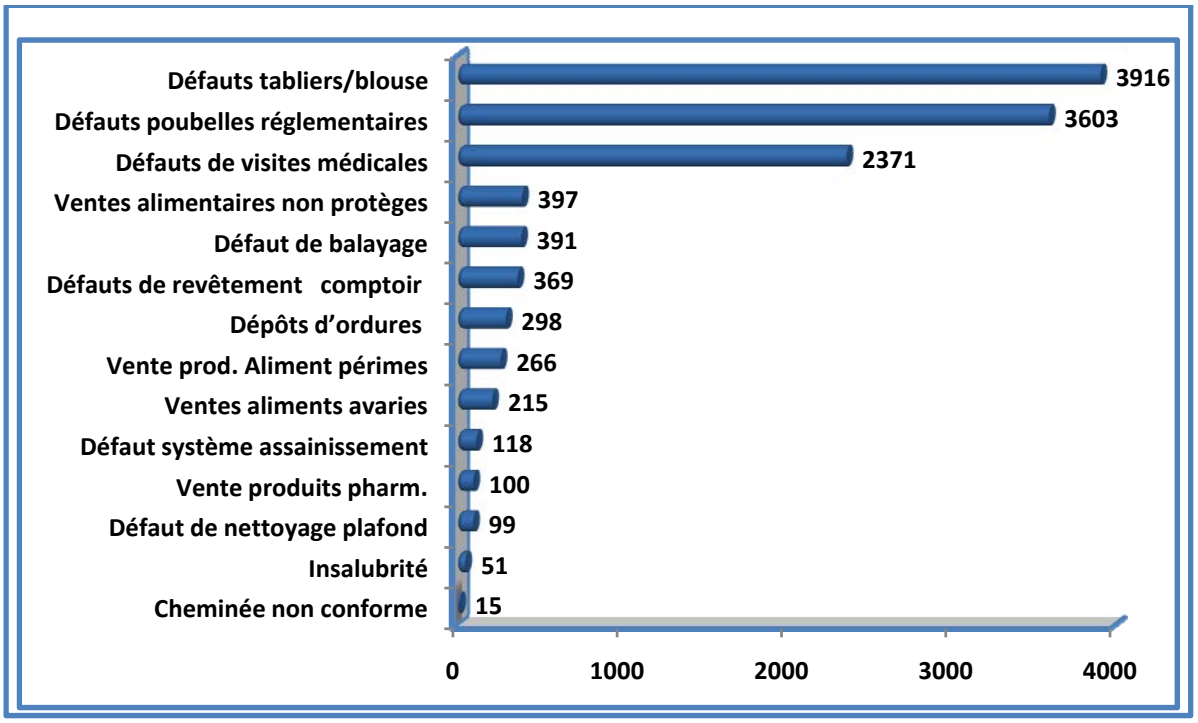
Source : Brigade Régionale d'Hygiène de Louga

Graphique 7. 5: Infractions constatées au niveau des Etablissement Recevant du Personnel (ERP)



Source : Brigade Régionale d'Hygiène de Louga

Graphique 7. 6: Infractions constatées au niveau des Etablissement Recevant du Personnel (ERP)



Source : Brigade Régionale d'Hygiène de Louga

Conclusion

Dans la mission qui lui est dévolue dans la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'hygiène et de salubrité, la Brigade Régionale d'Hygiène est en train d'abattre un grand travail notamment dans son rôle de police mais aussi de conseil et prévention pour les populations.

Pour un meilleur cadre de vie avec son corollaire un état de santé satisfaisant des populations, des stratégies de promotion de l'hygiène doivent être développées et des efforts faits dans le sens d'un renforcement en ressources humaines et en logistique de la Brigade Régionale et des sous- brigades de la région qui demeurent l'une des plus étendues du Sénégal.

CHAPITIRE 8 : IMPOTS ET DOMAINES

Introduction

La Direction Générale des Impôts et Domaine a pour missions principales :

- Missions d'assiette, de liquidation et de contrôle ;
- Missions de recouvrement ;
- Missions de vérifications de comptabilité, de situation fiscale personnelle et d'enquêtes; Missions de conception, de préparation des textes législatifs et réglementaires, des conventions internationales de nature fiscale et du contentieux ;
- Missions de contrôle, vérification et animation des services fiscaux et du personnel ;
- Missions domaniales, foncières et cadastrales ;
- Missions de formation et de perfectionnement du personnel.

Pour l'année 2013, la direction régionale de Louga a exécuté principalement trois grandes missions à savoir : l'immatriculation des entreprises, l'imposition et la déclaration.

8.1 Immatriculation des entreprises

En 2013, le nombre d'entreprises immatriculées au niveau des impôts et domaines dans la région de Louga est de 182. Ces entreprises sont réparties selon deux types de contribuables à savoir des entreprises individuelles qui sont au nombre de 118 soit 64,8% et des entreprises non individuelles qui sont au nombre de 64 soit 35,2%.

Le tableau 8.1 ci après qui donne la répartition du **nombre d'entreprises par type d'entreprises** laisse apparaitre une dominance des entreprises individuelles avec une valeur absolue de 118 soit 64,8% en valeur relative. En outre de ces types d'entreprises, les plus fréquentes à Louga sont les entreprises privées et les GIE soient respectivement 13,7% et 14,3% des entreprises enregistrées dans la région. Néanmoins d'autres types entreprises telles que des associations, des mutuelles, des ONG, des établissements publics et des coopérations sont enregistrées au niveau des impôts et domaine de la région de Louga mais dans une proportion relativement faible.

Tableau 8. 1: Nombre d'entreprises par type de contribuable

Type de contribuable	Nombre d'entreprise	%
Individuel	118	64,8
Non Individuel	64	35,2
Total	182	100

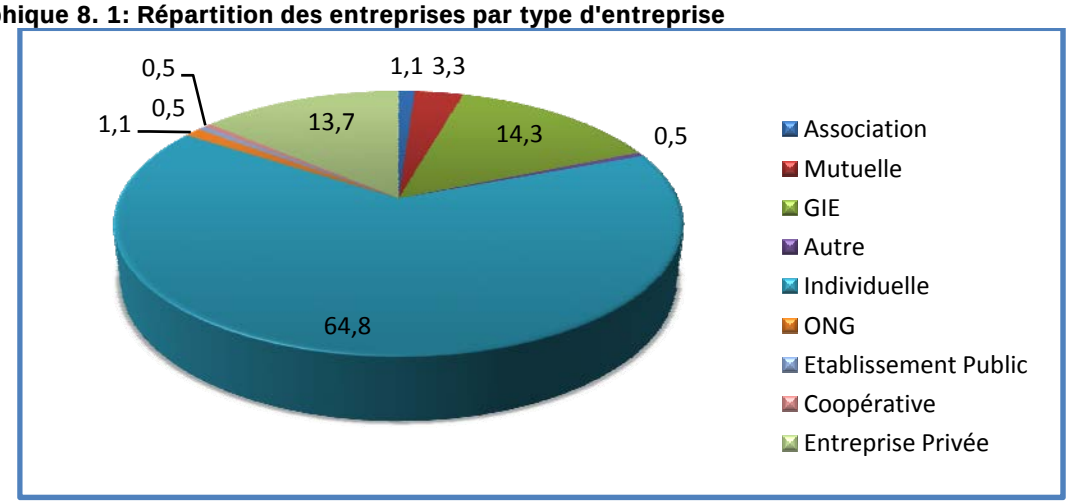
Source : Impôts et domaines Louga

Tableau 8. 2: Nombre d'entreprises par type d'entreprise

Type d'entreprise	Nombre d'entreprise	Pourcentage
Association	2	1,1
Mutuelle	6	3,3
GIE	26	14,3
Autre	1	0,5
Individuelle	118	64,8
ONG	2	1,1
Etablissement Public	1	0,5
Coopérative	1	0,5
Entreprise Privée	25	13,7
total	182	100

Source : Impôts et domaines Louga

Graphique 8. 1: Répartition des entreprises par type d'entreprise



Source : Impôts et domaines Louga

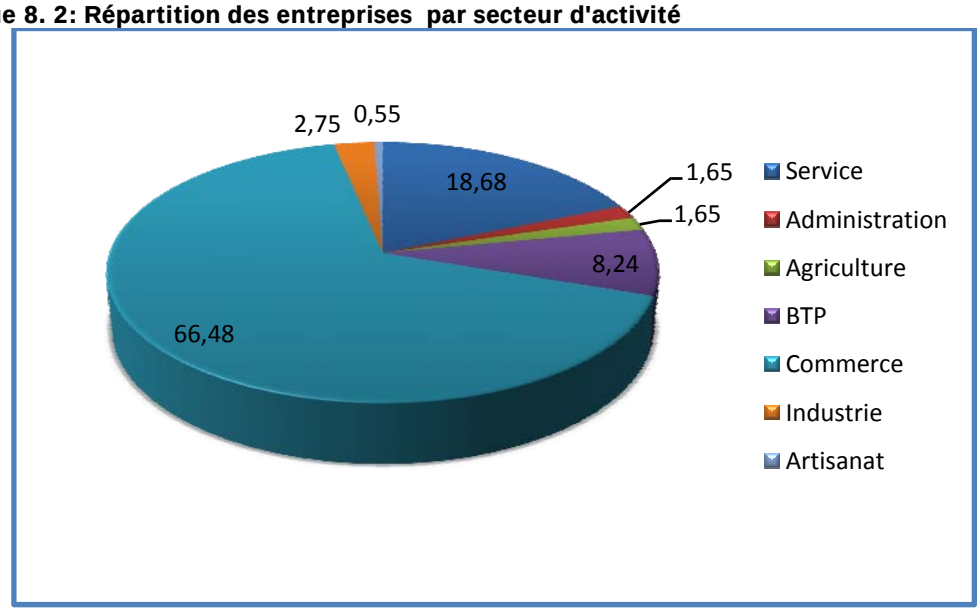
Les secteurs d'activité des entreprises enregistrées dans la région de Louga sont principalement les Services, l'Administration, l'Agriculture, les BTP, le Commerce, l'Industrie et l'Artisanat. Sur les 182 entreprises, les 121 évoluent dans le commerce soit 66,48%. Le deuxième secteur le plus important en termes de représentativité dans la région est le secteur des services avec 34 entreprises qui y évoluent soit 18,68%. Les BTP sont représentés à hauteur de 8,24% qui représente une valeur absolue de 15 entreprises sur les 182. Le secteur de l'artisanat est le moins représenté ainsi que l'Agriculture, l'Administration et l'Industrie.

Tableau 8. 3: Nombre d'entreprise par secteur d'activité

Secteur d'activité	Nombre d'entreprise	Pourcentage(%)
Service	34	19
Administration	3	2
Agriculture	3	2
BTP	15	8
Commerce	121	66
Industrie	5	3
Artisanat	1	1
Total	182	100

Source : Impôts et domaines Louga

Graphique 8. 2: Répartition des entreprises par secteur d'activité



Source : Impôts et domaines Louga

Tableau 8. 4: Nombre d'entreprises par nombre d'employés

Nombre d'employés	Nombre d'entreprises	Pourcentage(%)
0	1	0,5
01-05	2	1,1
06-20	1	0,5
Non défini	178	97,8
Total	182	100

Source : Impôts et domaines Louga

Le tableau 8.5 donne la localisation spatiale des entreprises enregistrées dans la région. Une analyse fine de ce tableau laisse apparaitre une concentration des entreprises de la région dans la commune de Louga. En effet, sur les 182 entreprises enregistrées dans la région en 2013, il y a 101 qui se situent dans la commune de Louga soit 55,5% en valeur relative qui se détache de très loin des autres localités.

La commune de Linguère suit mais avec une proportion toujours faible soit 4,9%. Toutes les autres localités ont des proportions qui ne dépassent pas 4%.

Tableau 8. 5: Nombre d'établissements par localité d'immatriculation

Localité d'Immatriculation	Nombre de Siège Social	%	Nombre d'établissement	%
Commune de Dahra	5	2,7	5	2,7
Commune de Dakar	2	1,1	2	1,1
Commune de Guéoul	1	0,5	1	0,5
Commune de Kébémer	7	3,8	7	3,8
Commune de Linguère	9	4,9	9	4,9
Commune de Louga	101	55,5	101	55,5
Commune de Ross Béthio	1	0,5	1	0,5
CR Coki	1	0,5	1	0,5
CR Ndande	2	1,1	2	1,1
CR SagattaGueth	4	2,2	4	2,2
Total	182	100	182	100

Source : Impôts et domaines Louga

Tableau 8. 6: Nombre de contribuables par langue

Langue	Nombre de Contribuable	%
Anglais	1	0,2
Français	428	99,8
Total	429	100

Source : Impôts et domaines Louga

8.2 La nature et période d'imposition.

La période d'imposition pour l'année 2013 est principalement les mois de Février, Octobre, Novembre et Décembre. En dehors de cette période il y'a une période intermittente d'imposition qui regroupe une part importante du recouvrement. La période intermittente contribue le plus sur le recouvrement des impôts et domaines avec 96228751 FCFA sur les 151656522 FCFA soit 63,45% suivi du mois de décembre avec 51151327 FCFA sur les 151656522 FCFA soit 33,73%. Il faut noter que la contribution des autres mois est pratiquement négligeable puis qu'étant moins d'un pour cent (1%) à l'exception du mois de novembre qui a contribué à hauteur de 2,06%.

Les secteurs qui contribuent le plus dans le recouvrement des fonds au niveau des impôts et domaines dans la région de Louga sont les salariés, les sociétés, les TVA, les autres actes et contrats, les mutations de véhicules, les timbres de passeport, les

mutations d'immeubles, les timbres mobiles et les marchés. En effet à l'exception des TVA dont sa contribution s'élève à 2751788 FCFA sur les 151656522 FCFA soit 1,81%, tous les autres secteurs cités plus haut ont une contribution qui dépasse les 2%. Ainsi le secteur le plus important en termes de recouvrement financier est la mutation d'immeubles avec un apport de 32973826 FCFA sur les 151656522 FCFA soit 21,74%. Ceci montre l'importance qu'accordent les Lougatois en général et les émigrés en particulier à l'investissement immobilier. Il s'en suit les salariés, les sociétés et les timbres mobiles avec respectivement 20,62%, 13,09% et 12,62%. Les autres secteurs cités ont une contribution comprise entre 4% et 10% et le reste une contribution négligeable par rapport aux autres puisqu' étant moins d'un pour cent.

Tableau 8. 7: Nature et période d'imposition

Nature d'Impôt/Période d'imposions	Fév.- 13	oct.-13	nov.-13	Dec.-13	2013	Intermittent	Total	Part du contribuable
Impôt sur le revenu					31278430		31278430	**20,62**
impôt sur la société					19852897		19852897	**13,09**
IR Ras Salaires			445667				445667	0,29
Trime			37700				37700	0,02
CFCE			142850				142850	0,09
Ras tiers			630643	30000		500000	1160643	0,77
TVA		1078582	1673206				2751788	**1,81**
TPT			193000				193000	0,13
Impôt sur revenu A/P	44796						44796	0,03
Aut actes et contrats						7860559	7860559	**5,18**
Mutation de véhicule						10374811	10374811	**6,84**
Société						854000	854000	0,56
CGF					20000		20000	0,01
Acte judiciaire						269000	269000	0,18
Timbre passeport						7071000	7071000	**4,66**
Baux écrits						1355471	1355471	0,89
Visa pour timbre						841	841	0
Mutation d'Immeuble						32973826	32973826	**21,74**
Timbre mobile						19139962	19139962	**12,62**
Amende fiscale						11000	11000	0,01
Marchés						14826781	14826781	**9,78**
Donation						670500	670500	0,44
Droit Mutation Décès						175000	175000	0,12
Mutation de meubles						146000	146000	0,1
Total	44796	1078582	3123066	30000	51151327	96228751	151656522	100
Contribution mensuelle(%)	**0,03**	**0,71**	**2,06**	**0,02**	**33,73**	**63,45**	**100**	

Source : Impôts et domaines Louga

8.3 Rapport sommaire des déclarations

Le tableau suivant 8.8 donne le nombre de contribuables immatriculés actifs à la fin de l'intervalle couvert, le nombre de déclarations reçues durant l'intervalle couvert, le nombre de déclarations reçues par l'intervalle précédent ainsi que le taux de conformité fiscal en fonction de CFPNB, CFPB, CGF, CGU, Impôt Sociétés A/P, Impôt sur le revenu et la Patente. Une analyse de ce tableau laisse apparaitre une large domination des CGF dans la catégorie des contribuables immatriculés actifs à la fin de l'intervalle couvert et déclarations reçues durant l'intervalle couvert avec respectivement 140 et 88 unités suivi de la patente avec respectivement 55 et 51 unités. Le nombre de société A/P immatriculés actifs à la fin de l'intervalle couvert est évalué à 27 alors que pour les déclarations reçues durant l'intervalle couvert est à 0 unité. S'agissant de l'Impôt sur le revenu, il est compris entre 0 et 50 unités. Concernant le taux de conformité, il faut noter qu'un taux de 100% est obtenu pour les impôts sur le revenu. Il s'avère nécessaire de signaler qu'un taux de conformité de 93%, 63% et 60% est noté respectivement pour les Patentes, CGF et CGU.

Tableau 8. 8: Rapport sommaire des déclarations

Nature d'impôt	Nombre de contribuables immatriculés actifs à la fin de l'intervalle couvert	Nombre de déclarations reçues durant l'intervalle couvert	Nombre de déclarations reçues par l'intervalle précédent	Variation		Taux de conformité fiscale(%)
				Nombre	%	
CFPNB	0	0	0	0		0
CFPB	2	0	0	0		0
CGF	140	88	0	88	100	63
CGU	48	29	0	29	100	60
Impôt Sociétés A/P	27	0	0	0		0
Impôt sur le revenu	0	50	143	-93	-65	100
Patentes	55	51	0	51	100	93

Source : Impôts et domaines Louga

Conclusion

L'Etat du Sénégal a défini et mis en œuvre une nouvelle politique fiscale pour optimiser la mobilisation des ressources en vue de faire face aux charges publiques d'une part et arriver à améliorer l'environnement des affaires et atteindre des taux de croissance nécessaires à un développement économique durable d'autre part. Dans ce chapitre, ont été traitées les données issues de l'activité du Centre Fiscal de Louga. Notamment la répartition des entreprises suivant le type de contribuable qui a laissé apparaitre une prédominance des entreprises individuelles (64,8%) et suivant le secteur de commerce est le plus représenté (66,48%).Pour l'essentiel, les entreprises sont localisées dans la commune de Louga (55,5%).

CHAPITRE 9: LA PECHE

Introduction

Les secteurs clés de l'économie sénégalaise sont entre autre l'agriculture, l'Elevage, l'extraction minière mais aussi la pêche. Ce dernier a un poids important dans le PIB sénégalais. La région de Louga n'est pas en reste. Le secteur de la pêche y est très développé avec deux grands Quais de débarquement à savoir Potou et Lompoul. La pêche maritime (frange ouest de la région avec 50 km de côte) et la pêche continentale (dans le Lac de Guiers autour de Keur Momar Sarr) sont pratiquées dans la région. Dans ce chapitre, nous tenterons de faire une description de la situation de la pêche en mettant l'accent sur l'évolution du volume des mises à terre et la transformation des produits halieutiques dans la région de Louga.

9.1 RESULTATS GENERAUX DES PECHES

9.1.1 L'armement

Le tableau 9.1 donne la répartition de l'armement en 2012 et 2013.Le nombre de pirogues a augmenté de 9,5% entre 2012 et 2013 dans la région de Louga soit un accroissement positif du nombre de pirogues locales (10,9%) et des saisonnières (5,8%).

Au total, 404 pirogues sont engagées dans la pêche dont plus de la moitié (52%) pour le volet maritime contre 48% pour la pêche continentale.

Les pirogues locales sont pour l'essentiel engagées dans la pêche continentale (57%) alors que la plus grande proportion de pirogues saisonnières (77%) exerce dans le domaine maritime.

Tableau 9. 1: Répartition de l'armement en 2012 et 2013

Armement	PECHE MARITIME	PECHE CONTINENTALE	TOTAL GENERAL 2013	TOTAL 2012	Evolution (%)
Pirogues locales	127	168	295	266	10,9
Pirogues saisonnières	84	25	109	103	5,8
TOTAL	211	193	404	369	9,5

Source : Service Régional de la pêche de Louga

9.1.2- Débarquements de la pêche et valeur commerciale

Le poids des débarquements est de **3 650 190** Kg en 2013 contre **3 054 310** Kg en 2012 soit accroissement global positif de 19,5%.L'essentiel du tonnage (73%) est fourni par la pêche maritime soit 2 651 665 kg en valeur absolue. La contribution de la pêche continentale est évaluée à 17%(998 525 kg).

La part réservée à la consommation locale a augmenté de 45,3% (256229 Kg en 2012 contre 372295 kg en 2013).

Pour le mareyage, le tonnage utilisé en 2013 est de **2 238 525** Kg contre **1 963 975** Kg en 2012 soit une augmentation de 14%.

Les produits transformés ont connu une évolution de 33,3% passant de **779 546** Kg en 2012 à **1 039 370** Kg en 2013.

La valeur commerciale des débarquements est estimée à **2 084 717 300** F CFA en 2013 contre **1 735 378 875** F CFA en 2012 soit une évolution de 20% .La plus forte proportion de la valeur commerciale(65%) concerne la pêche maritime contre 35% à la pêche continentale.

Tableau 9. 2: Répartition des mises à terre en 2012 et 2013

Armement	PECHE MARITIME	PECHE CONTINENTALE	TOTAL GENERAL 2013	TOTAL 2012	Evolution (%)
Pirogues locales	127	168	295	266	10,9
Pirogues saisonnières	84	25	109	103	5,8
TOTAL	211	193	404	369	9,5

Source : Service Régional de la pêche de Louga

9.2. RESULTATS MENSUELS ET PAR ESPECE

L'étude de la mise à terre mensuelle de la pêche dans la région de Louga est d'autant plus importante qu'elle permet de savoir la période où la pêche s'intensifie dans la région. Ainsi le tableau 9.3 donne les mises à terre mensuelles par localité.

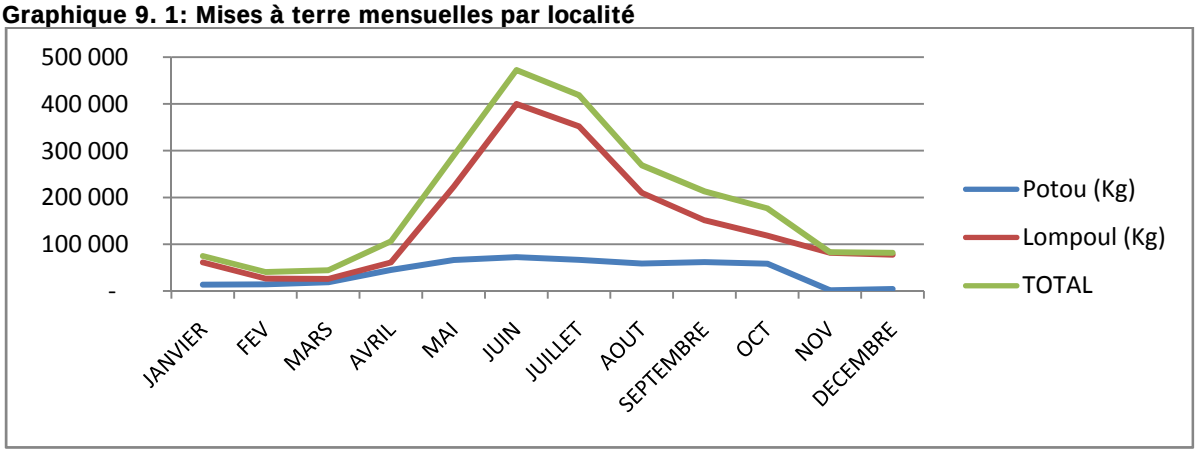
Il ressort de ces deux instruments d'analyse que l'évolution de la mise à terre durant l'année 2013 peut être modélisée par une équation parabolique dont la représentation est celle du graphique 9.1. En outre, le premier constat est que c'est au quai de Lompoul où l'on enregistre la production la plus importante de poisson (79%) durant l'année 2013contre 21% à Potou. Le pic des mises à terre est observé au mois de juin. C'est au mois de Juin que l'on enregistre le pic de la mise à terre dans la région de Louga avec une production de 472 300 Kg de poissons soit 20,8% des débarquements de l'année dont les 399500 Kg proviennent du quai de Lompoul(85%) contre 72 500 Kg pour le quai de Potou(15%). Les productions les plus faibles sont enregistrées au début et à la fin de l'année c'est-à-dire aux mois de janvier et décembre. Cette tendance parabolique montre que la production halieutique atteint son maximum durant la période de chaleur et son minimum durant la période de froid. Ceci peut être expliqué soit par la rareté des poissons la difficulté d'accéder à la mer durant cette période durant la période de froids.

Tableau 9. 3: Mises à terre mensuelles par localité

LOCALITE	JAN	FEV	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC	TOTAL
Potou (Kg)	13 465	14 185	18 500	45 000	66 400	72 500	66 750	58 750	61 750	58 500	1 500	4 100	**481 400**
Lompoul (Kg)	61 255	26 500	25 920	61 310	223 000	399 800	352 000	209 975	151 185	118 205	81 515	77 600	**1 788 265**
TOTAL	**74 720**	**40 685**	**44 420**	**106 310**	**289 400**	**472 300**	**418 750**	**268 725**	**212 935**	**176 705**	**83 015**	**81 700**	**2 269 665**

Source : Service Régional de la pêche de Louga

Graphique 9. 1: Mises à terre mensuelles par localité



Source : Service Régional de la pêche de Louga

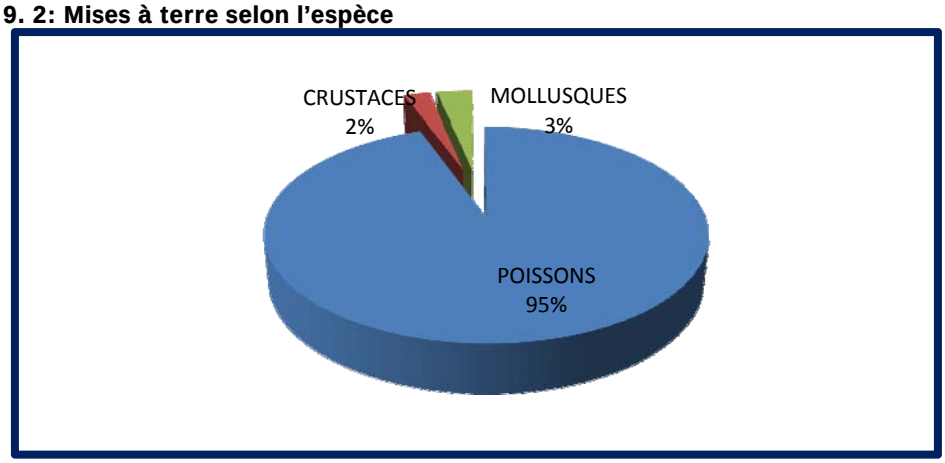
Les espèces les plus débarquées sont le poisson, les mollusques et les crustacés. Le poisson constitue l'essentiel du tonnage des débarquements en 2013 soit 94,5% contre 3,2% et 2,3% pour les mollusques et les crustacés respectivement. Par ailleurs 93% des recettes sont tirées de la commercialisation du poisson.

Tableau 9. 4: Mises à terre par groupe d'espèces

GROUPE	**TONNAGE (Kg)**	**%**	Recettes(FCFA)	**%**
POISSONS	**2 505 625**	**94,5**	**1 266 739 925**	93
CRUSTACES	**61 055**	**2,3**	**51 595 250**	4
MOLLUSQUES	**84 985**	**3,2**	**42 859 625**	3
TOTAL	**2 651 665**	**100**	1 361 194 800	100

Source : Service Régional de la pêche de Louga

Graphique 9. 2: Mises à terre selon l'espèce



Source : Service Régional de la pêche de Louga

9.3 LA TRANSFORMATION DES PRODUITS HALIEUTIQUES

Le tableau 9.5 met en évidence le tonnage sec, sa valeur commerciale, sa consommation ainsi que son transfert vers d'autres destination. Le tonnage des produits secs est évalué en 2013 à 346 457 kg soit un accroissement positif de 33,4% par rapport à l'année précédente. L'essentiel des produits secs provient de la pêche maritime (78,8%).

Les produits transformés sont destinés à la consommation et à la commercialisation. Dans la région de Louga les produits halieutiques transformés ont permis de générer des recettes de 201 931 300 F CFA en 2013 contre 158 252 250 F CFA en 2012 soit une variation relative positive de 27,6%.

La plus grande partie des produits halieutiques transformés n'est pas consommée localement mais plutôt transférée vers les autres régions (88,2%).

Tableau 9. 5: L'utilisation des produis halieutiques

Transformation	Pêche maritime	Pêche continentale	Total 2013	TOTAL 2012	Variation (%)
Tonnage Sec (Kg)	272 957	73 500	346 457	259 712	33,4
Valeur Commerciale. Estimée. (FCFA)	139 411 300	62 520 000	201 931 300	158 252 250	27,6
Consommation locale (Kg)	9 305	32 680	41 985	33 297	26,1
Expédition (Régions) (Kg)	263 455	42 150	305 605	226 315	35

Source : Service Régional de la pêche de Louga

Les produits halieutiques extraits de la mer au niveau de la région de Louga sont transformés en produits finis ou semi finis principalement le poisson séché (Guedj), le poisson fumé (Kétiakh), « Tambadiang », « Yet-Toupha », Sale Sèche, Aileron et Pagne.

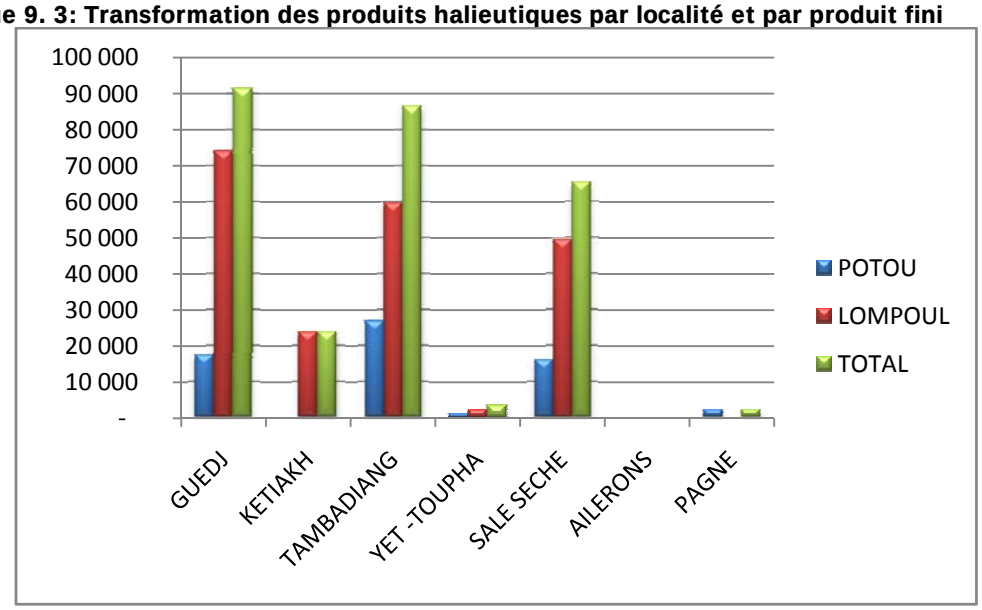
Le poisson fumé (33,5%) et le « Tambadiang » (31,7%) constituent l'essentiel des produits secs finis en 2013.

Tableau 9. 6:Transformation des produits halieutiques par localité et par produit fini

Produits finis	**Potou**	**Lompoul**	**Total**	**Total (%)**
GUEDJ	17 450	74 000	91 450	33,5
KETIAKH	-	23 787	23 787	8,7
TAMBADIANG	26 850	59 735	86 585	31,7
YET -TOUPHA	1 135	2 380	3 515	1,3
SALE SECHE	16 050	49 355	65 405	24
AILERONS	-	-	-	0
PAGNE	2 215	-	2 215	0,8
TOTAL (Kg)	**63 700**	**209 257**	**272 957**	**100**

Source : Service Régional de la pêche de Louga

Graphique 9. 3: Transformation des produits halieutiques par localité et par produit fini



Source : Service Régional de la pêche de Louga

Conclusion

Le secteur de la pêche occupe une place non négligeable dans l'économie de la région de Louga qui dispose d'une côte de plus de 50 km de long et compte plusieurs villages de pêcheurs le long du littoral et d'un lac dans le Keur Momar Sarr. La tendance des indicateurs (poids des débarquements, valeur commerciale) est positive en 2013.Le secteur contribue à la création d'emplois directs et indirects. Cependant, il est important de développer la pisciculture et d'étendre l'expérience de la zone de Keur Momar Sarr.

Il ressort de ce chapitre que la pêche dans la région de Louga est d'une importance capitale pour l'économie régionale.

CHAPITIRE 10 : AGRICULTURE

Introduction

La région de Louga se situe entre les isohyètes 200 et 500 mm avec une grande variabilité annuelle et mensuelle des pluies, enregistrées, avec une inégale répartition spatio-temporelle. L'hivernage y dure généralement 2 à 3 mois seulement avec un nombre de jours de pluies utiles dépassant rarement 30 jours.

Le climat de la région est essentiellement de type sahélien caractérisé par des alizés continentaux chauds et secs ou Harmattan.

L'agriculture est le secteur d'occupation de près de 80% de la population de la région de Louga. Cependant la régression de la qualité des sols, l'insuffisance du matériel agricole et les aléas climatiques constituent des limites objectives qui influent beaucoup sur les rendements d'une agriculture essentiellement pluviale (66%).

Le présent chapitre traite des superficies cultivées, des rendements et des productions de la région.

10.1 Les superficies cultivées

Globalement une superficie totale de 224726 Ha a été cultivée (toutes spéculations confondues) en 2013 soit une variation positive de 5,2% (11108 ha en valeur absolue) comparativement à la campagne 2012 (213618 Ha).La répartition des superficies cultivées en 2013 selon le département donne 39% à Kébémer contre 37% et 24% à Louga et Linguère respectivement. On peut noter en 2013 une baisse de 10% des superficies pour les céréales par rapport à la campagne précédente et une augmentation de 17,7% pour celles consacrées à la culture industrielle (+17286 ha) dans la même période.

D'une manière générale, les superficies mises en valeur en 2013 sont consacrées principalement à la culture industrielle soit 51%(pour l'arachide d'huilerie) et aux céréales (mil, sorgho et mais) 26% du total. Le reste des superficies (23%) est consacré aux autres cultures notamment le Niébé (21%).

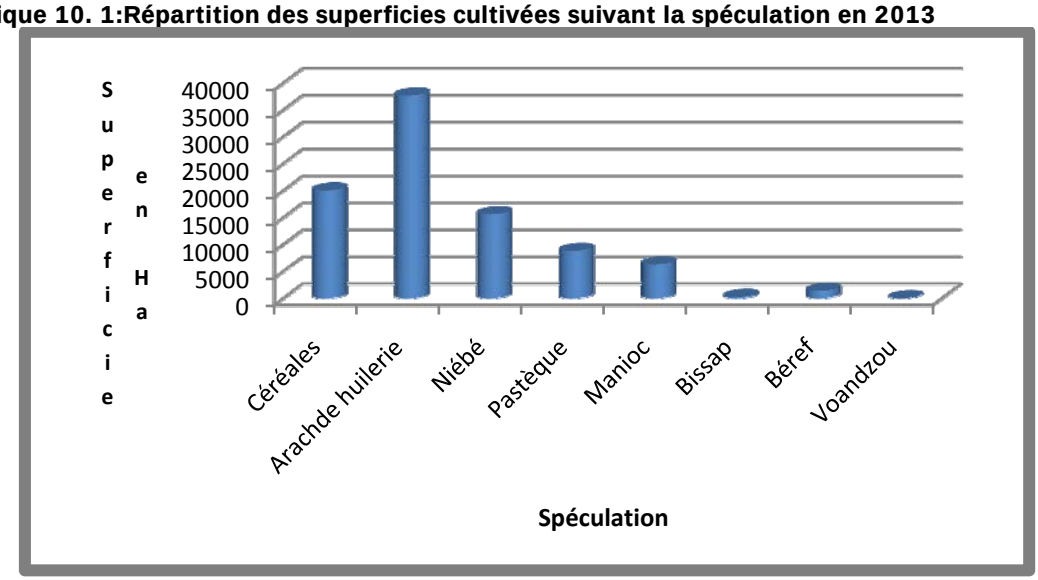
Les plus importantes proportions de superficies réservées aux céréales se rencontrent dans les départements de Kébémer (44%) et Linguère (39%).Le département de Louga semble être la zone de prédilection de la culture du Niébé avec plus de la moitié des superficies réservées à cette spéculation (50,5%).Le manioc est une « exclusivité » du département de Kébémer (1047 ha) tout comme le Béref pour le Linguère (1145 ha).

Tableau 10. 1: Répartition des superficies cultivées par spéculation suivant le département en 2013

	Kébémer	Linguère	Louga	Ensemble
Céréale	25511	22366	10012	**57889**
Arachide huilerie	43661	22143	49095	**114899**
niébé	16040	7213	23745	**46998**
pastèque	1020	843	0	**1863**
manioc	1047	0	0	**1047**
bissap	11	248	620	**879**
Béref		1145	0	**1145**
voandzou		6	0	**6**
Ensemble	**87290**	**53964**	**83472**	**224726**

Source : DRDR Louga

Graphique 10. 1:Répartition des superficies cultivées suivant la spéculation en 2013



Source : DRDR Louga

10.2 Les rendements

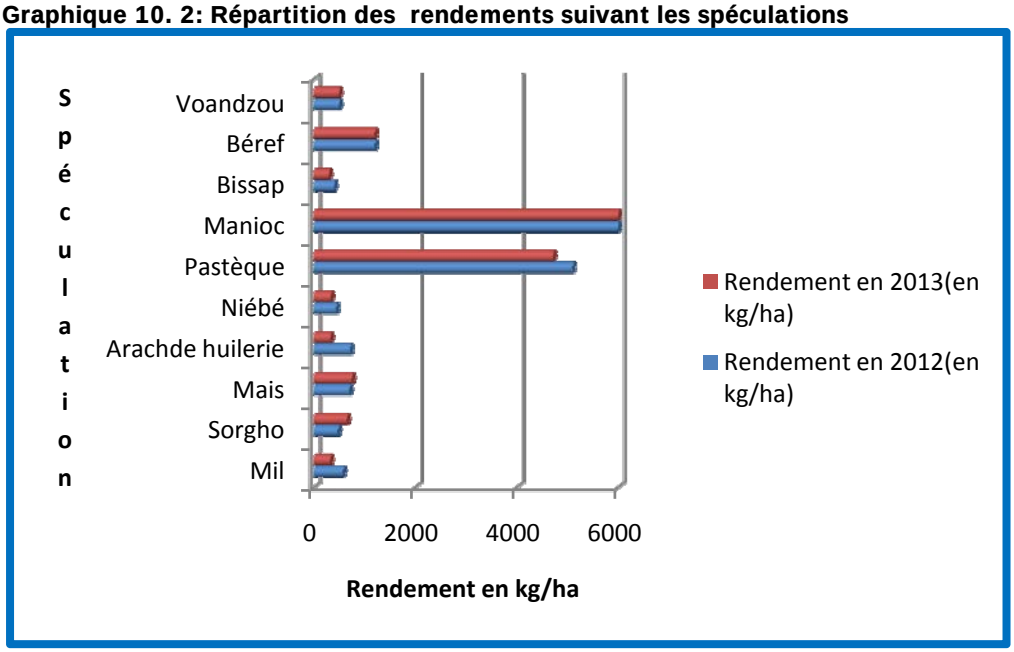
Des augmentations de rendements sont enregistrées en 2013 pour le maïs (7%) et le Sorgho (42%).Pour les spéculations comme l'arachide d'huilerie, le mil et le Niébé, les rendements ont beaucoup baissé en 2013 par rapport à la campagne précédente soit 54,4%, 43,8% et 24,5% respectivement.

Tableau 10. 2: Evolution des rendements par spéculation entre 2012 et 2013

	Rendement en 2012(en kg/ha)	Rendement en 2013(en kg/ha)
Mil	573	322
Sorgho	472	650
Mais	700	750
Arachide d'huilerie	720	328
Niébé	440	332
Pastèque	5098	4715
Manioc	6000	6000
Bissap	400	300
Béref	1200	1200
Voandzou	500	500

Source : DRDR Louga

Graphique 10. 2: Répartition des rendements suivant les spéculations



Source : DRDR Louga

10.3 Les Productions

D'une manière générale, la production céréalière de la région a baissé de 46% en termes relatifs passant de 37109 tonnes en 2012 à 20013 tonnes en 2013(soit une baisse de 17087 tonnes en valeur absolue).

Le département de Kébémer apparaît comme le plus gros producteur céréalier de la région couvrant 56,7% de la production de céréale en 2013 suivi de Linguère avec 40,5%.Le mil demeure la céréale la plus produite dans la région soit 88% de la production céréalière contre 11,2% pour le maïs. L'essentiel de la production de mil de la région vient des départements de Kébémer (64,1%) et de Linguère (32,8%) contre seulement 3,1% pour Louga.

La production de sorgho est marginale (0,8%) et provient exclusivement de Kébémer (61,5%) et Linguère (38,5%).

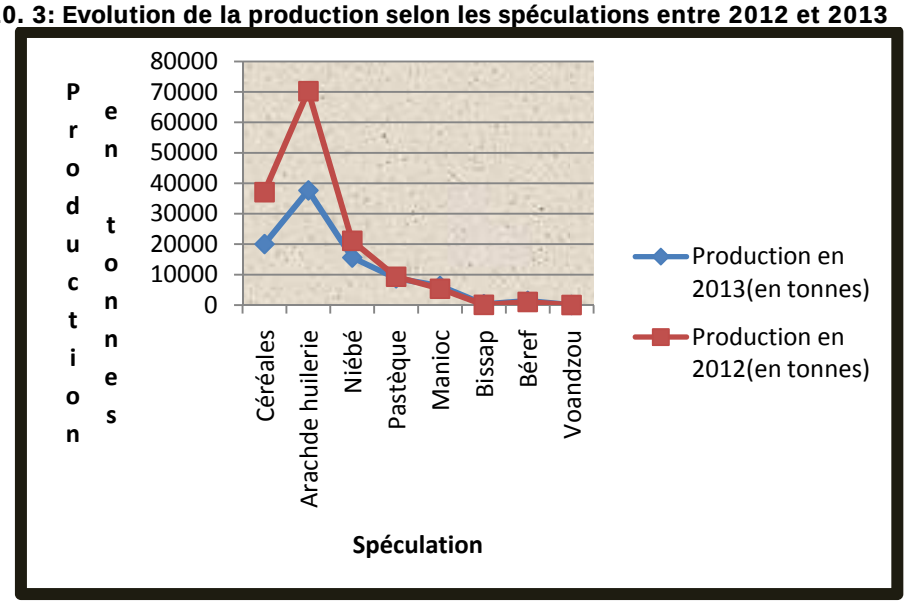
Pour les spéculations comme l'arachide d'huilerie, le Niébé et la Pastèque, la tendance de la production est également à la baisse avec des taux respectifs de 46,4%(-32634 tonnes) ; 26%(-5499 tonnes) et 5,5 %.L'arachide d'huilerie est produite pour une bonne partie dans le Kébémer(66,7%) et le Louga(25,4%).Le département de Louga assure plus de la moitié(59%) de la production de Niébé de la région suivi de Kébémer(29%) contre 12% pour Linguère.

Tableau 10. 3: Production par spéculation en 2012 et 2013

	Production en 2013(en tonnes)	Production en 2012(en tonnes)
Céréales	20014	37100
Arachide d'huilerie	37646	70280
Niébé	15596	21095
Pastèque	8784	9291
Manioc	6282	5355
Bissap	264	54
Béref	1374	1004
Voandzou	3	3

Source : DRDR Louga

Graphique 10. 3: Evolution de la production selon les spéculations entre 2012 et 2013



Source : DRDR Louga

Conclusion

L'agriculture demeure la principale activité productive de la région et occupe environ en moyenne 78% des ménages .Ce secteur est dominé par les cultures sous pluies par conséquent fortement dépendant des précipitations souvent déficitaires. L'agriculture de type extensif dominée par la culture arachidière et de mil telle que pratiquée dans la région va accroitre difficilement de manière substantielle les revenus des producteurs. Elle tarde à couvrir les besoins céréaliers de la région selon les normes de la FAO (185kg/personne/an).Cependant, le Plan Sénégal Emergent (PSE) constitue une opportunité à saisir pour renforcer la mécanisation, diversifier et intensifier les productions afin de placer l'agriculture de la région sur les rampes de l'émergence pour contribuer à l'accroissement du PIB et éradiquer sinon réduire substantiellement la pauvreté des populations.

CHAPITIRE 11 : ELEVAGE

Introduction

Louga demeure, par excellence, une région d'élevage. L'élevage constitue, avec l'agriculture, une composante essentielle sur laquelle on peut et doit s'appuyer pour le développement économique de la région. Cependant le système d'élevage de type pastoral gagnerait à tendre vers une intensification mais il est confronté à certaines contraintes socioculturelles qui semblent plomber sa modernisation. Même si on commence à noter des initiatives timides pour un élevage semi intensif, le système extensif marqué par la transhumance reste le mode dominant dans la région et souffre d'un manque d'infrastructures et d'équipements.

Dans ce chapitre, on traitera des effectifs du cheptel, de sa composition selon l'espèce et de sa répartition spatiale à travers les différents départements de la région.

11.1 Les effectifs globaux du cheptel régional

L'effectif total du cheptel régional, toutes espèces confondues, est évalué en 2013 à 2751761 têtes. Les petits ruminants sont globalement dominants dans le secteur au plan des effectifs avec une proportion de 83% dont 45% d'ovins et 38% de caprins. Les bovins constituent 17% seulement des effectifs globaux du cheptel.

La répartition du cheptel suivant le département montre une dominance de Linguère qui apparaît comme la plus importante zone d'élevage de la région au plan numérique. Ce département concentre à lui seul 45% du cheptel régional contre 30% et 25% à Louga et Kébémer.

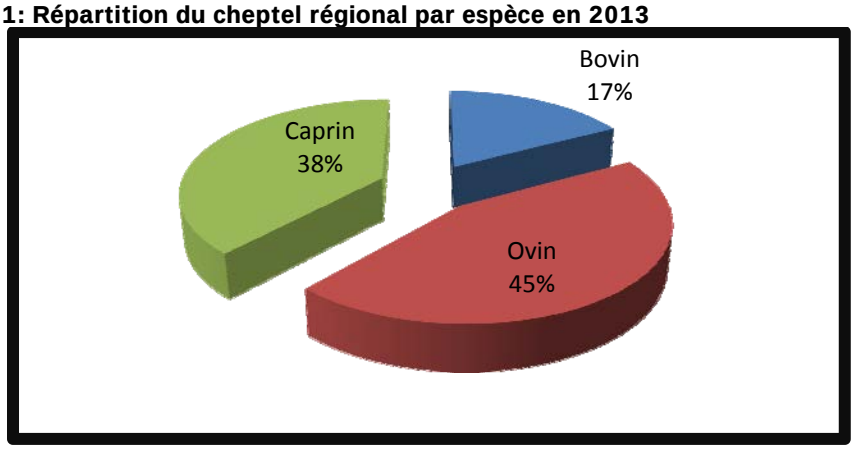
Le département de Linguère concentre 50% des bovins de la région et 87% des petits ruminants (42% et 45% respectivement pour les ovins et les caprins).

Tableau 11. 1: Répartition du cheptel par espèce selon le département en 2013

Département	Bovin	Ovin	Caprin	Ensemble
Kébémer	52160	335060	305000	692220
Linguère	235474	520291	472613	1228378
Louga	185755	370995	274413	831163
Région	**473389**	**1226346**	**1052026**	**2751761**

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV) Louga

Graphique 11. 1: Répartition du cheptel régional par espèce en 2013



Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV) Louga

11.2 Les effectifs du cheptel dans les communes

A côté de l'élevage pastoral extensif, se développe un type semi intensif dans les zones urbaines et péri urbaines de la région. Ce type d'élevage ne concerne que 1,9% du cheptel régional soit 3,7% des petits ruminants (2,2% des ovins et 1,5% des caprins) et 1,8% des bovins. L'élevage en milieu urbain est plus développé numériquement dans le département de Louga qui concentre plus de la moitié des effectifs du cheptel « urbain » de la région soit 55,8%.Près du quart des effectifs (24,7% du cheptel) est localisé dans le département de Linguère contre 19,5% dans le Kébémer.

La commune de Kébémer abrite 68% de l'effectif du cheptel « urbain » du département contre 31,5% à Guéoul.

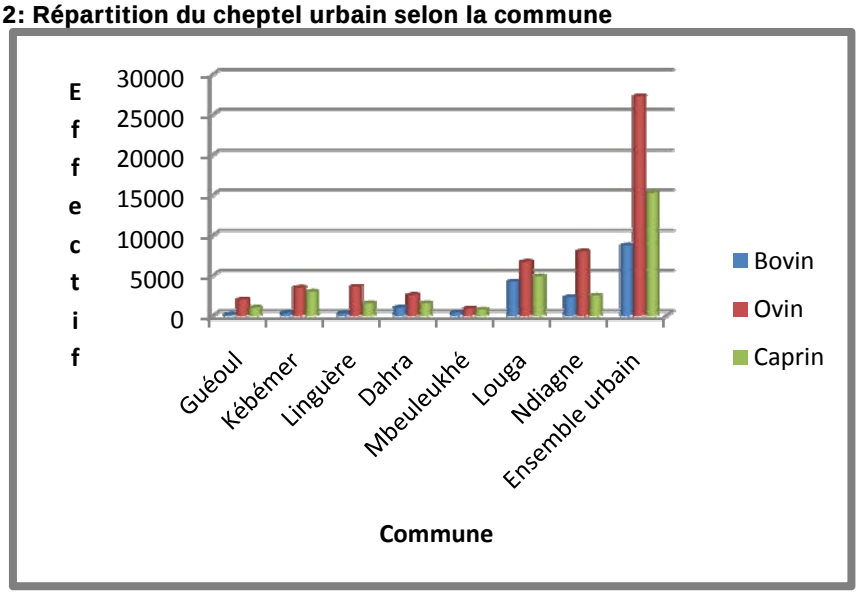
Les communes de Dahra et Linguère concentrent les plus fortes proportions du cheptel « urbain » du département de Linguère soit respectivement 41% et 43%.Dans le département de Louga, les effectifs sont répartis entre les communes de Ndiagne (45%) et Louga (55%).

Tableau 11. 2: Répartition du cheptel urbain par espèce en 2013

Département	Commune	Bovin	Ovin	Caprin	Ensemble
Kébémer	Guéoul	150	2000	1000	3150
	Kébémer	350	3500	3000	6850
	Total1	**500**	**5500**	**4000**	**10000**
Linguère	Linguère	300	3606	1560	5466
	Dahra	1015	2575	1559	5149
	Mbeuleukhé	394	886	764	2044
	Total2	**1709**	**7067**	**3883**	**12659**
Louga	Louga	4230	6700	4900	15830
	Ndiagne	2300	8000	2500	12800
	Total3	**6530**	**14700**	**7400**	**28630**
	Ensemble urbain	**8739**	**27267**	**15283**	**51289**

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV) Louga

Graphique 11. 2: Répartition du cheptel urbain selon la commune



Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV) Louga

11.3 Répartition du cheptel rural

L'effectif du cheptel rural est évalué à 2703472 têtes en 2013 soit 98% de l'ensemble régional. Il faut noter l'importance numérique des arrondissements de Barkédji et Sagatta Djoloff qui concentrent à eux deux plus du tiers du cheptel rural avec 26,7% (respectivement 15,5% et 11,2% pour Barkédji et Sagatta Djoloff). Keur Momar Sarr dans le Louga vient en troisième position en termes d'effectif (10,5%).

L'arrondissement de Darou Mousty avec 11,4% du cheptel rural apparaît comme une importante zone d'élevage à l'image de Barkédji, Sagatta Djoloff dans le Linguère et Keur Momar Sarr dans le département de Louga.

Tableau 11. 3: Répartition du cheptel suivant l'arrondissement et par espèce en 2013

Département	Arrondissement	Bovin	Ovin	Caprin	Ensemble
Kébémer	Sagatta	11530	76140	69160	156830
	Ndande	12300	108170	97020	217490
	Darou Mousty	27830	145250	134820	307900
	Total 1	**51660**	**329560**	**301000**	**682220**
Linguère	Barkédji	64571	206810	147808	419189
	Dodji	43258	94388	121806	259452
	SagattaDjoloff	75386	113149	114075	302610
	Yang Yang	50550	98877	85041	234468
	Total 2	**233765**	**513224**	**468730**	**1215719**
Louga	KeurMomarSarr	69940	128460	84793	283193
	Koki	41830	93000	52720	187550
	Sakal	34735	67185	65250	167170
	Mbédiène	35720	67650	64250	167620
	Total 3	**182225**	**356295**	**267013**	**805533**
	Total Rural	**467650**	**1199079**	**1036743**	**2703472**

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV) Louga

Conclusion

La région de Louga est une zone à fortes potentialités dans le domaine de l'élevage. Cependant, les difficultés dans la transformation et la conservation des produits notamment laitiers constituent des entraves au décollage du secteur. Des réformes en profondeurs s'imposent, en accélérant surtout la mise en œuvre de la politique d'insémination artificielle, la stabulation et l'intensification de la production.

CHAPITIRE 12 : SANTE

Introduction

La Politique de santé du Sénégal s'inspirée fortement par les principes dégagés par la conférence d'Alma Ata en Septembre 1978 en mettant en place un système de santé adapté. L'Etat du Sénégal s'est engagé pour un système de santé performant et fondé sur l'équité tant pour l'offre que pour l'accès car pour beaucoup de communautés, la situation sanitaire est jugée préoccupante en raison de l'état de pauvreté chez les populations.

En effet, la qualité de la production d'un pays c'est-à-dire la force de travail est fortement corrélée à l'état global de santé de la population Ainsi l'Etat du Sénégal consacre t-il une part importante de son budget à la santé notamment avec le projet de Couverture Maladie Universelle (CMU).

A défaut de données plus récentes fournies par les structures sanitaires de la région (rétention d'informations) pour analyser les différents indicateurs comme la morbidité, le taux moyen d'occupation des lits, la durée moyenne d'occupation…, nous avons utilisé dans ce chapitre les informations fournies par l'EDS V notamment la planification familiale, la santé de l amère et de l'enfant, la mortalité des enfants de moins de cinq ans et quelques maladies chroniques.

12.1 La planification familiale

12.1.1 Connaissance des méthodes contraceptives

Les pourcentages de femmes et d'hommes actuellement en union et qui connaissent au moins une méthode de contraception sont respectivement de 89,1% et 92,3% (92,7% et 96,3% respectivement au niveau national).

Au moins 88,6% des femmes et 82,8% des hommes connaissent une méthode moderne de contraception.

Tableau 12. 1: Connaissance des méthodes contraceptives

			Louga	Sénégal
Pourcentage de femmes et d'hommes actuellement en union qui connaissent au moins une méthode de contraception et pourcentage de ceux qui connaissent au moins une méthode moderne.	Femmes	Connaît une méthode	89,1%	92,7%
		Connaît méthode moderne	88,6%	92,5%
	Hommes	Connaît une méthode	92,3%	96,3%
		Connaît méthode moderne	82,8%	96,1%

Source : ANSD, EDS V

12.1.2 La prévalence contraceptive

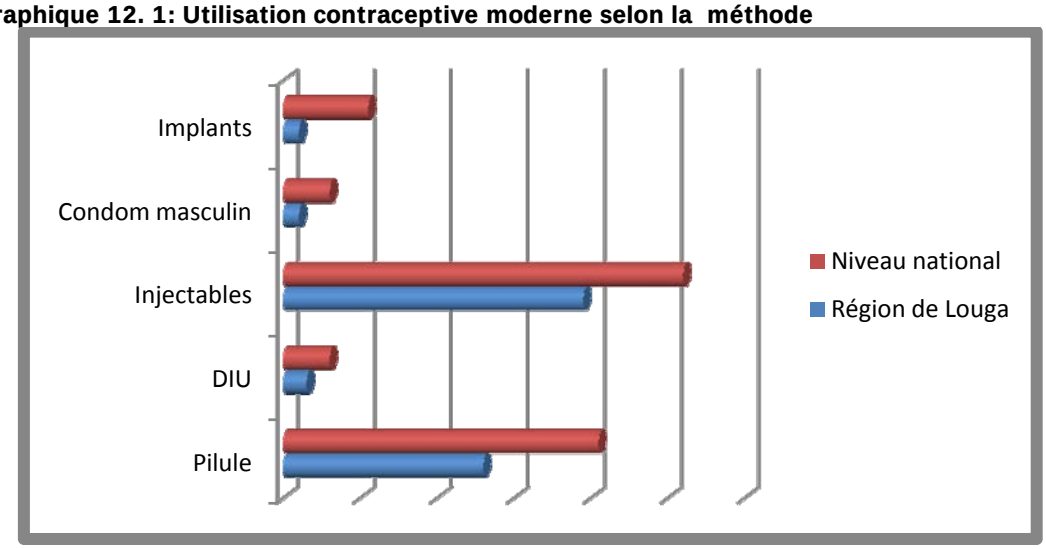
Le taux de prévalence contraceptive des femmes en union est de 7,8% dans la région de Louga contre 13,1% pour la moyenne nationale. La méthode contraceptive moderne est la plus utilisée 7,4% contre 0,4%(méthode traditionnelle).La plus grande proportion des femmes utilisent les injectables (3,9%) contre 2,6% pour la pilule. Les femmes en union qui utilisent actuellement les services de planification familiale le font pour un espacement (5,8%) ou pour une limitation de naissances (2%).Le pourcentage de demande potentielle totale de services de PF pour les femmes en union est évalué à 35,8% dans la région contre 42,8% au niveau national. Le niveau de satisfaction de la demande est de 21,9% (31,2% pour la moyenne nationale).

Tableau 12. 2: Utilisation actuelle de la contraception

			Louga	Sénégal
Répartition (en%) actuelle des femmes en union par méthode contraceptive actuellement utilisée.		N'importe quelle méthode	7,8%	13,1%
		N'importe quelle méthode moderne	7,4%	12,1%
	Méthode moderne	Pilule	2,6%	4,1%
		DIU	0,3%	0,6%
		Injectables	3,9%	5,2%
		Condom masculin	0,2%	0,6%
		Implants	0,2%	1,1%
	N'importe quelle méthode traditionnelle		0,4%	1,0%
	Méthode traditionnelle	rythme	0,1%	0,3%
		Retrait	0,2%	0,2%
		autres	0,1%	0,5%
		Non utilisatrice	92,2%	86,9%

Source : ANSD, EDS V

Graphique 12. 1: Utilisation contraceptive moderne selon la méthode



Source : ANSD, EDS V

12.1 Santé de la mère et de l'enfant

12.2.1 Les soins prénatals

Selon les résultats de l'EDS V, 4,4% seulement des femmes qui ont eu une naissance vivante au cours des cinq années ayant précédé l'enquête ont été consultées durant la grossesse pour la naissance la plus récente par un médecin (5,4% pour la moyenne nationale).Les 89,6% d'entre elles ont été vues par une sage femme, une infirmière ou un auxiliaire alors que 6% ont fait confiance aux accoucheuses traditionnelles et autres

Parmi les femmes ayant reçu des soins prénatals, 40,3% d'entre elles ont été informées des signes de complication de grossesse (45,3% au niveau national).

12.2.2 Accouchements

Dans la région de Louga 88,9% des naissances survenues au cours des cinq années ayant précédé l'enquête ont eu lieu dans des structures sanitaires (86,6% dans le public contre 2,3% pour le privé).Les accouchements ont été assistés par des médecins (3,5%), des infirmières/sages femmes/auxiliaires (59,7%) ou par des accoucheuses traditionnelles (21%).

La proportion d'accouchements par césarienne est de 3,3% contre 5,9% au niveau national.

12.2.3 Examens postnatals

Pour 67,2% des femmes qui ont eu une naissance vivante au cours des cinq années ayant précédé l'enquête et qui s'est déroulée en dehors d'un établissement sanitaire, les soins postnatals ont été effectués entre 0 et2 jours après l'accouchement pour la naissance la plus récente (contre 4,1% entre 7 et 40 jours après l'accouchement). Il fau noter que 26,2% de ces femmes n'ont eu aucune visite postnatale.

12.2.4 Vaccination des enfants

Plus de 3 enfants de 12 – 23 mois sur cinq (63,4%) ont reçu tous les vaccins (BCG, rougeole, les trois doses de DTCoq et les 3 doses de polio, non compris la dose de polio donné à la naissance) contre 62,8% au niveau national. Le taux de vaccination contre le BCG est évalué à 92,6%(94,7% au niveau national).Dans la région de Louga, 5,8% des enfants de 12 à 23 mois n'ont reçu aucun vaccin contre 3,1% au niveau national.

12.3 Allaitement et état nutritionnel des enfants

Plus de 97% des enfants nés au cours des cinq dernières années ayant précédé l'enquête ont été allaités. Pour 57,8% d'entre eux, l'allaitement a débuté dans l'heure suivant la naissance et vingt quatre heures après pour 90,8%.Avant le début de l'allaitement 61,9% des enfants ont été alimentés.

Selon les résultats de l'EDS V, 26,8% des enfants de moins de cinq ans souffrent de retard de croissance contre 26,5% au niveau national. Le retard de croissance sévère concerne 9,9% de ces enfants dans la région (10,6% au niveau national).

Le taux de prévalence de l'émaciation est évalué à 17,3% et 3,9% des enfants de moins de cinq ans souffrent d'émaciation sévère (respectivement 10,1% et 2,3% au niveau national).

Dans la région de Louga, 23,3% (moyenne17,7%) des enfants souffrent d'insuffisance pondérale. La prévalence est de 8,3% pour l'insuffisance pondérale sévère contre 4,5% au niveau national.

12.4 Mortalité des enfants de moins de cinq ans

Le niveau de la mortalité infantile dans la région est de 57‰ (EDS V) contre 53‰ (EDS IV) soit une augmentation de 7,5%.

Pour les autres indicateurs comme les quotients de mortalité infanto juvénile et juvénile des baisses de niveau ont été enregistrées respectivement 4,7% et 1,7 %.

Le quotient de mortalité juvénile (4q1), probabilité de décéder entre le premier et le cinquième anniversaire est de 82 $^{0}/_{00}$;

Le quotient de mortalité infanto-juvénile ($5q_0$), probabilité de décéder entre la naissance et le cinquième anniversaire est évalué à $145^{0}/_{00.}$

Malgré les baisses entre les EDS IV(2005) et EDS V (2010-2011), les niveaux de la mortalité juvénile et de la mortalité infanto juvénile sont restés globalement élevés.

12.5 LE VIH/SIDA

Dans la région de Louga, le niveau de connaissance du VIH Sida (personnes ayant entendu parler du Sida et savent qu'il y a un moyen de l'éviter) est élevé tant pour les femmes (92,8%) que pour les hommes (93,1%).

Cependant, plus d'une femme sur quatre (27,1%) et moins d'un homme sur cinq (18,9%) ont une connaissance complète du Sida c'est-à-dire rejettent des idées locales erronées à propos de la transmission ou de la prévention du sida, et savent qu'une personne paraissant en bonne santé peut avoir le virus du sida

Les proportions de femmes et d'hommes qui ont effectué un test du VIH sont de 20,7% et 12,5% respectivement (29,6% et 19,2% respectivement au niveau national).

Le taux global de prévalence dans la région est de 0,1%, en dessous de la moyenne nationale (0,7%).Chez les femmes, la prévalence est de 0,2% à Louga et 0,8% au niveau national.

12.6 Les maladies chroniques

Au cours de l'EDS V, les trois questions suivantes ont été posées aux femmes et aux hommes de 15-49 ans:

i) Souffrez-vous d'une quelconque des maladies suivantes (diabète, hypertension artérielle/avc, insuffisance rénale, cancer, paralysie, asthme/bronchite chronique) ? ;

ii) Un diagnostic de cette maladie a-t-il été fait par un personnel médical ?

iii) A quel(s) type(s) de traitement avez-vous eu recours pour cette (ces) maladie(s) ?

Les mauvaises habitudes alimentaires et le sédentarisme des populations se traduisent le plus souvent par l'apparition et/ou l'accroissement de maladies chroniques notamment chez les personnes d'un certain âge.

Dans la région de Louga, 19,3% des femmes (18,6% au niveau national) et 7,2% des hommes (8,7% au niveau national) ont déclaré souffrir d'une maladie chronique au moment de l'enquête.

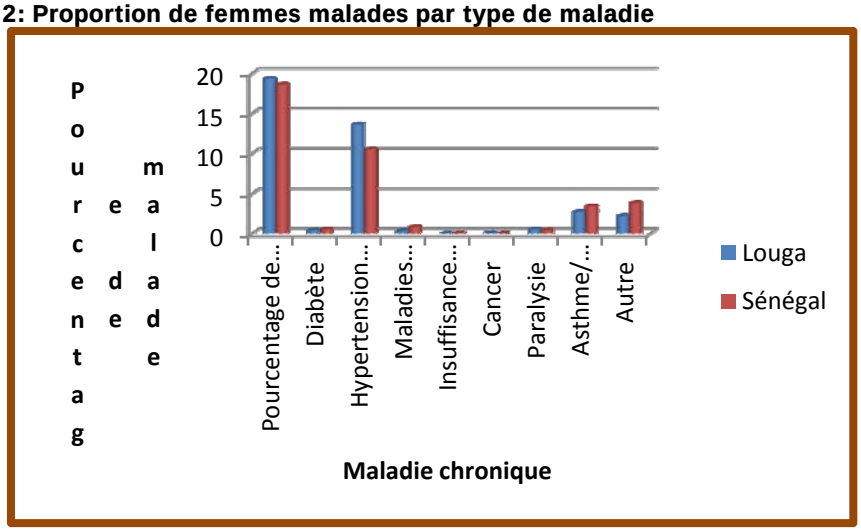
Pour les femmes, l'hypertension artérielle et les affections respiratoires (Asthme et bronchite chronique) sont les maladies les plus fréquentes respectivement13,6% et 2,7%.Les hommes souffrent plus d'Asthme et bronchite chronique(2,4%), d'insuffisance rénale(0,6%) et de paralysie(0,6%).

Tableau 12. 3: Pourcentage de femmes atteintes d'une maladie chronique par type de maladie

		Type de maladie[1]							
	Pourcentage de malades	Diabète	Hypertension artérielle	Maladies cardiaques	Insuffisance rénale	Cancer	Paralysie	Asthme/ Bronchite chronique	Autre
Louga	19,3	0,4	13,6	0,3	0	0,1	0,5	2,7	2,2
Sénégal	18,6	0,5	10,5	0,8	0	0	0,4	3,4	3,8

Source : ANSD, EDS-MICS, Sénégal 2010-11

Graphique 12. 2: Proportion de femmes malades par type de maladie



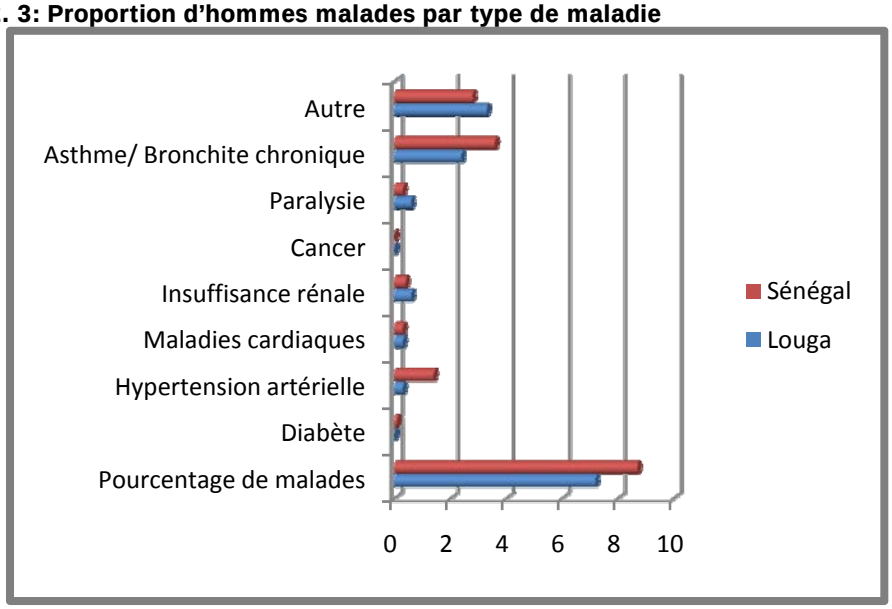
Source : ANSD, EDS-MICS, Sénégal 2010-11

Tableau 12. 4: Pourcentage d'hommes atteints d'une maladie chronique par type de maladie

		Type de maladie[1]								
	Pourcentage de malades	Diabète	Hypertension artérielle	Maladies cardiaques	Insuffisance rénale	Cancer	Paralysie	Asthme/ Bronchite chronique	Autre	Effectif d'hommes
Louga	7,2	0	0,3	0,3	0,6	0	0,6	2,4	3,3	262
Sénégal	8,7	0,1	1,4	0,3	0,4	0	0,3	3,6	2,8	4 417

Source : ANSD, EDS-MICS, Sénégal 2010-11

Graphique 12. 3: Proportion d'hommes malades par type de maladie



Source : ANSD, EDS-MICS, Sénégal 2010-11

Conclusion

Certes, l'Etat du Sénégal, soutenu par divers partenaires et les collectivités locales, a déployé des moyens importants pour le secteur de la santé dans la région de Louga, mais aussi bien pour l'accès et pour la qualité des soins des efforts sont encore à faire pour une mise en œuvre correcte des programmes avec des résultats probants.

Le taux de prévalence contraceptive des femmes en union toujours très bas (7,8%) est en deçà de la moyenne (13,1%). Pour les consultations prénatales, Louga présente un taux acceptable de 89,6% contre 87,9%(moyenne nationale) mais, il faut tendre vers le suivi de toutes les femmes enceintes. Le pourcentage d'accouchements dans les structures sanitaires s'élève à 88,9% et 83,2% sont assistés par un personnel adéquat (médecin, infirmier et sage-femme).

Le taux de couverture vaccinale des enfants est évalué à 63,4%(enfants complètement vaccinés) malgré les efforts et les moyens fournis dans les campagnes de vaccination. La prévalence du VIH Sida demeure l'un des plus faibles du pays soit 0,1% contre 0,7% pour le niveau national.

Le suivi de la situation épidémiologique pose vraiment problème au niveau de la région du fait du fait des rétentions d'informations décrétées par les syndicats de la santé et qui perdurent à Louga même si ailleurs le mot d'ordre a été levé depuis assez longtemps.

CHAPITIRE 13 : LE COMMERCE

Introduction

Le Sénégal est un pays où le secteur du commerce emploie beaucoup de mains d'œuvre et la région de Louga n'est pas en reste. Dans cette région les activités principales des populations sont l'immigration, le taxi moto mais aussi le commerce. Dans ce chapitre, nous essayons de faire la situation du commerce dans ladite région notamment les marchés et la pratique en tant que telle.

13.1 La Situation des marchés

Dans la région de Louga, on décompte un nombre de 38 marchés répartis de façon inégale dans les trois départements. Il s'agit de 15 marchés dans le département de Linguère, 11 et 12 dans respectivement les départements de Kébémer et Louga. Parmi ces marchés il y'a 27 hebdomadaires et seulement 11 permanents dans la région. Bien qu'ayant le plus de marchés dans la région, le département de Linguère ne possède pratiquement que des marchés hebdomadaires. En effet, sur un total de 15 marchés dans ce département on décompte seulement deux permanents là où on en décompte 5 sur 11 et 4 sur 12 dans respectivement les départements de Kébémer et Louga.

Tableau 13. 1: Situation des marchés dans la région de Louga

Type de marchés	Kébémer	Linguère	Louga	Total 2012	Total 2013
Marché permanent	5	2	4	11	11
Marché hebdomadaire	6	13	8	27	27
Ensemble	11	15	12	38	38

Source : Service Régional du Commerce de Louga.

Dans ces marchés et au bord des routes se trouvent des secteurs d'activités spécialisés dans des Boutiques de détail, des Grossistes et demi grossistes, des Boulangeries, des Pharmacies et Stations de services. L'ensemble des unités de ces secteurs se décomptent au nombre de 807 en 2013 contre 801 en 2012 soit une augmentation de 6 unités. Cette augmentation est imputable aux boulangeries et aux boutiques de détail qui ont connu une augmentation dans les départements de Kébémer et Louga.

Le nombre de pharmacies reste inchangé entre 2012 et 2013 dans les trois départements et par conséquent dans la région. Quant aux Grossistes et demi grossistes, une baisse de 3 unités est notée et celle-ci est imputable au département de Kébémer. Il faut noter pour terminer qu'une station de services supplémentaire est enregistrée dans le département de Louga ce qui constitue la seule station de service qui s'y ajoute dans la région.

Tableau 13. 2: situation des secteurs d'activités commerciales

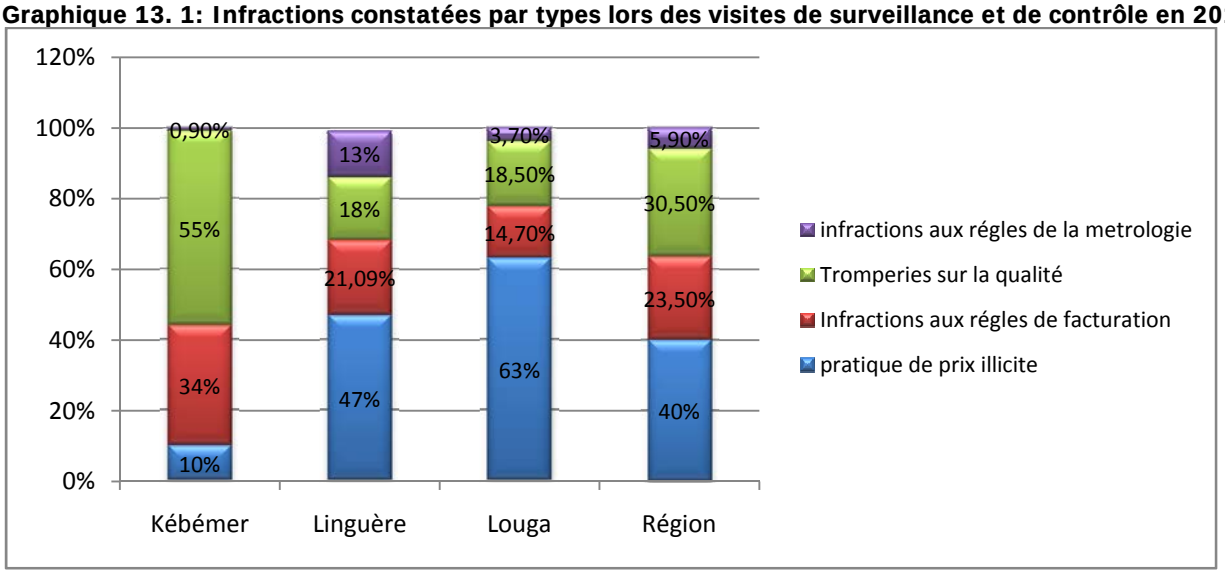
Secteurs d'activités	Kébémer		Linguère		Louga		Total	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Boutiques de détail	250	260	145	137	263	268	663	665
Grossistes et demi grossistes	27	23	7	8	18	18	52	49
boulangeries	10	12	6	6	22	26	38	44
Pharmacies	6	6	6	6	19	19	31	31
Stations de services	4	4	4	4	9	10	17	18
Total	297	168	168	161	331	341	801	807

Source : Service Régional du Commerce de Louga.

13.2 Résultats des visites de surveillances en 2013

La visite des contrôleurs de commerce dans les structures ont permis de déceler quelques infractions d'ordre divers. On peut citer entre autre les infractions liées aux règles de la métrologie, de la tromperie sur la qualité, de la facturation et de la pratique de prix illicite. Ainsi le graphique suivant permet de mesurer la fréquence de chaque infraction dans les trois départements. L'analyse de ce graphique montre que la pratique de prix illicite est la plus fréquente dans la région de Louga représentant 40% des infractions suivie de la tromperie sur la qualité avec 30,5%. Il y'a aussi une présence fulgurante des infractions dues aux règles de facturation avec 23,5%. Cette tendance régionale est imputable à celle du département de Louga avec l'importance des infractions dans l'ordre cité au niveau régional. Quant au département de Kébémer, la tromperie sur la qualité qui est plus fréquente représentant 55% des infractions constatées suivi des infractions liées aux règles de facturations. La tendance inverse est notée dans le département de Linguère.

Graphique 13. 1: Infractions constatées par types lors des visites de surveillance et de contrôle en 2013



Source : Service Régional du Commerce de Louga.

Les infractions constatées lors des visites sont sanctionnées par des amendes financière et /ou des saisies des produits. Le tableau suivant donne les résultats financiers lors des visites de contrôle. Ces contrôles ont permis de dresser 483 PV au courant de l'année 2013 correspondant à une somme de 9 697 000 F CFA. C'est au courant des 2eme et 3eme trimestre que l'on constate le plus d'infraction dans la région avec respectivement 127 et 145 PV correspondant respectivement à des sommes de 2 250 000 F CFA et 2 090 000 FCFA. Les infractions au 1re et au 4eme trimestre sont pratiquement égales avec 105 et 106 PV respectivement et des recettes respectives de 1 785 000 F CFA et 1 837 000 F CFA.

Ce sont les départements de Louga et de Kébémer qui enregistrent le plus d'infraction en 2013 avec respectivement 271 et 138 PV pour des recettes respectives de 4 270 000 F CFA et 3 955 000 F CFA alors que 74 PV ont été enregistrés dans le département de Linguère pour une recette globale de 1 472 000 F CFA.

Tableau 13. 3: Résultats financiers

	Louga		**Kébémer**		**Linguère**		**Total région**	
PERIODES	PV	Recettes	PV	Recettes	PV	Recettes	PV	Recettes
1re Trimestre	59	1060000	37	575000	9	150000	105	1785000
2me Trimestre	61	1060000	38	610000	28	580000	127	2250000
3eme Trimestre	86	1155000	30	550000	29	450000	145	2090000
4eme Trimestre	65	995000	33	2220000	8	292000	106	1837000
Total	271	4270000	138	3955000	74	1472000	483	9697000

Source : Service Régional du Commerce de Louga.

Les visites de surveillance dans les marchés ont permis de saisir des produits divers dont le motif de retrait est d'ordre divers. Il s'agit entre autres de la pratique de prix illicite, de la péremption, de l'origine frauduleuse et de la contre façon. Les produits de contre façon saisis sont essentiellement des produits pharmaceutiques. Il s'agit de 04 paquets et 39 boites de médicaments, 27 boites de pâte dentifrice et de 26 paquets de savon. En outre, des batteries d'une quantité de 184 paquets ont été saisies durant l'année 2013. Les produits saisis pour motif de péremption sont essentiellement des produits alimentaires. Il s'agit entre autre de la boisson de la mayonnaise, des bouillons, des biscuits etc… Les denrées de première nécessité saisies les sont pour cause de pratique de prix illicite alors que 05 pots de tomates concentrées et 100 boites d'allumettes ont été saisis pour cause d'origine frauduleuse.

Tableau 13. 4: Résultats non financiers : Produits saisis.

DESIGNATION	QUANTITE	MOTIF DE RETRAIT
SUCRE	05,039 tonnes	PRATIQUE DE PRIX ILLICITE
RIZ	715 kg	
Lait en poudre	03 cartons de 100	
Gaz butane de 6kg	125 bouteilles	
Boisson en cannettes	169 cannettes	Péremption
Boisson en pots	81 pots	
Boisson en bouteilles	113 bouteilles	
Mayonnaise	14 pots	
Lait " bridel"	88 bouteilles	
Poudre	334 sachets	
Biscuits	82 cartons	
Bouillons	31 tablettes	
Concentré de tomate	05 pots	Origine frauduleuse
Allumettes	100 boites	
Batteries	184 paquets	Contrefaçon
Médicaments	04 paquets et 39 boites	
Dentifrice Colgate	27 boites	
Savon	26 paquets	

Source : Service Régional du Commerce de Louga

Un test de conformité est nécessaire avant la saisie de tout produit. Le tableau suivant contient les résultats des tests rapides effectués lors des contrôles de qualité du sel commercialisé dans la région de Louga pendant les trois derniers trimestres de l'année 2013. L'analyse de ce tableau montre qu'au courant des trois derniers trimestres de l'année 2013 un nombre de 244 tests rapides on été effectués dont 67 non conformes aux règles de commercialisation du sel contre 177 conformes. Ceci a occasionné la saisie de 26 sacs de sel durant les trois derniers semestres de l'année.

Les résultats du contrôle révèlent aussi que le plus grand nombre de test a été effectué au courant du quatrième trimestre alors qu'on a décelé le plus de problème de conformité au cours du troisième trimestre. En effet, pour un nombre de 106 tests dans le quatrième trimestre, il y a 24 non conformes contre 82 conformes soit un taux de conformité de 77,35% alors que pour le troisième trimestre on a 36 non conformes contre 33 conformes soit un taux de conformité de 47,80%.

Tableau 13. 5: Tests rapides effectués lors des contrôles de qualité du sel

	Nombre de Tests rapides	Tests non conformes	Tests conformes	Pourcentage de conformité	Quantité saisies en sacs
2e trimestre	69	7	62	89,85%	20
3e trimestre	69	36	33	47,80%	13
4e trimestre	106	24	82	77,35%	3
Total	244	67	177	72,50%	26

Source : Service Régional du Commerce de Louga.

Conclusion

Le commerce reste toujours l'un des secteurs les plus importants de la région de Louga mais il est confronté à des problèmes liés principalement à un déficit de marché. Les pharmacies et les stations de service restent encore faibles dans la région. Les pratiques illicites relatives à la qualité des produits et aux prix mais aussi la contre façon sont bien présentes dans le commerce régional. Elle constitue une entrave pour le développement de l'économie. Ainsi des contrôles beaucoup plus rigoureux sont indispensables pour assainir le marché et protéger la santé des populations.

CHAPITIRE 14 : AIDE SOCIALE

Introduction

Le Service Régional de l'Action Sociale(SRAS) a pour mission l'assistance sociale aux personnes vulnérable. Pour mener à bien cette mission, le SRAS reçoit des aides de l'Etat et des ONG pour les redistribuer aux personnes nécessiteux. Ainsi le rapport suivant met en évidence les activités du service au courant de l'année 2013.

14.1 Les actions du Service Départemental de l'Action Sociale de Louga

163 enquêtes sociales pour délivrance de certificats d'indigence ont été effectuées parmi lesquelles 37 demandes d'assistance médicale adressées au centre hospitalier A. S. Mbaye de Louga, 80 demandes d'assistance d'urgence à l'ONG « association de Bienfaisance Islamique », 21 pour placements d'enfants à l'école du village SOS de Louga, 06 enquêtes sociales sont adressées à la DGAS et au service sociale de l'hôpital général de Grand Yoff.

158 demandes d'achat d'ordonnance ont été réglées par l'ONG ABI.

61 dossiers de demandes d'assistance familiale, 09 dossiers de demandes d'assistance médicale, 28 demandes de soutien aux Daaras, 12 demandes d'aide pour sinistrés sont adressés au Conseil Régional de Louga mais ils sont restés sans suite jusqu'à ce jour.

20 sacs de 50 kg de riz sont octroyés par ABI à 50 familles en collaboration avec le SDAS

30 Kits alimentaires fournis par le député de la commune de Louga sont distribués à des personnes nécessiteuses.

04 familles victime d'un incendie ont reçu l'aide de la commune de Louga.

33 kits alimentaires sont distribués pendant le ramadan par la municipalité de Louga en partenariat avec une association Turquoise, de même que 410 kilogrammes de sucre.

50 cartons de dattes de la Direction Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale (DGPSSN) sont distribués à des organisations religieuses et aux personnes nécessiteuses durant le ramadan ainsi que 13 moutons la veille de la Tabaski.

250 000 francs CFA de la DGAS sont partagés à 18 ménages indigents.

300 moutons sont octroyés par l'ONG ABI à des familles nécessiteuses dont la moitié est proposée par le SDAS.

40 bœufs donnés par les cours Yawuz Salem sont partagés à 20 Daaras et 605 familles démunies en collaboration avec la commission sociale de la municipalité de Louga.

85 carcasses de moutons sont distribuées à 17 Daaras, 65 ménages indigents et aux individus et groupes vulnérables.

Un don de sang est organisé par le CPRS, la municipalité et l'association des donneurs de sang le 29 juillet à l'hôtel de ville de Louga.65 pochettes de sang sont récoltées. 50 moustiquaires sont distribuées ce jour aux donneurs de sang.

628 individus indigents du département de Louga sont recensés pour la CMU couverture maladie universelle.

Le SDAS a effectué pour la municipalité de Louga les enquêtes en vue de l'enrôlement des indigents dans les mutuelles de santé à travers les 11 conseils de quartier avec un effectif de 50 ménages par quartier.

Le SDAS s'est aussi investi dans l'accompagnement et le soutien des PVVIH et OEV en collaboration avec l'unité d'appui régional UAR et l'ONG ABI.

La prise en charge par le SDAS d'une fille de 16 ans de nationalité étrangère en maille avec la justice pour vol.

Réintégration de 10 élèves exclus à cause de leur situation sociale défavorable grâce à la collaboration des autorités scolaires.

17 élèves ont bénéficié d'appui pour frais de scolarité de la part de l'ONG ABI et 04 élèves de la municipalité de Louga.

245 ménages du département devaient bénéficiés de la bourse de sécurité familiale.

1 500 000 francs sont partagés entre la FARPAS et l'association des veuves ASAPEN avec 1 000 000 F CFA pour la FARPAS et 500 000 f pour ASAPEN dans le cadre du projet PAPA.

Des projets RBC (06) sont présélectionnés et transmis à la DGAS. C'est par la suite que le cadre budgétaire RBC 2013 est sorti pour confirmer la décentralisation de cette activité.

Le SDAS a aussi participé à des activités administratives ; CDD, ateliers de formation, supervision etc....

14.2 Les actions du Service Départemental de l'Action Sociale de Linguère

Pour les mois d'avril, mai, juin, les différentes associations conformément aux instructions du chef du SRAS ont été recensées. Des dossiers de secours sont instruits et transmis aux collectivités locales. (10) projets RBC et (03) PAPA sont présélectionnés.

14.3 Les actions du Service Départemental de l'Action Sociale de Kébémer

Dans son rapport trimestriel le SDAS a fait part du paiement des secours de 181 personnes et 15 associations par la commune de Kébémer. L'assistance Tabaski 2013 de la DGAS a concerné (09) personnes pour une enveloppe de 25.000F.

L'aide de la Tabaski de la Délégation Générale à la Protection Sociale a permis de soulager (24) personnes. Les secours du Conseil Régional ont permis de prendre en charge (20) cas sociaux et (06) Daaras. (100) cartons de carcasses de moutons ont été distribués.

Les enquêtes sociales ont permis de délivrer (25) certificats d'indigence et (15) rapports d'enquêtes pour un complément de dossiers administratifs. Le SDAS a participé à plusieurs mobilisations sociales en collaboration avec les secteurs de la santé du développement communautaire et du développement local. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme PRP au profit des personnes handicapées, (13) promoteurs ont bénéficié d'un financement de 02 millions.

Pour cette année 2013 le SDAS de Kébémer n'a pas bénéficié de projets PAPA car la clé de répartition envoyée par la DGAS l'excluait. Ce département en a déjà bénéficié les années passées.

Sous la supervision du CPRS, les secours aux indigents dans la commune de Kébémer pour une enveloppe de 8 700 000 FCFA ont concerné 230 personnes nécessiteuses dont 03 associations de personnes handicapées moteurs visuels et de PVVIH. Les sommes sont comprises entre 40 000 FCFA et 30 000 FCFA pour les personnes physiques et 200 000 FCFA pour les associations.

Quant au projet RBC, le département s'est vu octroyer 1 500 000 FCFA du fait qu'il était privé de projets PAPA.

La DGAS a donné 250 000 FCFA durant la Tabaski (octobre 2013); somme répartie entre 10 personnes indigentes à raison de 25 000 francs.

La délégation générale à la protection sociale et à la solidarité nationale DGPSSN a octroyé 13 moutons. Un comité de suivi présidé par le préfet a décidé de la répartition et du choix des bénéficiaires.

16 enquêtes sociales sont faites pour l'octroi de secours du conseil régional de Louga ; requêtes restées sans suite. Par ailleurs, 85 carcasses de moutons sont distribuées le 31 décembre 2013 à des ménages et individus indigents.

Conclusion

Il ressort de ce rapport que le principal partenaire du SRAS est l'ONG l'ONG « association de Bienfaisance Islamique » qui a participé dans la majorité des aides effectuées dans la région et de manière significative. Les aides reçues par les personnes indulgentes dans la région sont principalement alimentaires et aussi monétaires avec comme innovation majeur la bourse de sécurité familiale mais aussi la distribution des moutons de Tabaski.